

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION  
BOURSE

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13370 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

SAMEDI 23 JANVIER 1988

## Paris-Bonn : un élan nouveau

Les beaux discours auxquels donne lieu ce vendredi 22 janvier la célébration du 25<sup>e</sup> anniversaire du traité de coopération franco-allemand suscitent sans doute critiques et scepticisme. On recensera les insuffisances de la coopération dans les domaines culturel, économique et de la politique étrangère; on évoquera les incompréhensions qui séparent encore les deux peuples; on railera le caractère symbolique de ce que les mauvaises langues appellent la « fanfare » franco-allemande (la brigade); on soulignera les impossibilités présumées auxquelles le Conseil de sécurité, dans son ambition de définir une stratégie commune, ne peut, croit-on, que se heurter. On déplorera enfin que ce couple franco-allemand impudique froisse, par l'étalage de ses effusions, d'autres Européens.

Aucune de ces critiques ne sera totalement dénuée de fondement. Mais elles confirment à leur manière qu'un véritable élan nouveau est actuellement insufflé au rapprochement entre Paris et Bonn. M. Thatcher, qui il y a un an encore, n'y trouvait rien à redire, a multiplié ces temps-ci les mises en garde sous prétexte que cette sorte d'alliance dans l'Alliance risquerait de menacer l'unité de l'OTAN.

A Moscou, on accuse Paris de tenter perfidement de lever les restrictions imposées au statut militaire de la RFA et de vouloir rattrapper cette dernière à la stratégie française de dissuasion. Ces critiques sont fautesseuses - mais on ne prête qu'aux riches: elles témoignent que la coopération entre Paris et Bonn dans le domaine de la sécurité devient affaire vraiment sérieuse.

Les sceptiques, qui, à l'inverse, voient dans les mêmes initiatives de la poudre aux yeux, méconnaissent, pour leur part, la dynamique propre du rapprochement, qui ne peut procéder que très progressivement. Les idées bouleversantes - comme celle d'étendre à l'Allemagne le « parapluie » nucléaire français - ont un effet de blocage, parce qu'elles déclenchent des polémiques là où l'on ne peut avancer que par consensus, parce qu'elles réveillent des radicalismes endormis, qu'ils soient gauchistes ou stalinistes.

Le statut différent de la France et de l'Allemagne par rapport à l'OTAN pose certes un problème complexe. Mais si ces avancées franco-allemandes sont aujourd'hui possibles, c'est que la complémentarité de ces statuts est désormais reconnue, y compris à Washington.

L'élan nouveau de la coopération franco-allemande veut répondre aux défis que pose le monde non seulement aux deux pays, mais à l'Europe, à sa sécurité, à son équilibre économique et monétaire. Les Français ont tenu à mettre sur le même plan que le conseil de défense un conseil économique dont la création, il y a quelques jours encore, paraissait des plus incertaines. Les attentes de Paris et de Bonn en ce domaine restent très disparates, et cette nouvelle institution aura, elle aussi, à faire ses preuves. Du moins témoigne-t-elle, du côté français, de l'effort récent du gouvernement de M. Chirac pour participer activement à une politique franco-allemande guidée par le président de la République, pour laquelle il avait jusqu'à-là quelque peu manqué d'enthousiasme.

(Lire nos informations pages 2 et 3.)

M 0147-01230-4,50 F



379047004500 01230

## La rencontre Sihanouk-Hun Sen en France

### La négociation sur le Cambodge marque des progrès

La deuxième série d'entretiens entre le prince Sihanouk et M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh, s'est tenue les mercredi 20 et jeudi 21 janvier, au pavillon Henri-IV de Saint-Germain-en-Laye. Elle a fait progresser l'épineux dossier du conflit cambodgien, qui est désormais en voie de règlement. Les deux hommes ont décidé de se retrouver à Pyongyang, en Corée du Nord, à la fin du mois d'avril.

Les deux parties étaient d'accord jeudi soir: un pas important a été accompli même si des désaccords subsistent et s'il faudra du temps pour les surmonter et organiser une phase de transition. Ayant abordé, pour la première fois, des questions concrètes, le prince Sihanouk et M. Hun Sen ont jeté les bases d'un règlement du conflit. Certes, le jeune premier ministre de Phnom-Penh ne s'est engagé qu'à « étudier avec attention » la proposition du prince de former, entre eux, un « gouvernement provisoire » chargé d'organiser l'élection d'une Assemblée constituante sous contrôle international. Mais il n'a pas rejeté le projet du

prince, qui est désormais au cœur de la négociation.

Puisque M. Hun Sen est d'accord sur un « gouvernement de coalition » et sur le multipartisme, quel est le plan de Sihanouk? Les deux autres factions cambodgiennes - les Khmers rouges et M. Son Sann - boudent, jusqu'à nouvel ordre, la négociation. Le prince propose à M. Hun Sen la formation, entre eux, d'un gouvernement de transition. Les Vietnamiens commencent à évacuer le Cambodge - dans un délai de deux ans, et non plus de trente mois, a proposé, jeudi, M. Hun Sen - une fois un accord réalisé sur ce point.

JEAN-CLAUDE POMONTI.  
(Lire la suite page 5.)

## La préparation de la campagne présidentielle

### M. Barre réservera ses critiques à M. Mitterrand

M. Raymond Barre, qui doit annoncer le 8 février sa candidature à l'Elysée, a confirmé, le vendredi 22 janvier à Europe 1, qu'il ne changerait pas le rythme de sa campagne, et clairement indiqué que son adversaire désigné était M. Mitterrand. A propos de M. Chirac, son rival dans la majorité, il a déclaré: « Nous ne sommes pas ennemis; nous n'allons pas tirer l'un sur l'autre. Nous avons à tirer sur quelqu'un d'autre. »



Lire nos informations page 7

## Les embarras de la circulation dans la capitale

### Paris en proie aux grands projets

M. Jacques Chirac présentera lundi 25 janvier au Conseil de Paris un programme d'action pour déboucher la capitale: quelques mesures de détail et, peut-être au-delà, un réseau d'autoroutes souterraines. L'opposition critique ces propositions. Un débat devrait s'engager sur les déplacements de dix millions de Français, l'aménagement cohérent de la région parisienne et, finalement, l'avenir de Paris.

Quatre cent cinquante policiers auxiliaires et cent cinquante « pavenches » (contractuelles) supplémentaires dans les rues; l'extension du stationnement payant; une augmentation de 5 % du tarif des taxis; des facilités pour les véhicules de livraison et les cars de tourisme: telles sont les mesures que M. Jacques Chirac fera adopter, lundi 25 janvier, par le Conseil de Paris pour améliorer la circulation et le stationnement dans la capitale.

Les traditionnels « embarras de Paris » sont, en effet, pires que

jamais. Après avoir légèrement décliné en 1985 et en 1986, le flot des véhicules s'est à nouveau gonflé l'an dernier. Au total, il a augmenté de plus de 9 % en dix ans. Les spécialistes constatent que la saturation de la voirie peut provoquer aujourd'hui des embouteillages à toute heure de la journée et dans la plupart des quartiers.

Conscient de cette situation et du mécontentement qu'elle engendre, le maire a donc créé l'an dernier un « comité municipal de la circulation », qui a tenu trente-

quatre séances. La montagne aurait-elle accouché d'une souris? La modestie des mesures proposées résulte d'un choix politique. « Le pari que je fais, a expliqué le maire, est de préserver la liberté de chacun et d'améliorer la situation actuelle, en ne retenant aucune mesure contraignante. » Elle est dans le droit fil de l'attitude adoptée par le premier magistrat de la capitale, depuis son arrivée à l'Hôtel de Ville, en 1977.

MARC AMBROISE-RENDU.  
(Lire la suite page 9.)

## Ventes de titres, concentrations, concurrence de la télévision

### Les révolutions de la presse écrite

Dépôt de bilan du Matin de Paris, rachat du groupe Les Echos, difficultés de M. Robert Hersant, nouvelles ambitions d'Havas et d'Hachette, émergence des Presses de la cité dans le domaine des journaux: l'année 1988 risque d'être une année décisive pour la presse écrite française comme 1987 l'a été pour la télévision. Une année de crises et de mutations spectaculaires.

Rien de commun, en apparence, entre l'audiovisuel qui explose après quarante ans de monopole public et des journaux qui n'ont jamais connu que le régime de l'entreprise privée. Pourtant, la presse écrite, tout comme l'image, émerge brutalement d'une économie artificielle, strictement encadrée par l'Etat depuis la Libération. La déreglementation de 1986, l'arrivée des télévisions privées, la concurrence étrangère et les révolutions techniques bouleversent les équilibres du marché et imposent à toutes les entreprises une nouvelle donne économique.

1944: la presse fait peau neuve en France. Compromis pour partie d'entre eux par leur flirt avec l'occupant, les grands quotidiens font l'objet de l'atten-

tion critique du gouvernement. Les titres convaincus de collaboration sont confisqués, comme leurs biens immobiliers et leurs imprimeries. Par le biais de la SNRP, qui les redistribue, ils échouent à des réseaux de résistants.

Soucieux de soustraire la presse à l'influence des puissances financières et désireux de garantir la diversité des opinions en favorisant le pluralisme des journaux, l'Etat réglemente strictement l'information écrite. L'ordonnance d'août 1944 traduit cette volonté de la voir devenir plus transparente et d'éviter sa concentration aux mains de quelques groupes de presse. Elle condamne les opérations de prête-nom, oblige les propriétaires d'une publication à apparaître au grand jour, fixe les responsabilités du directeur d'un titre et de ses collaborateurs et stipule enfin qu'une personne ne peut diriger plus d'un quotidien.

Le cadre réglementaire se double, au nom des mêmes principes, de mécanismes de solidarité interprofessionnelle. Les journaux bénéficient dès les lendemains de la Libération de systèmes coopératifs dans le domaine du papier et de la distribution. En 1947, se crée la Société professionnelle des papiers de presse (SPPP). Cet organisme coopératif procède à l'achat de papier journal et fixe

un prix de péréquation qui tient compte du prix du papier français, largement supérieur à l'époque à celui du marché international. Identique quels que soient le tonnage, le volume et le lieu de transport des journaux utilisateurs, ce prix de péréquation les met tous sur le même plan.

A la même époque, les Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP) se mettent en place. Comme les sociétés de distribution existant en province pour les titres locaux ou régionaux, les NMPP assurent la diffusion dans les kiosques, en pratiquant une remise de base de 39 % sur le prix de vente des quotidiens, de 41 % pour les autres. Un système égalitaire qui favorise la création de nouveaux titres, mais dont le coût reste élevé (10 % à 25 % du total des coûts d'une entreprise de presse), car il prend en compte le retour des exemplaires invendus.

Enfin, l'Etat intervient directement, dès 1945, dans le financement de la presse par le biais des aides publiques. Une intervention conséquente puisqu'elle pèse aujourd'hui 5,7 milliards de francs, soit 13 % du chiffre d'affaires du secteur.

YVES-MARIE LABÉ  
et JEAN-FRANÇOIS LACAN.  
(Lire la suite page 18.)

A L'ÉTRANGER: Algérie, 3 DA; Maroc, 4,50 dir.; Tunisie, 800 m.; Allemagne, 2 DM; Autriche, 18 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Danemark, 10 kr.; Espagne, 166 pes.; G.-B., 60 p.; Grèce, 150 dr.; Inde, 90 p.; Italie, 1.700 L.; Libye, 0.400 DL; Luxembourg, 30 fr.; Norvège, 12 kr.; Pays-Bas, 2,25 fl.; Portugal, 130 esc.; Suède, 336 F CFA; Suisse, 12,50 fr.; Thaïlande, 1,80 A.; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

مكتبة من الأصل





# Débats

Le vingt-cinquième anniversaire de la signature

## Un mariage de raison

QUI se souvient encore de ce jour de mariage en janvier 1963 ? La France était à peine sortie de la guerre d'Algérie, l'Allemagne avait tout juste commencé à digérer la construction du mur de Berlin, qui cimentait la division du pays, l'URSS et les États-Unis se trouvaient au lendemain de leur dangereux affrontement de Cuba. Qui, dans ces circonstances, aurait placé ses espoirs dans l'avenir d'une communauté franco-allemande ?

A la base de cet inévitable couple franco-allemand, il n'y a pas l'expérience d'une réussite commune, mais plutôt la prise de conscience des limites de la puissance nationale de chacun. Considéré avec beaucoup de réserve de chaque côté du Rhin, ce couple de personnes déjà un peu âgées n'avait d'autre atout que la volonté de rassembler ce qui restait de leurs entreprises familiales. Avec la France et le lourd héritage de son passé colonial, avec l'Allemagne accablée par le poids de son passé hitlérien et la perte de ses territoires à l'est, pouvait-on faire une communauté assez forte pour sortir des impasses nationales ?

Beaucoup s'en méfiaient. En Allemagne fédérale, la majeure partie de la CDU, les libéraux et les sociaux-démocrates préféraient l'alliance atlantique au resserrement des liens avec la France. Et, en France, ce fut finalement la conception gaulliste de la défense du sanctuaire national qui prit le dessus. On n'eut pas besoin d'attendre l'Ostpolitik de Willy Brandt pour voir mise à l'épreuve la volonté de coopération.

Au début des années 70, les problèmes économiques rappelaient encore aux hommes d'État que la situation, structurellement, restait la même qu'en 1963 : ni la France ni l'Allemagne n'avaient assez de poids pour peser sérieusement sur les relations internationales. Ce fut surtout Helmut Schmidt, qui, fort des expériences faites avec les Anglo-Saxons, éleva la voix pour que les deux

par RUDOLF VON THADDEN (\*)

voisins des bords du Rhin en tirent les conséquences dans le sens d'une union plus étroite. La coopération franco-allemande, pourtant, avait du mal à avancer. Un peu plus tard, malgré les efforts de Mitterrand et de Kohl pour faire de ce couple un moteur de la construction de l'Europe, ce furent les populations qui cette fois l'aidèrent. Cela se révéla d'abord dans la différence des réactions face à la course aux armements des deux superpuissances : les Français se méfiaient des tendances pacifistes apparues en Allemagne, les Allemands les Français qui exigeaient que les Pershing soient déployés surtout en République fédérale.

### Les erreurs à éviter

Les divergences des opinions publiques face aux problèmes de l'écologie et des centrales nucléaires n'étaient pas moindres. Après la catastrophe de Tchernobyl, on refusait à Sarrebruck de manger de la salade, que l'on vendait sans scrupules quelques kilomètres plus loin, à Forbach et à Metz. Les critiques des Allemands contre la politique nucléaire de la France se focalisaient sur Cattenom.

Où en sommes-nous aujourd'hui ? Ne vaudrait-il pas mieux renoncer à fêter le vingt-cinquième anniversaire du traité de l'Elysée ? Je ne le crois pas du tout. Au contraire, il faut en profiter pour réfléchir sur les erreurs que nous avons commises jusqu'à présent et mieux saisir les chances qui continuent de s'offrir à nous.

Parmi les erreurs, la première à éviter est de ne pas suffisamment tenir compte dans la politique que l'on mène de l'opinion publique du partenaire. Il ne faut pas négliger les craintes de l'autre. Le manque de psychologie est souvent un germe de divorce.

(\*) Professeur d'histoire contemporaine à l'université de Göttingen.

Il ne faut pas, en second lieu, se lancer dans des projets de coopération sans approfondir, en même temps, la connaissance que l'on a de la culture et de la mentalité du partenaire. Qui n'a pas fait l'effort de comprendre l'autre n'arrivera jamais avec lui à une véritable entente. Est-il besoin de répéter que cela exige avant tout une meilleure connaissance des deux langues nationales ? L'anglais ne peut être un passe-partout pour la compréhension mutuelle !

Enfin, plutôt que de rivaliser sans cesse pour la gloire éphémère d'une première place, mieux vaudrait apprendre à partager les charges qui découlent des problèmes viraux : l'augmentation du chômage, l'élaboration de plus en plus difficile d'une politique raisonnée à l'égard des immigrés, le conflit croissant entre les exigences du progrès économique et le souci écologique. S'atteler à résoudre en commun un seul de ces problèmes vaut plus que douze déclarations d'amitié !

Cependant, les chances que nous avons aujourd'hui de faire de la France et de l'Allemagne fédérale une communauté motrice au sein de l'Europe sont, malgré les lenteurs et les déceptions, plus grandes qu'il y a vingt-cinq ans.

D'abord grâce au développement des moyens de communication, qui nous permettent bientôt de suivre les programmes de télévision du partenaire dans les régions les plus reculées de chaque pays.

Il existe, ensuite, des conditions d'échanges scolaires et universitaires qui permettent de former des élites biculturelles, capables de partager des responsabilités avec leurs homologues dans le pays partenaire.

Enfin, dans le domaine politique, on a su réconcilier la coopération franco-allemande avec les besoins de l'alliance atlantique et ceux de l'Europe. Le couple n'est plus un objet de méfiance internationale.

Il n'y a donc pas que les mariages d'amour qui méritent de fêter leurs noces d'argent.

## Des liens de famille indissolubles

par FREIMUT DUVE (\*)

PERSONNE n'a encore mesuré la signification que l'amitié franco-allemande a eue pour la réussite de la démocratie allemande après 1945, pour notre accueil dans la famille européenne. Lorsque, jeunes, nous dénoncions les tendances réactionnaires, lorsque arrivèrent les néonazis, lorsqu'une idée erronée de l'Etat fit connaître dans le monde entier le mot de « Berufsverbot » (les interdiction professionnelle), chaque fois nous nous tournions vers la France pour savoir ce qu'on pensait de nous.

La France a été, pour ma génération, une importante assurance de démocratie et de liberté. Quand les conservateurs devenaient chez nous trop conservateurs, l'Etat trop borné, la réaction trop agressive, nous en appelions à la France, nous lisions le Monde et Sartre. Nous nous réjouissions de l'intérêt des Français pour ce qui se passe chez nous. Quand le mouvement d'Harlem Désir faisait il y a peu les grands titres de l'actualité, notre cœur s'est mis à battre un peu plus fort. Il n'y a pas seulement une communauté d'intérêt franco-allemande dans les domaines militaire ou économique. Il nous appartient aussi de vaincre en commun la xénophobie, de renvoyer aux vestiaires Le Pen et les néonazis, de lutter ensemble pour plus de justice sociale, de combattre nos utopies culturelles.

J'aurais préféré qu'on parlât d'un « traité de famille ». Les amis ne sont pas éternels, surtout ceux sur lesquels on doit en permanence faire de grands discours. Il y a toujours un moment où elles risquent de n'être plus qu'un ornement un peu kitsch. Non, nous avons une relation de type familial, pas toujours facile — ce n'est pas tous les jours l'amour fou — mais elle est indissoluble par naissance et par raison.

La France moderne et l'Allemagne moderne sont les enfants du même drame de famille. Traité d'amitié ! Cela résonne d'une manière un peu trop diplomatique. On se serre les mains à Verdun ou sur pont flottant branlant. Des reli-

tions de famille n'ont pas besoin de diplomatie. Nous faisons partie du même monde, nous sommes extrêmement différents et nous avons besoin de nous parler sans cesse.

J'ai commencé tôt dans ce domaine. Elle s'appelait Mme Rasmann, habitait dans une soupage de notre internat, avait peu d'argent et était tout imprégnée de culture française. C'était mon professeur de français. Elle avait plus de soixante ans. Elle était tellement tendre et tellement belle. J'avais quatre ans, j'adorais son style et il était français.

### Miroirs déformants

Mon deuxième souvenir est un livre relié en cuir : Georges Duhamel avait sorti en 1923 aux éditions Insel une Anthologie de la poésie lyrique française, avec une préface destinée aux Allemands dans laquelle il écrivait : « Je crois fermement que l'ignorance dans laquelle les peuples vivent et la méconnaissance réciproque de leurs vertus les rendent plus vulnérables à la haine et plus dociles aux sollicitations de la violence. En revanche, tout progrès dans la connaissance est un progrès dans l'amour ».

La même année, les Français avaient occupé la Rhénanie. Je m'étais procuré ce livre il y a trente-deux ans en allemand. Depuis, je n'ai jamais oublié : il y avait déjà, après la première guerre mondiale, une aspiration à l'amitié.

On ne s'embrasse pas toujours. Parfois nous les Allemands, nous nous reconnaissons dans les articles de journaux français comme dans des miroirs déformants : un champ de foire, nous devrions y faire constamment attention, car l'image que nous voyons est aussi celle de notre histoire allemande telle qu'elle est restée gravée dans la tête des Français. Nous sommes étonnés que nos manifestations

(\*) Député de Hambourg, responsable du groupe parlementaire social-démocrate pour les relations franco-allemandes, chef de collection aux Éditions Rowohlt.

contre les armes nucléaires aient mis la presse française dans un tel état, comme si on se trouvait au bord d'un déferlement des pacifistes allemands. Quand nous discutons d'un approvisionnement rationnel en énergie ou des problèmes de la pollution par les produits chimiques, nous lisons au début des années 80 dans les journaux français que nous n'étions pas encore tout à fait sortis des forêts des anciens Germains. Les Français s'irritent de Heidegger ; chez nous, il y a eu l'année dernière un joli petit congrès critique sur Sartre. C'est ainsi que doivent être des relations familiales supranationales : c'est un Français qui était le meilleur expert de Hölderlin.

Comme social-démocrate, je pourrais jusqu'à aujourd'hui le poids d'une tâche centenaire. Comme éditeur, une responsabilité entre deux cultures seurs, souvent écartelées mais toujours dépendantes l'une de l'autre, impensables l'une sans l'autre.

Un bilan ? La famille s'est retrouvée et est devenue adulte. Il est temps que nous nous rapprochions plus étroitement. Ne laissons pas les grands interprètes du franco-allemand discuter de nous dans leurs réunions mensuelles, mais discutons nous-mêmes ensemble à tous les niveaux. Ne limitons pas nos débats aux vols balistiques ou aux satellites ; les ingénieurs d'ITT, de Siemens ou de Mitsubishi le font mieux. Assez avec la jubilation sur la science-fiction. Nous avons des tâches plus grandes. Cherchons à définir à quoi ressemble la conscience culturelle de l'Europe. A quoi ressemble notre utopie commune de la liberté, de la paix intérieure dans notre société. Ayons des rêves communs, pour surmonter le chômage sans être obligés de fouailler le monde entier en armes.

Faut-il pathétiquement à la lumière froide des lampes à halogène postérieures ? Quand un chancelier serre la main présidentielle pour la télévision, pourquoi ne pas me permettre une étincelle de pathétique ? Elle est imprégnée de trente-cinq ans d'émotions amicales et justifiée par l'ampleur du défi européen.

## Un optimisme mesuré mais légitime

par ALFRED GROSSER

OUI, l'état présent des relations franco-allemandes justifie la commémoration. A condition de signaler d'emblée qu'il n'a assurément pas marqué un commencement, encore moins une réorientation. Le général de Gaulle a eu l'immense mérite de convertir des millions de Français à une conception des rapports entre la France et la République fédérale qui avait prévalu avant lui et en partie contre lui. Et le traité de l'Elysée du 22 janvier 1963 a surtout été un traité d'amitié. Il n'a pas réglé de différends bilatéraux parce qu'il n'en existait guère à régler : le dernier traité apaisant des conflits avait été signé en octobre 1956 par Guy Mollet et Konrad Adenauer à Luxembourg ; il organisait, d'une part, le retour de la Sarre à l'Allemagne, d'autre part, la canalisation de la Moselle, permettant à l'acier lorrain d'accéder à la mer par voie fluviale.

La spécificité des relations franco-allemandes, on peut le lire dans la première phrase du Préambule de la Constitution de 1946, ce préambule auquel le Conseil constitutionnel se réfère si souvent : « Au lendemain de la victoire remportée par les peuples

libres sur les régimes qui ont tenté d'asservir et de dégrader la personne humaine... » C'est un régime qu'on avait vaincu, non un peuple ou une nation. Il s'agissait d'aider les Allemands qui l'avaient combattu à construire une autre Allemagne, qui serait ainsi « l'Allemagne de nos frères », pour reprendre le titre de l'article que Joseph Rovin, rescapé de Dachau, avait publié dans l'Esprit dès octobre 1945. Avant d'évoquer 1963, il faut rappeler le travail intense de contacts et d'échanges effectué de 1946 à 1949.

Et avant même de dire que le couple de Gaulle/Adenauer a été précédé, en 1950, par la trinité Adenauer/Robert Schuman/Alcide de Gasperi, unis moins par leur catholicisme que par leur destin commun d'hommes des frontières, il faut évoquer la trinité plus ancienne Eugen Kogon/Henri Frenay/Altiero Spinelli, créateurs, dès le lendemain de la guerre, d'un mouvement européen au nom des idéaux de la résistance. Kogon, l'ancien détenu de Buchenwald, qui vient de mourir, et dont l'analyse sur les camps — d'abord créés par des

Allemands pour des Allemands — est toujours disponible en Livre de poche. Frenay, ancien chef du mouvement Combat à qui on vient de faire franchir le dernier degré dans l'ordre de la Légion d'honneur, et Spinelli, disparu en 1986, dont l'Acte unique européen reprend, en l'édulcorant, le projet à l'Assemblée de Strasbourg.

Le traité de 1963 comprend deux volets importants et un aspect surprenant, celui de la défense, puisque, au lieu de fixer un accord, il relève un désaccord : « Sur le plan de la stratégie et de la tactique, les autorités compétentes des deux pays s'attachent à rapprocher leurs doctrines en vue d'aboutir à des conceptions communes ». Il aura fallu attendre la présidence de François Mitterrand pour voir cette disposition véritablement appliquée. Le volet instigateur d'un rapprochement tous azimuts est celui qui prévoit des consultations fréquentes entre les deux gouvernements, et cela à tous les niveaux et dans presque tous les ministères.

Le volet créateur a permis la mise en place, dès 1964, de l'Office franco-allemand pour la jeunesse. Un office qui a repris et développé le travail antérieur d'échange, et qui constitue aujourd'hui l'organisme le plus visible, le mieux implanté, touchant la « clientèle » la plus nombreuse, parmi les institutions publiques ou privées diffusant dans chacun des deux pays la connaissance des réalités de l'autre. A l'occasion de l'anniversaire du traité, ne conviendrait-il pas de célébrer l'action du BILD, avec ses revues Documents et Dokumente créées dès 1945, de l'Institut franco-allemand de Ludwigshafen, né en 1948, du Centre d'études germaniques de Strasbourg, du Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporain, et un nombre impressionnant de réalisations durables ?

Les gestes symboliques n'en ont pas moins leur justification, depuis le timbre-poste commun jusqu'aux manifestations organisées en commun par les ambassadeurs des deux pays dans les capi-

tales d'Etats Gers. On est, en effet, en droit de relever de nombreux aspects positifs dans l'évolution des rapports franco-allemands. Par exemple, dans les attitudes révélées par les sondages : la première enquête française de 1988 donne 68 % de réponses positives, contre 10 % de négatives, à une question sur l'image de la République fédérale, 72 % contre 12 %, à propos des Allemands. Par exemple, dans les échanges commerciaux, la France étant le premier client et le premier fournisseur de la République fédérale.

### Un problème d'identité

Mais aucune donnée favorable ne peut être produite sans réserves. L'amélioration de l'image du voisin, de pair avec le déclin de la connaissance de sa langue. Les abondants échanges commerciaux comportent un gros déficit français qui constitue une sorte de charge de dynamisme au cœur des relations franco-allemandes. Dans tous les domaines, le bilan appelle la nuance, avec pourtant la possibilité de trouver partout des justifications pour un optimisme mesuré.

On n'a pas tort de regretter chez nous que 1992 soit moins évoqué et invoqué chez nos voisins qu'en France. Mais il ne s'agit pas seulement d'un certain refroidissement européen ou allemand. A l'égard du « marché unique », on y éprouve à la fois moins de craintes et moins d'espoirs, parce qu'on se sent désormais plus assuré. Et, sur bien des points, le retard est français. Ainsi, le Tribunal constitutionnel fédéral a autorisé récemment les citoyens allemands à ne pas obéir à la loi fiscale de leur pays si leur gouvernement a laissé passer le délai fixé par une directive européenne pour abolir les dispositions de ladite loi. Le Conseil d'Etat a gardé jusqu'ici une jurisprudence moins « européenne ».

En matière de défense, la France a signé, le 27 octobre dernier, la « plate-forme » de l'Union de l'Europe occidentale qu'elle affirme sa « détermination à défendre [à ses frontières] tout

Etat membre », ce qui correspond au désir vainement exprimé pendant de longues années par le parlement allemand, Et, en République fédérale, le « mouvement de paix » est, si l'on peut dire, désarmé devant l'argument que, sans la fermeté occidentale pour l'installation des Pershing-2, il n'y aurait pas eu d'accord de désarmement, donc qu'il y aurait toujours les SS-20. Mais on ne saurait dire pour autant qu'il existe désormais, entre les gouvernements et dans les opinions, une claire communauté de conceptions en matière militaire.

Pas seulement à cause de différences d'appréciations sur la politique de l'URSS. Au contraire, les possibilités d'une « ostpolitik » commune sont plus amples que jamais. On l'a encore vu dans les formulations utilisées par M. François Mitterrand et par M. Jacques Chirac dans les discours adressés à M. Erich Honecker.

La vraie difficulté franco-allemande tient toujours aux problèmes d'identité des deux pays. Certes, la France tire avantage de ces problèmes en compensant politiquement son infériorité économique par le triple avantage de n'avoir pas eu Hitler dans son passé, d'être l'un des quatre souverainetés allemande et d'être une puissance nucléaire. Mais il existe une ambition française d'exercer des responsabilités mondiales — ambition parfois exprimée et ressentie avec quelque préoccupation — face à une sorte de résignation allemande, de désir d'être en quelque sorte à l'abri des tempêtes de la planète.

L'un des obstacles à l'hélicoptère militaire commun était que, pour son usage français, il doit être capable de résister à une tempête de sable, phénomène peu courant au cœur de l'Europe. Mais une évolution nouvelle s'amorce. La diplomatie allemande est plus présente que naguère, notamment au Proche-Orient, tandis que l'idée progresse en France d'une plus grande efficacité par le biais d'actions plus communautaires. Oui, décidément, l'optimisme mesuré est de mise au moment de la commémoration du traité de l'Elysée.

### Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-97-27  
Téléx MONDPAR 650 572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Impression :  
Le Monde  
Paris-IX

Reproduction interdite de tous les articles  
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57437  
ISSN : 0395-2037

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication  
Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Faurat (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.  
Capital social :  
620.000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde.  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Wouss.  
Rédacteur en chef :  
Daniel Veret.  
Correspondant en chef :  
Claude Salas.

### ABONNEMENTS

BP 507 09  
75442 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandats)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 308 F

II - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'abonnement d'office tous les ans par chèque ou mandat d'impression.

### Le Monde

TELEMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

### Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Mandelstam, 75007 Paris

Tél. : (1) 45-55-91-82 et 45-55-91-71

Téléx MONDPUB 306 136 F

ABONNEMENTS

PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE

code d'accès ABO

365 jours par an. 24 heures sur 24



# Etranger

## du traité de coopération franco-allemand

Une vingtaine de ministres français et ouest-allemands se sont réunis, vendredi 22 janvier, à Paris, autour du président François Mitterrand et du chancelier Helmut Kohl, pour célébrer le vingt-cinquième anniversaire du traité franco-allemand de l'Elysée, signé en 1963 par le général de Gaulle et le chancelier Adenauer. Si chargé de symboles soit-elle, cette journée prétend pourtant être davantage qu'un simple anniversaire. Les deux gouvernements entendaient consacrer à cette occasion les efforts accomplis depuis 1982 pour relancer les relations entre les deux pays dans l'esprit de ce traité, en lui ajoutant deux protocoles additionnels dans les domaines de la défense et de l'économie.

A l'issue d'une réunion plénière des membres des deux gouvernements présents, le président

François Mitterrand et le chancelier Kohl ont solennellement paraphé dans le salon Murat du palais présidentiel français une nouvelle « déclaration de l'Elysée », réaffirmant la « communauté de destin » des deux pays et leur volonté de « renforcer leur coopération au service de la construction européenne et de la paix ».

Cette déclaration énonce la création d'un « conseil franco-allemand de défense et de sécurité » et d'un « conseil franco-allemand économique et financier », qui font l'objet de protocoles additionnels au traité de 1963 et devront tous deux être présentés à la ratification des deux Parlements. Elle confirme également la constitution d'une brigade commune, dont le poste de commandement sera installé à Boebingen, près

de Stuttgart, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1988 et sera tenu à tour de rôle, pendant deux ans, par un officier général français et un officier général allemand.

Sont également décidés la création d'un « haut conseil culturel » commun, composé de vingt personnalités représentatives des deux pays, d'un « collège franco-allemand pour l'enseignement supérieur », destiné à faciliter la mobilité des étudiants et des enseignants entre la France et la RFA, qui disposera de deux secrétariats à Strasbourg et à Mayence, et enfin d'un « prix De Gaulle-Adenauer », destiné à récompenser et à encourager une personnalité ou une institution particulièrement active au service de la coopération franco-allemande. Par ailleurs, les deux gouvernements se sont engagés à renforcer leur coo-

pération en matière d'aide au développement en Afrique.

Après avoir paraphé cette déclaration, le président Mitterrand et le chancelier Kohl se sont réunis en tête à tête avant de coprésider un déjeuner offert à l'Elysée, le chancelier devait également rencontrer l'après-midi le premier ministre français, M. Jacques Chirac. Au programme des festivités figuraient ensuite, en début d'après-midi, une rencontre avec les élèves d'une classe franco-allemande du lycée Henri-IV et, en fin d'après-midi, une réception à l'Elysée, au cours de laquelle devaient être prononcées des allocutions.



## L'affaire du président

A quel bon les cérémonies commémoratives ? L'idée que l'on célèbre à plus de vingt-cinq ans. En 1949 déjà, de Gaulle — et quelques autres avec lui — pensait que de ce continent en ruine naîtrait ou non l'Europe nouvelle selon que serait possible ou non un accord direct entre Germains et Gaulois. (1). En 1963, le traité dont on fête l'anniversaire faisait de la solidarité entre les deux États une obligation juridique qui allait s'imposer à tous leurs gouvernements, quels qu'ils soient.

La partie à l'époque n'était pas gagnée. Dans divers secteurs politiques, on rechignait. M. Mitterrand, dont le parti allait s'abstenir lors du vote sur la ratification, déclara lors d'un débat au Parlement : « Vous faites de l'Allemagne par un traité d'arbitrage, le leader et, au moment où vous affirmez que ce rôle est le nôtre, vous venez de le concéder (...). Sur aucun point, Marché commun, négociation atomique, intégration politique de l'Europe, vous n'avez été en mesure de dire à la face du monde : nous, Français, nous Allouons, voilà ce sur quoi nous sommes d'accord ».

Vingt-cinq ans plus tard, ce traité que nul ne remet plus en cause et dont M. Mitterrand est devenu le plus ardent défenseur a fonctionné au plan institutionnel, au-delà des espoirs de ses auteurs. Et pour l'illustrer que par un exemple la priorité de la relation franco-allemande dans la politique de Bonn comme dans celle de Paris, « deux points », ce voyage qu'est obligé que fait dans les quarante-huit heures chez le voisin tout nouveau chancelier, tout président français qui vient d'être élu. Bonn est même devenu une étape du parcours du candidat en campagne, et M. Raymond Barre y est allé la semaine dernière s'entretenir avec le chancelier Kohl.

Alors pourquoi tant de pompe si le franco-allemand est entré dans les mœurs ? C'est affaire sans doute de tempérament politique. M.M. Giscard d'Estaing et Schmidt formaient un couple de gestionnaires qui ne s'embarrassaient pas de commémorations et dont la contribution à l'idée que la coopération franco-allemande est le nerf de l'Europe n'en a pas moins été considérable. M.M. Kohl et Mitterrand empruntent, eux, volontiers à l'héritage d'Adenauer pour l'un, de Gaulle pour l'autre. Et l'image des deux hommes se superpose à la main dans le cimetière de Verdun en 1984 était faite aussi pour rappeler celle de leurs deux prédécesseurs illustres priant côte à côte dans la cathédrale de Reims en 1962.

Il reste d'autre part nécessaire, et M. Mitterrand l'a compris, de marquer aux Allemands — au risque de s'attirer l'ironie des sceptiques — qu'il est question en cette affaire franco-allemande d'amitié, et pas seulement d'intérêt.

C'est vrai aussi, d'une autre façon, pour les Français. Car de la même manière qu'il y a dans l'engagement récent, nos compatriotes pour l'Europe et l'aventure du grand marché de 1992 la préoccupation que le salut sera collectif ou ne sera pas, il y a dans le regain de popularité dont jouissent actuellement auprès de nous les Allemands l'effet direct d'une fragilité, d'une bascule relative de statut de la France au plan international, le sentiment que les Allemands sont parmi les maîtres du jeu économique et monétaire et celui, plus ou moins conscient, qu'ils sont au centre de tout dispositif de sécurité en Europe, quel qu'il soit. Dans le même temps, on s'aperçoit que l'Allemagne monte dans les rangs (on se sent proche de lui, on est prêt à le défendre), tout ce qui témoignait d'un effort pour le mieux connaître (l'apprentissage de sa langue, les échanges, universitaires ou non) enregistrent une tendance sensible à la baisse.

L'amitié franco-allemande requiert une forme d'éducation permanente. Les commémorations et les gestes symboliques, parce qu'ils contribuent à l'accroissement des mentalités, à la maîtrise à l'abri des versatiles opinions, ne sont de ce point de vue pas inutiles.

### La compétition entre cohabitants

Si l'on aime tant à célébrer les anniversaires, c'est aussi plus prosaïquement parce que le rapprochement avec l'Allemagne est pour les dirigeants politiques français valorisant en termes de pouvoir et de popularité. Ce domaine est traditionnellement celui du président de la République. C'est en outre le seul secteur des relations internationales — avec son prolongement en l'Europe — où la France et son président peuvent encore avoir l'ambition de « faire l'Histoire ». M. Mitterrand s'y est attaché bien avant mars 1986 : l'idée de réactiver les dispositions du traité de l'Elysée concernant la défense, restées jusque-là lettre morte, datée de 1963, avait même la venue à l'esprit de M. Helmut Kohl : l'acte unique européen est aussi antérieur à l'arrivée au gouvernement de M. Jacques Chirac, qui, dans un cas comme dans l'autre, n'a fait que se rallier.

Mais dès lors que l'on entrait dans l'ère de la solabitation, quel terrain révisé que le franco-allemand pour un président de la République soucieux de marquer son territoire ? Quel magnifique objet, par exemple, que ce Conseil de sécurité et de défense au confluent du diplomatique et du stratégique, dont M. Mitterrand s'est réservé d'annoncer lui-même la création, avant l'heure, alors que l'idée en était encore dans les limbes.

Ce qui s'est livré ces derniers mois à Paris, à propos de la coopération avec l'Allemagne, ce n'est pas un affrontement, car aucun des progrès accomplis n'est de nature à ébranler le consensus, c'est une compétition. On l'a vu, de manière caricaturale, au sommet de Karlsruhe en novembre, lorsque les services du président de la République et ceux de premier ministre se sont disputés comme des chiffonniers la paternité de l'idée du comité économique franco-allemand. On l'a perçu en d'autres occasions, notamment par le soin successivement par M. Mitterrand et par M. Chirac à préciser ce que signifie pour la République fédérale la doctrine française de dissuasion.

### Une évolution notable

De cette compétition, somme toute heureuse, on retiendra qu'elle témoigne, sur les questions de la défense de l'Europe, d'une notable évolution du RPR, enfin sorti d'un jargonisme par trop hexagonal. Paradoxalement, sur certains points précis, c'est le président de la République qui fait parfois figure de gardien du temple, quand, par exemple, il rappelle que c'est à lui, et à lui seul, qu'appartient la décision de recourir à l'arme nucléaire, ou bien quand il se ferme à l'idée, avancée par tel ou tel représentant de la jeune garde du RPR, comme M. François Fillon, de communiquer aux Allemands les plans d'emploi des armes nucléaires françaises.

Même si la coopération a avancé ces dernières semaines dans un domaine qui est de la compétence du gouvernement, à savoir l'économie et les finances, avec la création du conseil, le véritable artisan du rapprochement franco-allemand est le président de la République.

En raison de diverses péripéties, le changement de gouvernement, après mars 1986, a été un début assez mal vécu à Bonn. Même si le premier ministre s'est efforcé, avec succès, de reconnaître la peine, son intérêt pour les questions allemandes est trop récent ; il lui manque, comme on dit, le feeling.

C'est lui qui alla à Reims commémorer la rencontre de Gaulle-Adenauer de 1962 ; c'est lui aussi qui alla à Ludwigshafen, où le général avait prononcé en septembre 1962 son célèbre « discours à la jeunesse », mais sans que ces déplacements aient eu beaucoup de retentissement. On vit, à Ludwigshafen, devant une foule d'adolescents de toute évidence « débranchés » politiquement, mimer maladroitement de Gaulle (« Nous revivons ! »), citer un philosophe qui n'est guère des temps-ci en odeur de sainteté (Heidegger), refaire, alors qu'il ne se justifiait plus, le sermon prononcé trois ans et demi plus tôt au Bundestag par M. Mitterrand sur les dangers du pacifisme, et enfourcher les ponts les plus propres à irriter les Allemands autour de l'idée qu'ils sont la conscience tourmentée de l'Europe et que nous en sommes la raison caritative. Un discours que peut-être, si l'on en juge par ses plus récentes déclarations sur l'Allemagne, M. Jacques Chirac ne referait pas aujourd'hui.

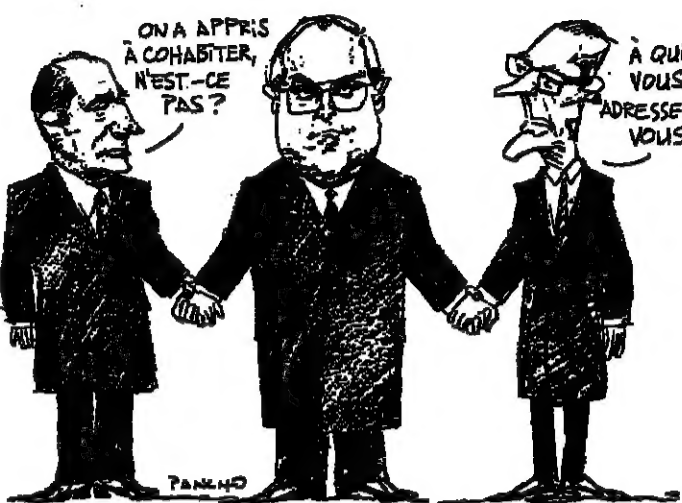
La coopération franco-allemande dépend aussi de l'alchimie entre les hommes ; ministre des affaires étrangères de Bonn, on a des motifs très durs pour l'actuelle direction du Quai d'Orsay, pour le manque de concertation, et on regrette ouvertement le temps où M. Genscher « téléphonait tous les jours » à son ami Roland Dumas.

La grande originalité du traité de l'Elysée — qui pouvait passer à l'époque pour une incongruité — était de présumer que la coopération, y compris dans le domaine de la défense, est affaire de communication, de contacts entre les hommes. Les récents développements lui donnent raison. Hormis dans le domaine

culturel cependant, ces contacts très intimes qui instaurent le traité de 1963 ne concernent que le gouvernement et les administrations. Et l'on pourrait, à peu de chose près, compter sur les doigts de la main, dans chaque parti français, les responsables qui sont sans a priori à l'égard de l'Allemagne et qui en ont une bonne connaissance. Peut-être, à force d'anniversaires et de beaux discours, deviendront-ils plus nombreux.

CLAIRE TRÉAN.

(1) Citation extraite du discours prononcé le 25 septembre 1949 par le général de Gaulle devant le monument des Girondins à Bordeaux.



## Réunions bi-annuelles du Conseil de défense et de sécurité

Le protocole qui instaure un Conseil franco-allemand de défense et de sécurité se présente sous la forme d'une annexe au traité du 22 janvier 1963, et il sera soumis à l'approbation des Parlements dans les deux pays signataires.

Composé des chefs d'Etat, des chefs de gouvernement, des ministres des affaires étrangères et de la défense, et des chefs d'état-major des deux armées, qui y siègent à égalité, le conseil devra se réunir, au moins, deux fois par an pour examiner des travaux préparés par la commission mixte permanente de défense et de sécurité instituée dès 1963

et composé de diplomates et de militaires. Le secrétariat du conseil sera établi à Paris.

L'article 4 du protocole additionnel au traité de janvier 1963 reprend, pour une large part, les objectifs précédemment définis en matière de stratégie, d'échanges d'unités militaires, de formation des personnels ou dans le domaine de la coopération pour la fabrication des armes.

Cependant, le protocole additionnel est plus précis, voire il innove en certains secteurs. Ainsi, il demande aux

deux Etats de se concerter « y compris dans le domaine de la maîtrise des armements et du désarmement », de préparer des accords « permettant de renforcer la capacité des forces armées des deux pays à coopérer en temps de paix, comme en temps de crise ou de guerre », d'« améliorer l'interopérabilité des matériels » (c'est-à-dire l'aptitude des deux armées à travailler ensemble sur le théâtre des opérations) et de « prendre en considération la nécessité, pour assurer la défense commune, du maintien et du renforcement, en Europe, d'un potentiel industriel et technologique adéquats ».

## La brigade mixte sera basée au sud de Stuttgart

Placée pour commencer sous les ordres du général de brigade français Jean-Pierre Sengenès, assisté du colonel ouest-allemand Günther Wassenberg, la brigade franco-allemande, nouvellement créée, devra installer son PC, avant le 1<sup>er</sup> décembre prochain, à Boebingen, au sud de Stuttgart et non loin de la ville de Baden-Baden, où est basé le PC du corps d'armée français stationné en République fédérale. Elle sera commandée à tour de rôle par un général français et un allemand, selon une rotation de deux ans.

Les modalités techniques, sur le plan militaire, de l'organisation de cette première brigade mixte seront précisées ultérieurement. Mais, d'ores et déjà, on sait que la brigade franco-allemande, forte de quatre mille hommes environ, devra comprendre, outre un bataillon de commandement et des services, deux bataillons d'infanterie, un bataillon de blindés et un bataillon d'artillerie.

Si l'état-major et son unité de commandement et de soutien doivent être mixtes, les bataillons de combat, en revanche, resteront dans leur composition nationale, telle qu'elle est acquise aujourd'hui.

Les éléments ouest-allemands de la brigade proviendront de la 53<sup>e</sup> brigade territoriale, qui est l'une des deux brigades de protection du territoire dépendant de l'armée territoriale ouest-allemande sous commandement national et ne relevant donc pas des états-majors intégrés à l'OTAN. Certes, l'armée territoriale ouest-allemande a pour tâche, avec son personnel d'active et ses réserves, de maintenir la liberté d'action des forces alliées qui seraient au contact d'un agresseur. Mais cette armée territoriale ouest-allemande est libre d'engagement, en particulier pour coopérer avec n'importe quel partenaire.

En temps de crise et, a fortiori, en période de conflit, la brigade franco-allemande aura une double mission. D'une part, elle pourra se voir confier une mission de sécurité et de protection en zone arrière. D'autre part, elle pourra venir renforcer une division appartenant à un corps d'armée français ou à une formation alliée.

Selon les circonstances et si les autorités politiques des deux pays en sont d'accord, la brigade franco-allemande pourra être mise sous « contrôle opérationnel » d'un commandement territorial allemand ou d'un état-major français ou allié. Cette mise sous « contrôle opérationnel » a été expérimentée, en vraie grandeur, à l'automne dernier, lors des manœuvres « Moineau

hardi », lorsque la Force française d'action rapide est venue renforcer, pour une semaine, le 2<sup>e</sup> corps d'armée ouest-allemand dans le sud de l'Allemagne fédérale. Ce « contrôle opérationnel » permet aux forces françaises de demeurer sous commandement national quand elles exécutent des ordres venus d'ailleurs.

Au cours des discussions, le ministre français de la défense, M. André Giraud, a tenu à faire admettre à ses interlocuteurs ouest-allemands que les éléments français de la brigade mixte resteraient sous la couverture permanente de la dissuasion nucléaire française, comme l'est présentement le corps d'armée français outre-Rhin. Ce principe a été admis des autorités ouest-allemandes.

Concrètement, cette exigence revient à placer les éléments français, que la brigade soit engagée dans la zone arrière ou qu'elle participe à la bataille du Centre-Europe, sous la protection, à distance, de la menace d'un emploi, par le chef de l'Etat français, des armes nucléaires

[Né le 17 février 1935 à Nancy (Meurthe-et-Moselle) et germanophone accompli, Jean-Pierre Sengenès, saint-cyrien d'origine, a longtemps servi dans l'infanterie parachutiste. Il a notamment commandé, en 1978, le 1<sup>er</sup> régiment de chasseurs parachutistes à Pau. Après avoir été, en particulier, chef d'état-major de la III<sup>e</sup> région militaire à Rennes (1983), puis adjoint au général commandant la 1<sup>re</sup> division parachutiste et la 44<sup>e</sup> division militaire territoriale à Toulouse, le général Sengenès est, depuis 1987, directeur des études au Centre des hautes études militaires (CHEM), un organisme relevant de l'enseignement militaire supérieur et de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN).]

## Les « réserves » de la Bundesbank à l'égard du conseil économique et financier

Le conseil économique et financier franco-allemand, dont la création fait l'objet d'un additif au traité de l'Elysée, a eu une naissance difficile et aura sans doute une enfance à problèmes. Proposée par les dirigeants français lors du sommet de Karlsruhe au mois de novembre dernier, acceptée par le chancelier Kohl, cette institution était ardemment désirée, par Paris, M.M. Chirac et Balladur et le président de la République avaient manifesté à diverses reprises auprès des dirigeants ouest-allemands leur souhait de donner la même importance à la concertation économique et financière qu'à la coopération en matière de défense et de sécurité. On était alors en pleine tempête boursière, et les tensions au sein du système monétaire européen étaient fort vives.

Au départ, la partie allemande n'était disposée qu'à admettre la création d'un « comité » rassemblant les ministres des finances et de l'économie et les gouverneurs des banques centrales pour des consultations régulières quatre fois par an. Cela aurait évité une discussion publique lors de la ratification des ajouts au traité de l'Elysée par le Bundestag. A la veille des célébrations du 22 janvier, on apprenait que Bonn consentait à donner à cette instance le statut de conseil, dénomination plus solennelle, bien que, son rôle se limite « à saisir les deux

gouvernements de toute question nécessitant une décision ».

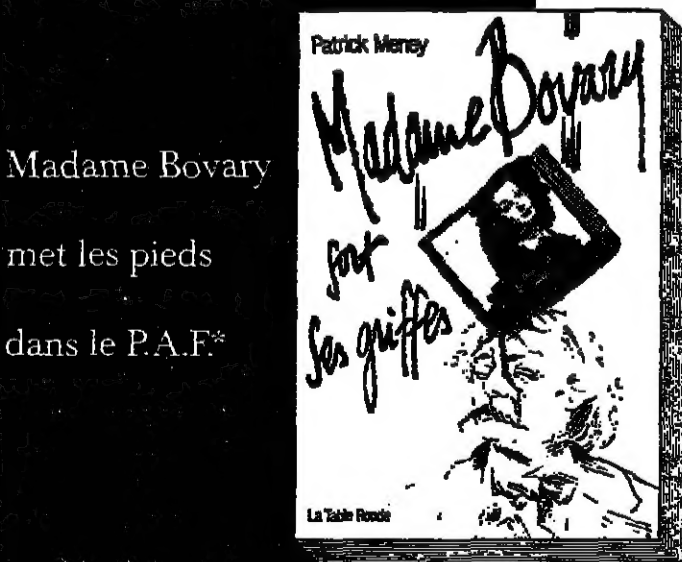
Le gouverneur de la Banque centrale ouest-allemande, d'ores et déjà déclaré que s'il « donnait son accord » à la création de ce conseil, il émettait cependant des « réserves » sur le contenu du protocole.

L'Institut d'émission ouest-allemand craint, en effet, que sa légitime indépendance vis-à-vis du gouvernement ne soit mise à mal par la pratique rigide et contraignante imposée par une instance où la Banque de France ne jouit pas des mêmes privilèges. M. Karl Otto Pöhl a annoncé que la Bundesbank allait se livrer à « un examen sérieux » des points du contenu du protocole d'accord, laissant percer une réelle irritation de n'avoir été mis au courant de sa formulation qu'à la veille de sa signature.

Le président de la Bundesbank a, par ailleurs, trouvé « regrettable » les récentes déclarations de M. Jacques Chirac estimant que la Banque Centrale ouest-allemande « intervenait pas assez pour soutenir le franc français au sein du SME. Pour M. Pöhl, au contraire, la Bundesbank a « pris une part considérable » dans le soutien à la monnaie française. La preuve en est, selon lui, que les réserves de la Bundesbank ont augmenté d'un montant net de 48 milliards de deutschemarks en 1987.

L. R.

Patrick Meney



\* Paysage audiovisuel français.

ÉDITIONS DE LA TABLE RONDE

صكزا من الاصل



## Diplomatie

La visite de M. Chevardnadze en Espagne

### Madrid n'est pas prêt à se rallier à l'« option triple zéro »

MADRID  
de notre correspondant

Durant les deux jours qu'il vient de passer à Madrid, M. Edouard Chevardnadze, qui devait regagner Moscou vendredi 22 janvier, a multiplié les éloges de la position espagnole en matière de désarmement, qu'il a décrite comme très proche de celle de son pays.

Ce thème a dominé les entretiens du chef de la diplomatie soviétique avec son homologue espagnol, M. Fernandez Ordóñez, et avec le président du gouvernement de Madrid, M. Felipe Gonzalez. L'Espagne figure effectivement, au sein de l'alliance atlantique, parmi les pays qui appuient le plus résolument le processus de désarmement en cours entre l'Est et l'Ouest. Reste qu'elle n'entendait pas pour autant apparaître face aux Soviétiques comme le « mauvais élève » de la classe atlantique.

Tant les points d'accord sur cette question que leurs limitations ont d'ailleurs été mis en évidence, jeudi 21 janvier, lors de la conférence de presse conjointe des deux ministres. Ils se sont prononcés de concert pour une réduction de 30 % des armes nucléaires intercontinentales, une interdiction totale des armes chimiques (« les armes nucléaires des pays pauvres », selon l'expression de M. Fernandez Ordóñez), et une réduction substantielle des armements conventionnels. Mais le désaccord subsiste à propos du désarmement des armes nucléaires de très courte portée: l'Espagne considère comme prématuré de franchir ce pas supplémentaire dans la voie de la dénucléarisation.

tion de l'Europe tant que n'a pas été réduit le déséquilibre entre les deux blocs en matière d'armements conventionnels: pas plus que ses alliés, elle ne s'est montrée favorable en ce moment, face à M. Chevardnadze, à l'« option triple zéro ».

Les problèmes régionaux ont également été abordés. Le ministre soviétique a proposé l'établissement de « canaux de consultations » entre Madrid et Moscou pour analyser la situation en Amérique centrale. A propos de l'Afghanistan (« un héritage que nous n'avons pas choisi », a-t-il souligné), il a affirmé: « Si les négociations de Genève prennent fin en février, le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan sera l'affaire des prochains mois. » Le thème du Proche-Orient a également été examiné, et M. Chevardnadze a évoqué la démarche qu'il venait d'accomplir auprès du secrétaire général des Nations unies en vue d'une réunion urgente du Conseil de sécurité sur ce sujet.

Le ministre soviétique a, par ailleurs, signé à Madrid deux accords, l'un de coopération économique et industrielle (qui devrait notamment stimuler la formation d'entreprises mixtes entre les deux pays) et l'autre sur les échanges culturels. Il a également remis à M. Gonzalez une lettre de M. Gorbatchev, dans laquelle ce dernier exprime son désir de se rendre à Madrid, en réponse à la visite que le chef du gouvernement espagnol avait effectuée à Moscou en mai 1986. Invoquant des problèmes d'agenda, M. Chevardnadze a toutefois reconnu qu'aucune date n'avait encore pu être fixée pour un tel voyage.

THIERRY MALINIAC.

### Les chasseurs américains F-16 de la base de Torrejon pourraient être transférés en Italie

ROME  
de notre correspondant

Fidèle à l'image qu'elle entend donner de « meilleur allié des Etats-Unis au sein de l'OTAN », l'Italie a pris l'initiative d'examiner l'éventualité d'un repli chez elle des 72 chasseurs-bombardiers F-16 qui doivent quitter dans les trois ans la base espagnole de Torrejon, après le récent accord entre Washington et Madrid (le Monde daté 17-18 janvier). Des entretiens que le président du conseil, M. Giovanni Goria, a eus le jeudi 21 janvier avec ses ministres des affaires étrangères et de la défense, il ressort que Rome ne se déroberait certainement pas si l'alliance atlantique lui formulait une requête précise en ce sens.

A la Farnesina, siège du ministère des affaires étrangères, on insiste sur le fait que l'initiative est partie de l'Italie et non d'une sollicitation extérieure: « S'agissant d'appareils jusqu'à destinés à couvrir la Méditerranée, le flanc sud de l'OTAN, seuls trois pays de repli seraient géographiquement possibles: outre nous-mêmes, la Grèce et la Turquie. Mais le différend qui oppose ces deux pays ne permet

guère d'imaginer que l'un d'eux soit retenu. »

Selon des rumeurs qui ont commencé à circuler après l'accord de Madrid, un lieu possible de repli pour les F-16 serait la base de Comiso, que quitteront progressivement, après l'accord Reagan-Gorbatchev, la centaine de missiles de croisière américains installés depuis 1983.

La rumeur a, par ailleurs, couru à Rome que Washington serait prêt à « faire cadeau » à l'Italie de ces appareils avec, pour conséquence, le retrait de ce pays du projet d'avion de combat européen EFA lancé en compagnie de la RFA, de la Grande-Bretagne et de l'Espagne. Le projet est aujourd'hui déjà en difficulté du fait des craintes allemandes concernant les coûts de réalisation de cet appareil.

Ces informations coïncident avec l'offensive menée apparemment par les constructeurs d'outre-Atlantique pour faire accepter soit le F-16 — General Dynamics — soit le F-18 — McDonnell — aux pays alliés des Etats-Unis. Le ministre de la défense américain, M. Frank Carlucci, lèvera peut-être un coin du voile lors de sa visite à Rome, le 3 février prochain.

JEAN-PIERRE CLERC.

En visite officielle dans le Golfe et en Jordanie

### M. Balladur va tenter de rassurer les partenaires arabes de la France

M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, partira-t-il à rassurer les pays arabes du Golfe, inquiets du rapprochement opéré entre Paris et Téhéran à l'occasion de la libération des otages français détenus au Liban? Telle semble bien la principale mission du ministre d'Etat qui se rend en visite officielle du 22 au 29 janvier successivement en Arabie saoudite (du 22 au 24), dans les Emirats arabes unis (du 25 au 26), au Koweït (du 26 au 27) et en Jordanie (les 28 et 29).

Cette visite, « aussi politique qu'économique », devrait être, a assuré, jeudi 21 janvier, le porte-parole du Quai d'Orsay, « l'occasion de réaffirmer les positions traditionnelles de la France sur les grands problèmes de la région, notamment la guerre Iran-Irak et le conflit du Golfe, le conflit israélo-arabe ». Elle devrait aussi permettre de poursuivre les échanges de vues sur les relations bilatérales et les relations entre la Communauté économique européenne et les pays du Conseil de coopération du Golfe (GCC).

#### Chute des exportations

M. Balladur, a-t-on précisé au Quai d'Orsay, représentera au cours de cette visite le premier ministre, M. Chirac, dont plusieurs pays du Golfe avaient souhaité la venue. Depuis la fin de la

« guerre des ambassades » entre Paris et Téhéran, et la libération de deux des otages français au Liban, les pays arabes alliés traditionnels de l'Irak, au premier rang desquels le Koweït et l'Arabie saoudite, de plus en plus impliqués dans le conflit du Golfe, s'inquiètent des « gestes » consentis par la France à l'Irak — libération de M. Wafiq Gerdji, expulsions d'opposants au régime iranien réfugiés en France, règlement du contentieux financier Eurodif. Ils redoutent que la poursuite de la normalisation des relations franco-iraniennes n'entraîne un revirement de la politique française de soutien à l'Irak, un retrait des forces navales envoyées dans le Golfe pour garantir la circulation maritime ou une levée de l'embargo décidé en août 1987 contre les importations de pétrole iranien.

Sur le plan économique, cette méfiance risquerait de se traduire par une chute encore plus marquée des échanges, alors que les exportations françaises vers les pays arabes ont chuté de plus de moitié depuis 1985 en raison notamment du contre-choc pétrolier et de la concurrence accrue des Américains, favorisés par la baisse du dollar.

Outre le rétablissement des relations commerciales, M. Balladur devrait discuter avec ses homologues en Arabie saoudite, au Koweït et dans les Emirats arabes unis des négociations

NEW-YORK  
(Nations unies)  
de notre correspondant

Dans une lettre datée du 19 janvier et adressée au secrétaire général des Nations unies, le ministre soviétique des affaires étrangères demande que le Conseil de sécurité — plus particulièrement ses cinq membres permanents (Etats-Unis, Union soviétique, Chine, France, Grande-Bretagne) — entame immédiatement des consultations en vue de préparer la conférence internationale sur la paix au Proche-Orient.

Estimant que « les massives manifestations de Palestiniens dans les territoires occupés ont atteint désormais le niveau d'une révolte populaire », M. Chevardnadze critique « les dangereuses illusions entretenues par ceux qui tentent de conserver des terres acquises par les armes et qui croient que le temps favorise la perpétuation des résultats de leur agression ».

Se disant « heureux de constater que la communauté internationale est désormais convaincue de la nécessité d'une solution durable », et rappelant l'appui donné par l'Assemblée générale des Nations unies à l'idée d'une conférence internationale, le ministre soviétique souligne « l'urgence de transformer la volonté politique en une avancée pratique vers la solution du cœur du problème ».

Selon M. Chevardnadze, « les Nations unies possèdent des ressources insuffisamment utilisées »

## Proche-Orient

Dans une lettre au secrétaire général des Nations unies

### L'URSS remet sur la table le projet d'une conférence internationale sur la paix au Proche-Orient

et suggère que « le Conseil de sécurité envisage immédiatement la mise en place des mécanismes nécessaires au démarrage d'une telle conférence ». L'aboutissement des consultations du Conseil de sécurité pourrait prendre la forme d'une séance solennelle au niveau des ministres des affaires étrangères, conclut la lettre soviétique.

#### Affaiblissement de la position de Jérusalem

De source proche du secrétaire général, on indique que la proposition soviétique serait incluse dans le rapport que M. Perez de Cuellar devrait présenter au Conseil de sécurité le vendredi 22 janvier à la suite de la mission de son adjoint, M. Marrack Goulding, dans les territoires occupés. Avec une habileté que l'on pourra difficilement nier, l'Union soviétique reprend ainsi l'initiative sur un terrain particulièrement accidenté, mais propice à des gestes d'envergure.

Alors que Washington, principal allié d'Israël, ne peut que se montrer critique à l'égard des méthodes utilisées pour réprimer les démonstrations palestiniennes, Moscou remet sur la table l'idée de la conférence internationale émise il y a cinq ans, soutenue par l'ensemble du monde arabe, par une partie de l'Occident et par l'Assemblée générale des Nations unies, mais combattue

vigoureusement par la droite israélienne, hostile à toute idée d'un règlement sous les auspices des Nations unies.

Profitant de l'affaiblissement manifeste depuis un mois des positions de Jérusalem sur le plan international, le Kremlin force ainsi la main de Washington, qui, il est vrai, a déjà donné son appui au plan du travailliste Shimon Pérès concernant une conférence organisée autour de contacts bilatéraux entre Israël et chacun de ses voisins arabes, chapeauté symboliquement par une « ombrelle » des Nations unies.

En automne 1986, lors de la quarante-neuvième Assemblée générale des Nations unies, M. Pérès avait rencontré M. Chevardnadze pour lui proposer son plan en échange d'un rétablissement des relations diplomatiques entre Moscou et Jérusalem. L'opposition, aussi brutale que définitive, du premier ministre Itzhak Shamir à toute idée d'une conférence multilatérale avait mis un terme aux espoirs soulevés par cette rencontre.

#### Moscou et le Golfe

Poursuivent néanmoins son idée dans une perspective à plus long terme, Moscou avait, avec une certaine perspicacité, exigé que les travaux préparatoires des cinq grandes puissances en vue de parvenir à une paix entre l'Irak et l'Irak entamés en

février 1987 marquent également le début symbolique de leur coopération dans le domaine du Proche-Orient. Ainsi, avant de commencer la rédaction du texte qui allait devenir la résolution 598 sur la paix dans le golfe Persique, les « cinq » se sont-ils réunis à la fin du mois de mai dernier, en présence du secrétaire général de l'ONU, pour affirmer solennellement leur accord sur une approche commune du conflit israélo-arabe.

L'« assurance » prise ainsi par l'Union soviétique se révèle payante aujourd'hui. Car Moscou dispose désormais d'une justification à son refus de s'associer aux sanctions contre l'Irak: que l'Occident fasse pression sur Israël et nous ferons de même à l'égard de Téhéran, semble dire M. Chevardnadze à l'adresse des gouvernements arabes déçus du rapprochement entre l'Union soviétique et l'Irak, rapprochement qui bloque toujours l'adoption de sanctions militaires à l'égard de Téhéran. Selon des diplomates de l'ONU, la conclusion semble être celle que plusieurs observateurs avaient avancée il y a déjà un an: Moscou lie sa propre coopération dans l'affaire du Golfe à celle de Washington dans le conflit israélo-arabe.

A ce propos, certains diplomates font remarquer la simultanéité des gestes esquissés par les deux grandes puissances ces derniers temps: d'une part, Washington s'est associé, le 5 janvier, à une condamnation d'Israël par le Conseil de sécurité; d'autre part, Moscou vient de donner son accord à une visite de parlementaires israéliens en Union soviétique.

CHARLES LESCAULT.

La répression dans les territoires occupés par Israël

### La politique des « passages à tabac » suscite des réserves au sein même de l'armée

Le gouvernement américain a exprimé jeudi 21 janvier son opposition à la politique de répression brutale adoptée par les forces israéliennes contre les manifestants palestiniens dans les territoires occupés. « Nous sommes troublés par l'adoption par le gouvernement israélien d'une politique consistant à battre [les manifestants] pour instaurer ou maintenir l'ordre », a déclaré M. Charles Redman, porte-parole du département d'Etat. Washington estime,

a-t-il ajouté, qu'Israël « peut assurer sa responsabilité de maintien de l'ordre en Cisjordanie et à Gaza en utilisant des mesures plus humaines ».

A Moscou, cependant, l'agence Tass a dénoncé jeudi la « duplicité politique » qui caractérise, selon elle, l'attitude du « Washington officiel » face à la politique de répression. « Les Etats-Unis, affirme-t-elle, mènent une politique contradictoire

lorsqu'ils expriment publiquement leur « préoccupation » concernant les mesures prises par les autorités israéliennes tout en poursuivant leur aide militaire à Israël.

A Strasbourg, le Parlement européen et M. Chéysson ont condamné, jeudi, la répression dans les territoires. Le groupe libéral, présidé par M. Simone Veil, a toutefois refusé de s'associer à la résolution commune à toutes les fractions politiques de l'Assemblée.

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Y a-t-il une « main mystérieuse » derrière les émeutes qui ont secoué les territoires occupés ces dernières semaines? La question est posée, aussi bien par les autorités que par la presse israélienne, et les réponses paraissent encore spéculatives. Les spécialistes du « terrain » s'accordent sur un point: la vague de troubles fut, dans les toutes premières semaines au moins, largement spontanée. Elle fut ensuite reprise en main par les organisations militantes traditionnellement les plus actives, l'Olp et les islamistes.

Mais le schéma n'est sans doute pas aussi simple et comprendrait quelques éléments nouveaux. Le premier réside dans la collaboration qui se serait établie entre le courant nationaliste laïque (celui qu'incarne l'Olp) et la tendance islamiste (que représenterait le Jihad islamique, particulièrement à Gaza). C'est du moins l'opinion de Daoud Kuttab, journaliste et conférencier palestinien. « Depuis deux ou trois ans, explique-t-il, ces deux camps habituellement ennemis ont resserré leurs liens. Le contact s'est souvent établi en prison. »

M. Kuttab observe que cette évolution s'est d'ailleurs inscrite dans les instances mêmes de l'Olp. Le dernier Conseil national palestinien (CNP, le « Parlement » de l'Olp), réuni à Alger en avril 1987, avait accueilli dans ses rangs quatre représentants de la mouvance intégriste (dont deux siègent au Conseil central).

Le quotidien israélien *Jerusalem Post* va plus loin. Dans son édition du 21 janvier, il citait « des sources haut placées dans les services de sécurité » israéliens, faisant état d'une structure clandestine commune mise en place par les deux courants, à l'occasion de ces événements.

Une autre évolution peut-être plus importante est soulignée par Daoud Kuttab. Selon lui, une nouvelle génération de militants — pro-Olp ou islamistes — s'est forgée dans les camps et dans les quartiers. « Un leadership local, non centralisé, plus activiste et plus radical » que la vieille garde nationaliste, qui avait pignon sur, et que les autorités israéliennes pouvaient aisément contrôler.

#### Pas de famine dans les camps

Cependant, la politique des « passages à tabac » annoncée cette semaine par M. Rabin, ministre de la défense, suscite des réserves au sein même de l'armée. Des brutalités et des violences ont été commises à l'encontre d'innocents — rapporte la presse israélienne, —

apparemment pour intimider et pour inculquer la « peur de l'armée » à la population des camps. En Cisjordanie comme à Gaza, plusieurs personnes (de tout âge) se sont présentées dans les hôpitaux pour faire soigner des blessures après avoir été frappées à coups de gourdin par des soldats ou des gardes frontières.

Résident du camp de Jelazoun, M. Rafik Issa, vingt-trois ans, a raconté à la presse: « Nous étions en famille, en train de dîner quand des soldats ont enfoncé la porte de la maison. Le camp était calme. Il n'y avait pas d'incident. (...) plus de trente soldats nous ont fait sortir. (...) Ils m'ont enfoncé à l'école, m'ont attaché les mains avec une bande de plastique et six ou sept hommes ont commencé à frapper à coups de matraque, sur tous le corps. Un officier est même venu se joindre au passage à tabac. »

#### Humiliations publiques

Quelques témoignages font état d'actes de vandalisme de la part des soldats et d'actes d'humiliations

publiques. A Gaza, dans le camp de Nuseirat, rapporte le *Jerusalem Post*, un millier d'hommes ont été tirés de leurs domiciles durant la nuit, regroupés et obligés de rester debout jusqu'à l'aube, sous la garde des soldats. De nombreux commentateurs israéliens estiment que la haine et la rancœur accumulées entre les deux communautés ne peuvent être que dramatiquement aggravées par cette politique d'intimidation.

A la mi-journée, le ministre de la défense avait qualifié d'« absurdes » toutes les allégations faisant état de famine dans les camps sous couvre-feu. Ses propos sont corroborés par un observateur des plus neutres et peu suspect de complaisance, M. Michel Amigues, délégué du Comité international de la Croix-Rouge pour le Proche-Orient. De passage à Jérusalem et dans les territoires occupés, M. Amigues a affirmé qu'« il n'y avait pas de famine dans les camps, même si la situation de leurs habitants était difficile ».

ALAIN FRACHON.

### Après les altercations devant l'ambassade d'Israël à Paris

A la suite de notre article relatant les altercations survenues, le mercredi 20 janvier, à proximité de l'ambassade d'Israël à Paris (le Monde du 22 janvier), les promoteurs de l'Appel de Juifs pour la défense des droits de l'homme dans les territoires occupés et en Israël, qui avaient pris l'initiative du rassemblement, nous adressent plusieurs précisions.

Tous les slogans, soulignent-ils, lancés pendant cette manifestation, reprenaient uniquement les termes de leur appel: « Juifs souvenons-nous, à bas la répression! », « Israël négociera! », « Deux peuples, deux Etats! », « Négociation avec le peuple palestinien! », « Evacuation des territoires occupés! ». Ils tiennent également à signaler que le professeur Marcel-François Kahn, n'est pas à l'origine de l'Appel. Il a signé car celui-ci correspond à sa position éthique et politique et, accompagné d'une ancienne rési-

stante et déportée, il a uniquement remis cet appel suivi de la liste de tous les signataires — deux cent douze à ce jour — au responsable de la mission israélienne.

Ultime précision, le rassemblement était pacifique et fut, dès 17 h 50, l'objet de provocations et d'agressions physiques émanant de contre-manifestants, adversaires du dialogue avec les Palestiniens. Enfin, la dispersion a eu lieu dans le calme, sous la protection des forces de l'ordre.

● RECTIFICATIF. — A la suite d'un message, nous avons écrit dans notre article intitulé « Yémen du Sud: sécurité et reconstruction » (le Monde du 22 janvier) que le colonel Hachem, vice-ministre de la défense, avait été promu ministre de la défense. Il s'agit en fait d'un «... pourrait être prochainement promu ministre de la défense ».



## Afrique

### ANGOLA

#### Une importante garnison gouvernementale serait sur le point de tomber aux mains de l'UNITA

JOHANNESBURG.  
de notre correspondant

La ville de Cuito-Cuanavale, dans le sud-est de l'Angola, siège d'une importante base militaire, serait sur le point de tomber aux mains de l'UNITA, le mouvement rebelle de Jonas Savimbi. Selon des sources diplomatiques, ce ne serait qu'une question de jours. Ce centre de garnison, point de départ des offensives des troupes gouvernementales contre les guérilleros de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola et base arrière stratégique, se trouve en grande partie détruit. L'agence officielle mozambicaine de presse AIM indique, depuis Luanda, que des avions angolais pilotés par des Cubains ont lancé une contre-offensive sur « des positions tenues par l'armée sud-africaine » et que des renforts cubains se dirigent vers Cuito-Cuanavale, située à 300 kilomètres au nord de la frontière namibienne. Il y aurait, selon AIM, actuellement cent cinquante Cubains dans la ville assiégée, et la bataille aurait déjà fait au moins cent victimes parmi les troupes gouvernementales.

AIM rapporte aussi que, depuis le début du mois, l'Armée du Sud a « intensifié sa pression sur Cuito-Cuanavale » et que « la semaine dernière ses attaques ont atteint un point culminant avec le bombardement quotidien de cent soixante-dix à deux cents obus (155 millimètres) tirés par les canons à longue portée ».

D'après certaines indications en provenance de Lisbonne, les troupes angolaises n'auraient pas reçu de ravitaillement depuis trois semaines. Avant d'informations dont il est impossible de vérifier le bien-fondé, A. Pretoria, on se refuse à tout commentaire. Un porte-parole de l'armée sud-africaine s'est borné à répéter que les affirmations d'AIM « étaient partielles et déformées » et qu'il s'agissait de « fausses nouvelles destinées à détourner l'attention des succès, largement connus, remportés par l'UNITA ». La semaine dernière, Luanda avait indiqué que six mille soldats sud-africains participaient à la bataille de Cuito-Cuanavale.

Le 5 décembre, le général James D. Smith, chef d'état-major des forces armées à Pretoria, affirmait que les troupes sud-africaines

avaient commencé leur retrait du Sud-Est angolais sans donner de date sur l'achèvement prévu du désengagement. L'intervention dans cette zone avait été annoncée le 11 novembre. Elle avait été justifiée par la nécessité d'éviter une défaite à l'UNITA ainsi que par la menace que faisaient peser les troupes soviéto-cubaines sur la province de Cuando-Cubango.

#### Assistance sud-africaine

Jonas Savimbi avait alors démenti que les soldats de Pretoria étaient venus lui prêter main-forte pour repousser la plus importante offensive jamais lancée par l'Angola contre le chef rebelle en douze années de guerre civile. (Le Monde du 14 novembre 1987). Ce dernier s'était également affirmé, à l'époque, qu'il n'avait nullement l'intention de s'emparer de la ville de Cuito-Cuanavale pour la bonne raison que, une fois conquise, il serait très coûteux d'en garder le contrôle.

Avec l'arrivée de la saison des pluies, l'UNITA a repris l'initiative sur le terrain. Ce mouvement a, depuis le début de l'année, revendiqué la prise de deux villes situées sur la ligne de chemin de fer de Benguela : Munhango (ville natale de Jonas Savimbi) et Camucupa. Mais il paraît évident que les forces rebelles sont à elles seules dans l'incapacité de « faire tomber » Cuito-Cuanavale.

Quelle est l'ampleur de l'intervention sud-africaine ? Le 25 novembre, M. Fik Botha, ministre des affaires étrangères, avait parlé d'un contingent d'environ mille deux cents hommes. Sont-ils tous encore sur place ? Combien participent directement au combat ? Des questions auxquelles il est impossible de répondre. Ce qui est sûr, en revanche, c'est que l'UNITA bénéficie d'une assistance « technique » de Pretoria sous la forme de conseillers militaires et vraisemblablement de pièces d'artillerie, les fameux G5 et G6, considérés comme très performants. Et que, d'autre part, la neutralisation de la base de Cuito-Cuanavale est cruciale aux yeux du régime sud-africain.

MICHEL BOLE-RICHARD.

### MAROC

#### Violents incidents entre étudiants et forces de l'ordre à Fès

Une jeune fille, qui a été grièvement blessée au cours de violents incidents entre forces de l'ordre et étudiants mercredi à Fès, est décédée des suites de ses blessures, dans un hôpital de cette ville, a annoncé, le jeudi 21 janvier, l'agence de presse marocaine MAP.

Selon l'agence, il y a eu en outre vingt et un blessés : huit étudiants et treize membres des forces de l'ordre dont deux grièvement atteints.

Ces affrontements, qui ont opposé les forces de l'ordre à près de deux mille étudiants de l'université de Fès, ont eu lieu « lorsqu'une manifestation de soutien au mouvement des Palestiniens dans les territoires occupés par Israël a commencé à dégénérer », a-t-on indiqué de source autorisée.

#### Suppression du baccalauréat

Il est assez rare que les autorités marocaines prennent l'initiative de faire état de tels événements qui se déroulent sporadiquement dans les universités ou dans les collèges, mais qui restent inconnus ou dont on a des rumeurs invérifiables.

On relève, par ailleurs, de bonne source, qu'une agitation s'est manifestée ces deux dernières semaines, cette fois-ci dans les lycées et collèges, à propos de la mise en œuvre de la réforme du baccalauréat au Maroc.

Le diplôme du baccalauréat a, en effet, été supprimé à compter de cette année dans l'enseignement marocain pour être remplacé par un système de contrôle des connaissances étalé sur les trois dernières années du secondaire.

Les lycéens, qui ont mené divers mouvements (grève des cours, manifestations, etc.) dans différentes villes du royaume — notamment à Rabat, à Fès et à Meknès —, protestent contre la difficulté des textes soumis au premier examen de contrôle. — (AFP.)

### AFGHANISTAN

#### Le Parlement européen demande la libération immédiate d'Alain Guillo

Strasbourg. — Le Parlement européen a demandé, jeudi 21 janvier, à Strasbourg, la libération immédiate du journaliste français Alain Guillo, détenu depuis janvier à dix ans de prison par le tribunal de Kaboul. Les députés européens ont estimé « que la sévérité de la sentence apparaît disproportionnée, injuste et excessive, et que les autorités de Kaboul devraient ainsi faire un exemple pour dissuader les journalistes occidentaux de donner, par voie de presse, une vision objective du conflit afghan ».

Ils considèrent également qu'Alain Guillo, condamné pour espionnage et subversion, est « tombé dans une embuscade tendue à la suite d'une trahison ».

Le Parlement européen a, d'autre part, exprimé son inquiétude pour le cas du journaliste italien Fausto Bilotta, vingt-six ans, également détenu en Afghanistan. Capturé à la fin novembre dans la province de Logar (nord-ouest de l'Afghanistan), ce journaliste est accusé par les autorités afghanes d'être « entré illégalement en Afghanistan avec un groupe armé anti-gouvernemental ».

● CHINE : cinquante-neuf manifestants libérés à Lhasa. — Cinquante-neuf personnes arrêtées lors des manifestations antichinoises de l'automne dernier à Lhasa, capitale du Tibet, ont été remises en liberté, a annoncé, jeudi 21 janvier, l'agence Chine nouvelle ; plusieurs d'entre elles ont fait preuve de « repentir », a-t-elle précisé. Il reste encore officiellement dix manifestants en prison. — (AFP.)

● INDE : dix morts au Pendjab. — Quatre individus soupçonnés d'être des séparatistes sikhs ont ouvert le feu, vendredi 22 janvier, sur des hindous effectuant des exercices dans le parc de Barnala, au Pendjab, faisant dix morts et deux blessés, a annoncé la police. — (Reuters.)

## Amériques

### NICARAGUA : les négociations avec la Contra

#### Le gouvernement sandiniste multiplie les propositions

« Au moment où les rebelles nicaraguayens reconstruisent, à San José de Costa Rica, l'archevêché de Managua, Mgr Obando y Bravo, pour fixer les modalités de la reprise du dialogue avec les autorités sandinistes, une délégation nicaraguayenne a effectué une visite surprise dans la capitale costaricienne. Devant le refus de la Contra de procéder à des conversations imprévues, la date de la rencontre restant fixée au 28 janvier, la délégation sandiniste a fait de nouvelles propositions concernant un éventuel cessez-le-feu.

SAN JOSÉ.  
de notre correspondant  
en Amérique centrale

Le gouvernement nicaraguayen a fait, jeudi 21 janvier, à San José, une suggestion qui consisterait, pour lui, à accepter le principe d'une aide humanitaire américaine à la Contra, après la signature d'un accord sur le cessez-le-feu. Les insurgés ont aussitôt qualifié cette offre de « ridicule ». Au cours d'une conférence de presse organisée à l'ambassade du Nicaragua à San José, le vice-ministre des affaires étrangères, M. Victor Hugo Tinoco, a précisé que les Etats-Unis pourraient fournir aux rebelles une aide sous forme de nourriture, vêtements, tentes, médicaments, etc., par l'intermédiaire de la Croix-Rouge internationale ou d'une « organisation similaire ». Cette aide, a-t-il ajouté, « sera destinée uniquement aux « contras » qui auront rejoint les zones de cessez-le-feu, délimitées à la suite d'un accord entre les deux parties ».

Managua a délimité trois zones de cessez-le-feu (un peu plus de 10 000 kilomètres carrés) dans les régions montagneuses, où les rebelles sont les plus actifs. Dans un document antérieur, la Contra avait exigé plus de 60 000 kilomètres carrés, soit la moitié du territoire nicaraguayen. M. Tinoco a indiqué que sa proposition, qui permettrait également aux rebelles de « conserver leurs armes pour une période de temps déterminée », visait à « améliorer les possibilités de parvenir à un cessez-le-feu et à l'insécurité ». Le gouvernement sandiniste, a-t-il ajouté, est disposé à « accorder

toutes les garanties aux « contras » qui souhaitent participer à la vie politique du pays, y compris le droit de créer de nouvelles organisations politiques ».

Comme preuve de leur bonne foi, les sandinistes proposent la formation d'une « commission internationale spéciale » qui serait chargée de vérifier la réalisation de ses engagements auprès des intéressés.

Un des six dirigeants de la Contra, M. Amador Ferrer, a estimé que « les propositions de Managua n'étaient même pas dignes d'une réponse ». « Les sandinistes, nous a-t-elle déclaré, ont proposé d'importer quoi pour essayer de sauver la face à la suite de notre refus de les reconnaître aujourd'hui. Ils ont cherché à s'immiscer dans la réunion que nous avions à San José avec Mgr Obando [l'archevêché de Managua, qui joue le rôle d'intermédiaire entre les belligérants] en envoyant, sans avertissement préalable, une délégation dans l'espoir de nous forcer à négocier un cessez-le-feu sans aborder les problèmes politiques ».

« Il est évident, a déclaré un des dirigeants de la Contra, M. Alfredo Cesar, que nous ne nous bornerons pas à discuter des aspects techniques du cessez-le-feu. Il n'y aura pas de cessez-le-feu si les sandinistes n'entament pas simultanément un véritable processus de démocratisation, conformément aux engagements qu'ils ont pris en signant le plan de paix. » Interrogé sur ce point, le vice-ministre des affaires étrangères a réagi en disant que « tout [était] politique ». « Mais, a ajouté M. Tinoco, il n'est pas question de parler d'un éventuel partage du pouvoir avec les « contras » ni même de modifications constitutionnelles. »

BERTRAND DE LA GRANGE.

● Visite à Madrid du président nicaraguayen Daniel Ortega. — M. Ortega rencontrera les 26 et 27 janvier à Madrid le roi Juan Carlos et le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez. Ce sera sa première visite officielle. — (AFP.)

### HAITI

#### Nombreuses protestations après l'arrestation de l'opposant Louis Déjoie

L'arrestation et la détention de l'un des principaux dirigeants de l'opposition haïtienne, M. Louis Déjoie, a soulevé de vives protestations en Haïti et à l'étranger. M. Déjoie, qui a été présenté, le jeudi 21 janvier, devant le juge d'instruction sous l'accusation d'incitation à la violence et au désordre public, devait connaître son sort vendredi. Le juge devait en effet décider, dans les vingt-quatre heures, sa poursuite devant les tribunaux, ou sa libération.

Les quatre principaux partis haïtiens ont, pour leur part, appelé « tous les patriotes à se rejoindre dans un front uni du refus ». Le Comité d'entente démocratique (CED) estime, en effet, que l'arrestation de M. Louis Déjoie marque le retour aux « actes arbitraires les plus honteux du régime [d'avallité] déchu ».

Le gouvernement américain a aussi dénoncé, jeudi, au gouvernement haïtien la libération de M. Déjoie dont l'arrestation est « injuste et inéquitable ». M. Charles Redman, le

porte-parole du département d'Etat, Washington a aussi mis en garde le gouvernement provisoire haïtien contre toute atteinte à la liberté d'expression dans le pays, « des violations de ce droit entraîneraient nécessairement une nouvelle détérioration des relations avec les Etats-Unis », a poursuivi M. Redman.

Dans le même temps, les autorités haïtiennes poursuivent le dépouillement des élections générales de dimanche dernier. Les premières estimations laissent apparaître la possible victoire de M. Leslie Manigat. Deux des principaux candidats, MM. Grégoire Engue et Hubert de Ronceray, ont qualifié le scrutin de « coup d'Etat par les urnes avec la complicité de certains militaires ». Les opposants du CED déclarent, pour leur part, « illégitimes » les résultats de cette « farce » et demandent la formation d'un gouvernement civil et militaire dont la fonction serait d'assurer des « vraies élections libres, honnêtes et indépendantes du pouvoir central ». — (AFP, Reuters.)

## Asie

#### La négociation sur le Cambodge marque des progrès

(Suite de la première page.)

Sans attendre la fin de ce repli militaire, le gouvernement provisoire s'installera à Phnom-Penh en même temps que, selon la formule de Sihanouk, « une force internationale de maintien de la paix ».

Toutes les familles politiques du Cambodge seront invitées à participer à l'élection d'une Assemblée chargée de rédiger une Constitution.

Les réserves de M. Hun Sen portent sur plusieurs points. En premier lieu, il souhaite la formation d'un « gouvernement de coalition » après des élections et non avant, ce qui laisse penser qu'il veut la garantie, pour son propre parti, d'être associé au pouvoir dans le futur Cambodge. En outre, il refuse le « démantèlement » de son Etat — la République populaire du Cambodge — par ce qu'il considère comme « une trahison ». C'est sans doute pour cette raison qu'il a accepté de « prendre en considération les idées du prince Sihanouk sur un gouvernement provisoire ». Et c'est pourquoi le prince veut

d'en confier l'organisation à un « comité électoral sous contrôle international ». De son côté, le prince veut l'intervention d'une « force internationale de maintien de la paix » — Ranaridh a parlé de faire appel, entre autres, à la France, au Maroc, au Sénégal et à la Suède — et la mise en place d'une commission internationale de contrôle. Mais ce point n'a pas été abordé au fond à Saint-Germain-en-Laye, ce qui expliquerait, avant tout, les différences entre les formules proposées.

En tout état de cause, une préoccupation majeure a dominé les débats : la neutralisation des Khmers rouges. M. Hun Sen, tout autant que le prince Sihanouk, redoute que les Khmers rouges n'exploitent une éventuelle période de transition pour tenter de reprendre le pouvoir par la force. C'est sans doute pour cette raison qu'il a accepté de « prendre en considération les idées du prince Sihanouk sur un gouvernement provisoire ». Et c'est pourquoi le prince veut

qu'un tel gouvernement et qu'une force internationale de maintien de la paix soient mis en place avant la fin du rapatriement des troupes vietnamiennes. Ainsi, tout hiatus sera évité et les risques d'un coup de forces des Khmers rouges seront réduits au minimum.

Il reste à faire entendre un tel projet par la Chine et le Vietnam. Aucun règlement, en effet, ne peut se faire sans que Pékin accepte de cesser toute aide militaire aux Khmers rouges. Le prince Sihanouk va donc tenter de convaincre les Chinois de l'intérêt de son plan de paix dès son arrivée à Pékin à la fin du mois de janvier. De son côté, le Vietnam va « étudier » les propositions du prince. Il appartient désormais à Pékin et à Hanoï de se prononcer. Mais, pour la première fois, ils ont à le faire sur un schéma concret de règlement qui tient compte à la fois des préoccupations et des intérêts des uns et des autres. En ce sens, un « pas important » a effectivement été accompli à Saint-Germain-en-Laye. JEAN-CLAUDE POMONTI.

### VIETNAM

#### Accord avec Washington sur le départ de 30 000 Américains pour les Etats-Unis

Hanoï. — Le Vietnam et les Etats-Unis se sont mis d'accord sur un plan en deux ans de départ pour les Etats-Unis de quelque trente mille Américains et membres de leurs familles vivant encore au Vietnam, a indiqué, le jeudi 21 janvier, le porte-parole du ministère vietnamien des affaires étrangères. Ce plan a été présenté par le représentant Robert Brzezinski (démocrate, New-York) au cours de sa récente visite à Hanoï du 15 au 18 janvier, a indiqué M. Ho The Lan, directeur adjoint du département de l'information au ministère des affaires étrangères, lors d'une conférence de presse. Elle

a ajouté que l'application de ce plan devra commencer en mars.

Hanoï et Washington ont fait des progrès dans le règlement de la question des enfants américains, nés de parents américains et vietnamiens, après la visite en août, à Hanoï, de l'envoyé spécial du président Reagan, le général John Vessey. Les deux parties ont alors décidé de traiter cette question sur un plan bilatéral. Selon les statistiques américaines, plus de trois mille cinq cents Américains ont quitté le Vietnam pour les Etats-Unis entre 1979 et 1986 et environ dix mille Américains vivent encore dans le sud du Vietnam. — (AFP.)

## Europe

### RÉPUBLIQUE D'IRLANDE

#### Mgr Desmond Connell nouvel archevêque de Dublin

DUBLIN.  
de notre correspondant

Près de neuf mois après la mort prématurée de Mgr Kevin McNamara, Mgr Desmond Connell a été nommé, le jeudi 21 janvier, archevêque de Dublin.

Âgé de soixante et un ans, il est professeur de métaphysique et de sociologie à l'université de Dublin. Spécialiste de l'œuvre du philosophe français du dix-septième siècle Nicolas de Malebranche, il parle couramment le français. Il était le candidat de compromis entre les courants progressiste et conservateur.

Théologien orthodoxe, Mgr Connell s'est prononcé dans des articles contre l'ordination des femmes, et il a joué un rôle dans la campagne menée en 1983 pour l'amendement à la Constitution prévoyant l'avortement. Son manque d'expérience pastorale est considéré comme un handicap considérable dans un archevêché qui compte 1 068 000 catholiques et connaît de graves problèmes socio-économiques. Bien que 65 % à 70 % de la population catholique de la capitale et de ses alentours soient toujours pratiquants (80 % dans le reste d'un pays dont la population est à 95 % catholique), on observe, chez les jeunes en particulier, un désintérêt croissant pour la religion. La population de l'archevêché de Dublin a augmenté de 280 000 personnes en vingt ans, et le nombre de diocèses est passé de cent treize à cent quatre-vingt-quatre. Beaucoup se trouvent dans des banlieues nouvelles ne possédant pas toutes les infrastructures sociales nécessaires. J. M.

### EN BREF

● Le Parlement européen dénonce la peine de mort en Turquie. — L'assemblée parlementaire des Douze a demandé, le jeudi 21 janvier, à Strasbourg, aux autorités turques de « commuer toutes les peines capitales prononcées dans le pays en attendant l'abolition de ce châtiment abominable ».

Dans une résolution commune signée des groupes socialistes, communiste et libéral et adoptée par la majorité de l'assemblée, les députés rappellent que, depuis la loi mariale de 1978, cinq cents condamnations à mort ont été prononcées en Turquie et que cinquante personnes ont été exécutées par pendaison depuis 1980, dont vingt-six pour des délits politiques. Les parlementaires soulignent que le Turquie a introduit une demande d'adhésion à la Communauté européenne et qu'elle a signé récemment la convention européenne sur l'interdiction de la torture. — (AFP.)

● URSS : Tass dénonce les manifestations de Tatars en Ouzbékistan. — Des Tatars de Crimée « extrémistes » ont tenté ces dernières semaines de semer le « désordre » à Tachkent et dans d'autres villes de la République d'Ouzbékistan (Asie centrale), a indiqué, jeudi 21 janvier, l'agence Tass.

Citant le journal Pravda Vostoka paraissant à Tachkent, l'agence officielle affirme que ces « extrémistes », conduits par Mustapha Djemilev, Fouat Abiyev et Sabir Saevov, avaient choisi pour leurs « provocations » notamment des monuments aux morts de la seconde guerre mondiale et dénoncé « les prétendues violations des droits des Tatars de Crimée en URSS ».

Les Tatars de Crimée ont été déportés en masse vers l'Asie centrale par Staline, et ils réclament depuis lors le droit de regagner la Crimée. — (AFP.)

● Des soldats algériens égarés au Maroc remis aux autorités de leur pays. — Quatre soldats algériens qui s'étaient égarés en territoire marocain ont été remis à l'Algérie, a-t-on annoncé, jeudi 21 janvier, de source officielle à Rabat. Selon les mêmes sources, les quatre hommes ont été « traités avec le respect dû à des soldats » avant de rentrer dans leur pays, le 15 janvier, près d'Oujda. — (AP.)

● La Libye critique la tournure africaine de M. André Giraud. — La Libye a violemment critiqué, jeudi 21 décembre, la récente tournée africaine du ministre de la défense, M. André Giraud, qualifiant d'« étonnants » les propos qu'il a tenus à cette occasion.

Une source du ministère libyen des affaires étrangères a affirmé : « De quel droit la France, un pays européen, se mêle-t-elle des travaux du comité africain (allusion au comité ad hoc formé par l'OUA pour régler le conflit frontalier tchado-libyen), et discute-t-elle des résultats de ses réunions ? »

La France, fidèle à sa politique coloniale, se contredit en déclarant être attachée à la paix au Tchad alors qu'elle s'active en même temps à mettre en état l'aéroport de Faya-Largeau pour qu'il puisse accueillir tous les types d'appareils militaires. — (AFP.)

هكذا من الاجل



هكذا من الاحل

# Politique

## La campagne présidentielle

### M. Rocard a bénéficié à Londres d'un « traitement royal »

LONDRES  
de nos envoyés spéciaux

S'entretenant avec les journalistes à Londres, vendredi matin 22 janvier, Michel Rocard a affirmé : « Je serai sans doute le président de ce pays. Il y a un doute sur le quand ». Le député des Yvelines a ajouté qu'il est « toujours, François Mitterrand n'ayant pas parlé, candidat ». Pour M. Rocard il y a des « doutes » sur les intentions de M. François Mitterrand et sur les siennes propres.

M. Rocard, invité pour deux jours à eu droit, de la part des autorités britanniques, à des faveurs exceptionnelles dont il a été le premier surpris. Il est vrai que les rendez-vous du député des Yvelines avaient été pris longtemps à l'avance, à un moment où sa candidature à la présidence de la République semblait moins aléatoire qu'aujourd'hui. La politesse anglaise fait que tous ont été maintenus.

M. Rocard a ainsi été reçu, le jeudi 21 janvier, par M<sup>re</sup> Thatcher au 10 Downing Street pendant une très honorable demi-heure. Il a réussi, en outre, à rencontrer, jeudi, le leader travailliste, M. Neil Kinnock, le ministre de la défense, M. George Younger, et le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe. Il a déjeuné à la résidence de l'ambassadeur de France avec M. David Owen, l'ancien dirigeant du Parti social-démocrate qui pourrait bien faire, dans les prochaines semaines, une rentrée triomphale sur la scène politique en raison de la déconfiture du projet de fusion entre libéraux et sociaux-démocrates auquel il a toujours été hostile. Il a dîné avec M. David Mellor, un des adjoints de Sir Geoffrey qui s'est acquis récemment une célébrité en critiquant publiquement, lors d'un voyage en Israël, la façon dont l'armée israélienne maintenait l'ordre dans la bande de Gaza. M. Rocard devait encore s'entretenir dans la matinée avec le chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Law-

son, et le gouverneur de la Banque d'Angleterre.

Cette activité un peu frénétique de député des Yvelines est passée relativement inaperçue en Grande-Bretagne, où il n'est guère connu que de la classe politique. « Pour un homme qui n'a guère été autre chose que ministre de l'Agriculture dans son propre pays, il a droit à un traitement royal », écrivait dimanche 17 janvier le *Sunday Times*.

Les questions de défense ont occupé une large part des entretiens de jeudi. M. Rocard a notamment évoqué avec M. Younger le projet de construction d'un missile de croisière franco-britannique lancé à partir d'un avion.

Quant à M<sup>re</sup> Thatcher, sans demander explicitement que la France revienne au sein du commandement intégré de l'OTAN, elle maintient, selon M. Rocard, une certaine incompréhension des raisons qui déterminent l'attitude de Paris. Le député des Yvelines a eu en tout cas la nette impression que le premier ministre britannique souhaitait une présence plus active de la France dans des structures plus intégrées.

Les problèmes communautaires, et notamment les questions agricoles, ont été le second sujet d'importance évoqué par les interlocuteurs de M. Rocard, qui a eu aussi droit à quelques questions obligées sur l'élection présidentielle française. M<sup>re</sup> Thatcher a demandé à son hôte si le président Mitterrand avait déjà pris sa décision. Il a répondu « non », et on est passé à autre chose...

Ce voyage en Angleterre est le dernier d'une série qui, en quelques dix mois, a permis à M. Rocard de s'entretenir des questions de la défense européenne avec une demi-douzaine de premiers ministres de la CEE et plusieurs de leurs ministres de la défense, ainsi qu'avec le président Ronald Reagan et M. George Shultz, le secrétaire d'Etat américain.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI  
et DOMINIQUE DHOMBRES.

### M. Léotard : un soutien « loyal » mais « réfléchi » à M. Barre

« L'UDF, c'est ma famille : la majorité, c'est mon camp ». M. François Léotard, invité, le jeudi 21 janvier, de « Questions à domicile » sur TF1, aurait, en résumé, pu faire sienne cette formule de M. Valéry Giscard d'Estaing, si celle-ci n'avait été entamée par la réserve calculée de son auteur. Tout au contraire, le ministre de la culture et de la communication a tenu à dissiper définitivement tout faux suspense. Il a dit et répété que, conformément « à la logique des familles politiques », il apporterait donc un soutien « clair, loyal » mais « réfléchi » au candidat de l'UDF, M. Raymond Barre. Qu'il espérait le samedi 23 janvier en convention nationale au Zénith à Paris, saurait faire fi de ses états d'âme et de ses réelles appréhensions pour « approuver massivement » cette décision. Et que, enfin, il s'engageait surtout dans ce combat présidentiel, ainsi qu'il le fait afficher sur les murs des cités, pour faire gagner, le 8 mai prochain, la majorité.

Le secrétaire général du PR avait eu d'ailleurs l'occasion de préciser par avance tout cela à M. Barre, le vendredi 15 janvier. Les deux hommes s'étaient rencontrés au domicile parisien de l'ancien premier ministre. Un entretien qualifié de « cordial » de part et d'autre, même si M. Léotard jugeait sur le coup n'avoir pas eu toutes les assurances utiles sur le bon déroulement de la campagne barrière. Néanmoins, les grands dossiers : institutions, éducation, formation, Europe, fiscalité, avaient pu être évoqués en bonne intelligence, et M. Léotard avait pu aussi préciser à l'ancien premier ministre quelle serait son attitude au cours des prochaines semaines. Le secrétaire général du PR y est revenu longuement sur TF1, en formulant à ce propos quatre exigences regroupées en « un carré magique ».

Deux premiers points, essentiels à ses yeux : ne mettre en cause ni le choix de cohabiter du 20 mars 1986 ni le bilan de ces deux années de gouvernement. Est-il tout à fait certain que M. Barre l'écouterait ? On peut s'interroger. Quant au bilan, les

centristes semblent plus nuancés, pour ne pas dire circonspects. Mais M. Léotard est, sur ces deux points, catégorique : M. Jacques Chirac a été « un remarquable premier ministre ». Il est fier d'« avoir servi sous ses ordres ». Il exercera « ses fonctions de ministre jusqu'au bout ». Et il faut comprendre, soutient-il encore, que « si la loyauté vis-à-vis de la famille politique UDF doit prévaloir, celle-ci n'implique pas une déloyauté vis-à-vis de M. Chirac ».

M. Barre et M. Chirac, a souligné encore le patron du PR, « sont deux hommes de grande qualité : c'est le plus unitaire qui gagnera ».

Troisième côté du carré magique : les élections législatives. M. Léotard semble s'être fait définitivement à l'idée que la dissolution est pour le lendemain de l'élection présidentielle. « La majorité, à l'heure actuelle, est battue mais je crois qu'elle va réussir », a-t-il pronostiqué. Il importe donc de songer au 8 mai, mais aussi de préparer le 9 mai. M. Léotard a posé clairement ce problème qu'on s'efforce plutôt pour l'instant de faire dans les rangs de la majorité. Parfaitement instruit des prétentions de M. Giscard d'Estaing, qui continue de guetter dans l'ombre du PR, résolument hostile à la constitution d'un centre « avec un peu de Delors et un peu de M. Stasi », jugeant joliment que « les consensus sont comme les paradis, souvent artificiels », M. Léotard, se plaçant dans les deux hypothèses : l'une élection de M. Barre ou celle de M. Chirac, s'est nettement prononcé pour la reconduction d'une majorité solidement accrochée aux amarres de l'UDF et du RPR.

Le lapin  
et le boa

Certes, il souhaite que l'UDF devienne la première force de cette majorité. Une prétention légitime pour quelqu'un qui n'exclut pas de ravir la présidence de cette confédération. Une ambition parmi tant d'autres. Car, tout naturellement,

fut envisagée l'autre hypothèse : celle de la réélection du président Mitterrand. Dans ce cas, M. Léotard ne rejette pas formellement un acte II de la cohabitation, dont il pourrait être le premier ministre. Cette éventualité, il ne l'a pas du tout formalisée, mais, bien sûr, tel n'est point le scénario qu'il veut retenir en priorité. D'abord parce qu'il n'est pas, a-t-il dit, « fasciné » par M. Mitterrand, lequel, pourtant, lundi soir, à l'occasion d'une réception des Prix Nobel à Orsay, s'est longuement et chaleureusement intéressé à son avenir. « Je ne suis pas devant lui comme un lapin devant un boa », a ironisé M. Léotard. Enfin, parce que, tant au niveau européen qu'intérieur, il considère qu'un second septennat socialiste « ne serait pas une bonne chose pour la France ».

Car, et c'est le quatrième point de ce fameux carré, M. Léotard, contre

vents et marées, persiste à croire que le libéralisme reste la meilleure locomotive politique et économique de ce pays. Ainsi s'efforce-t-il encore lui-même d'avoir, au cours de cette campagne, « une attitude et des propos libéraux », en souhaitant décrocher un peu plus sur ses amis barri-

Après avoir expliqué tout cela, M. Léotard, pour la forme, a affirmé qu'il ne demandait rien, qu'il ne cherchait pas à se caser, bref, qu'il voulait garder les mains libres. Propos d'autant plus faciles à tenir aujourd'hui que les sondages, mettant à présent M. Chirac et M. Barre dans un mouchoir, rendent M. Léotard, cette fois, vraiment incontournable. Dans ce jeu de vases communicants, le réservoir PR est à même de faire la différence.

D. C.

## PROPOS ET DÉBATS

### M. Jospin Scandaleux

« M. Chandon devrait être plus discret dans la vie politique française actuellement », a déclaré, le jeudi 21 janvier, M. Lionel Jospin. Le premier secrétaire du PS répondait aux récents propos du garde des sceaux qui avait comparé l'attitude des Français à l'égard de M. François Mitterrand avec les relations que la population avait eues avec le maréchal Pétain de 1940 à 1944. « Ce qui est proprement scandaleux », a expliqué M. Jospin sur RTL, « c'est cette espèce d'assimilation entre les deux périodes ». « Je connais des relations père-fils qui sont beaucoup plus saines que les relations entre certains clients et leur conseiller (...) et leur banquier », a ajouté M. Jospin en faisant allusion à l'affaire Cheumer.

### M. Lajoinie

#### « Jobs fast-food »

M. André Lajoinie, candidat du PCF à l'élection présidentielle, a criti-

qué, le jeudi 21 janvier, à Joux (Meurthe-et-Moselle), les « jobs fast-food » de M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, qui organisait, jeudi et vendredi, un colloque sur l'adaptation, en France, des « recettes » de création d'emplois aux Etats-Unis. « Plusieurs réalités rendent complètement caduques » cette adaptation, a déclaré M. Lajoinie devant environ cinq cents personnes.

### M. Séguin

#### Idolâtrie

Le « culte » rendu au président de la République par certains de ses « fans » irrite M. Philippe Séguin. « Ce que je trouve très encombrant aujourd'hui dans le paysage politique français, ce sont des gens qui se livrent à des manifestations d'idolâtrie à l'égard de qui vous savez, ce qui me semble peu compatibles avec une démocratie moderne », a expliqué, le jeudi 21 janvier, le ministre des affaires sociales et de l'emploi, invité de « Télématin » sur Antenne 2.

## AVEC FRANÇOIS MITTERRAND

Madame, Monsieur,

Dans quelques mois, vous élirez le Président de la République. Face aux trois candidats de la Droite, tout atteste que, pour la majorité des Français, le meilleur président est de loin FRANÇOIS MITTERRAND. Nous faisons partie de cette majorité.

Nous pensons que FRANÇOIS MITTERRAND peut seul garantir à la fois le rassemblement et l'unité de la nation, le rayonnement de la France, le progrès et la solidarité.

Nous nous reconnaissons dans les valeurs qu'il incarne.

Depuis quelques semaines, des comités « AVEC FRANÇOIS MITTERRAND » se créent dans toute la France, pour traduire ce mouvement majoritaire. Nous vous demandons de signer et de faire signer ce texte :

« Je soutiens l'action de FRANÇOIS MITTERRAND, Président de la République, et je manifeste ma volonté de le voir assumer cette fonction après mai 1988. »

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Secteur d'activité professionnelle : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

J'adresse une somme de 20 F. (ou plus) à l'ordre de :  
« AVEC FRANÇOIS MITTERRAND », 1 rue Paul-Baudry - 75008 PARIS



# Politique

## La campagne présidentielle

### M. Raymond Barre veut rester à l'écart de « l'agitation »

Présentant, le vendredi 22 janvier, son livre *Questions de confiance* sur Europe 1, M. Raymond Barre a indiqué qu'à plus de trois mois de la campagne présidentielle il n'avait nullement l'intention de presser le pas ou « de se livrer à une agitation sans axe ». Malgré le dossier de soutien de la SOFRES commandé par le comité national de soutien à la candidature de M. Chirac mettant pour la première fois celui-ci à un point devant lui, l'ancien premier ministre, qui s'exprimait, la veille au soir, devant l'association des Femmes démocrates, a rappelé que « l'important était de faire ce

que l'on croit devoir faire, de dire ce que l'on croit devoir dire, et que le reste sera donné par surcroît ».

En revanche, M. Barre a accueilli avec intérêt les déclarations de M. François Léotard, qui s'est prononcé, le jeudi 21 janvier, à « Questions à domicile » sur TF 1, pour un soutien « clair, loyal » mais « réfléchi » au candidat de l'UDF. « J'ai confiance dans la loyauté de M. Léotard », a-t-il déclaré. Conformément au souhait du secrétaire général du PR, M. Barre a réaffirmé que son adver-

saire était M. Mitterrand et non M. Chirac. « Le gouvernement, a-t-il déclaré, a essayé courageusement de remonter la pente, mais il avait une épée de Damoclès au-dessus de la tête. » Puis, faisant allusion à la dernière campagne d'affichage socialiste : « La génération Mitterrand, c'est la génération du recul économique et social de la France (...). C'est à la fois charmant et flou. C'est touton gâteau. Je ne crois pas que c'est de cette façon-là que l'on peut mettre les Français en face du sens du vote qu'ils vont émettre au moment de l'élection présidentielle. »

## Sa part de vérité

Qui est-il ? Que pense-t-il ? Que veut-il ? C'est à ces trois questions, évidemment essentielles pour pouvoir appréhender enfin toute la complexité de sa personnalité, que M. Raymond Barre répond dans son livre « Questions de confiance ». Un ouvrage retraçant dans le détail, avec nombre de témoignages, l'itinéraire singulier d'un homme qui ne s'est pas contenté de servir la France, mais qui a été, à l'échelle d'un homme, un homme de son temps, un homme de son époque, un homme de son pays.

Un livre-résumé présente avec une grande liberté de ton et d'humour un Raymond Barre tel qu'en lui-même, n'hésitant point, comme sur les estrades, à renvoyer à leurs piques « les belles âmes » et « les belles plumes », avec son caractère « fuyé », ses regrets et ses espoirs. Un livre, définitivement, un projet pour demain, nourri par l'expérience des affaires, les labours tranquilles de campagne et une ambition pour la France, dessinée aussi à faire l'honneur de la première fois de sa vie la confiance des Français.

Un livre-résumé présente avec une grande liberté de ton et d'humour un Raymond Barre tel qu'en lui-même, n'hésitant point, comme sur les estrades, à renvoyer à leurs piques « les belles âmes » et « les belles plumes », avec son caractère « fuyé », ses regrets et ses espoirs. Un livre, définitivement, un projet pour demain, nourri par l'expérience des affaires, les labours tranquilles de campagne et une ambition pour la France, dessinée aussi à faire l'honneur de la première fois de sa vie la confiance des Français.

vérité livrée naturellement avec d'évidentes pensées électorales, agréables aussi de quelques petits résumés de comptes mais indispensables pour qu'il ne soit pas dit, si le moment venait, que les Français auront été pris par surprise par le barisme.

Qui est-il ? Entité ? Non ! Obstiné ? Oui ! Rigide, certainement. Constant, il le pense. Désintéressé, il l'affirme. N'ayant jamais rien promis et ne voulant rien promettre. A l'écart des partis, mais, complétement, jamais à l'écart du gaullisme. Homme libre, librement placé aux conflits du gaullisme rassembleur, du centrisme humaniste et du libéralisme social.

Que pense-t-il ? L'expérience, disait Diderot, est la mémoire de la vie. Lui aurait-il retenu qu'il importe « de ne jamais se laisser dominer par l'idéologie », et donc « de ne jamais farder les réalités ». Europe, défense, social, économique, M. Barre évoque ici tous ces grands sujets à la lumière de son expérience internationale, sans faire l'épargne de quelques critiques bien posées. Les réalisations ? s'interroge-t-il par exemple : « Une fois vendus les bijoux de famille », que ferons-

nous ? L'Europe ? « Le problème, ironise-t-il, n'est pas de faire sortir un lapin du chapeau à chaque fois que l'on en parle ». Les hommes sont aussi jugés. Gloire à Valéry Giscard d'Estaing « qui a fait face pendant son septennat à une situation difficile avec beaucoup d'intelligence, de courage et de cœur ». Jacques Chirac ? Passons vite. Il est « sympathique, direct. Son ardeur à vivre l'heure qui passe rend les contacts faciles et agréables ». François Mitterrand ? « On ne peut pas dire que survive à l'échec soit un très grand succès », dénonce-t-il sans pouvoir cacher toutefois un certain respect professionnel pour « cet homme de stature et de culture ».

« Clarté et loyauté »

Reste enfin la grande question pour demain, qui est tout de suite : que veut-il ? On a vu trop dit que lui, Raymond Barre, n'avait rien à vendre aux Français, sinon du sang et des larmes, qu'il leur demandait de voter pour lui les yeux fermés, et qu'il se chargerait de tout le reste. Certes, concède-t-il, qu'on ne compte point sur lui pour entretenir l'utopie. Il est contre « les salmigondis philosophico-moralisateurs, qui font chez nous la réputation des belles âmes ». Mais il a, lui, pour la France, un idéal : celui d'une « société ouverte », politiquement étrangère à tout modèle incertain « socialo-centriste », fondée sur le triptyque « travail, confiance, espoir », où l'Etat est au service de la société, et non l'inverse, nourri aux valeurs de « la liberté et de la responsabilité de la solidarité et de l'unité », regroupant tous les hommes « de bonne volonté et de bonne foi » pour contribuer au redressement de la France.

Tel est le barisme. « Une politique de mesure, explique M. Barre, éloignée des idéologies, susceptible de faciliter les adaptations de l'économie et de la société par une action tenace, peut-être rude, mais soucieuse d'atténuer les coûts économiques et sociaux de la mutation. » Concedant tout de même que, s'il avait à se placer sur un échiquier à ressemblance britannique, il se verrait très bien figurer « à l'aile libérale du parti conservateur pour le compte du candidat », qui sera, pour le futur candidat définitif en quelque sorte « un thatchérisme à la française ».

caise refusant de faire du chômage une fatalité, mais promettant, du moins faut-il en accepter l'augure, de ne pas laisser sur le bord du chemin les exclus de cette fin de siècle.

Enfin, M. Barre précise ultérieurement sa pensée sur ses projets de gouvernement : il est hostile à « la monarchie républicaine ». Il ne veut pas d'un premier ministre « ectoplasme ». Sûr élu, il dissoudrait. « Aucun président élu, note-t-il d'ailleurs, ne se satisfait de la composition artificielle de cette Assemblée. Mais loin de lui l'ambition de créer un parti du président qui nous ramènerait tout aussitôt vers l'Etat-parti. Il lui importerait uniquement d'avoir une majorité cohérente et soudée ». Pour l'heure, il souhaite « une élection présidentielle nette et saine ». « clarté au premier tour, loyauté au deuxième, dignité du débat à la fin de la compétition, voilà mes principes, rappelle-t-il. Je les respecterai, même si je ne suis pas payé de retour. Les Français jugeront ». Mais quand enfin on lui demande si, vaincu, il serait décidé, comme on le dit, à retourner à ses chères études, l'interrogé pouffe carrément : « Les Français savent ce que j'ai l'intention de faire le lendemain du deuxième tour de l'élection présidentielle. Rira bien qui rira le dernier ! Ces « questions de confiance » méritent peut-être un second tome... »

DANIEL CARTON.

★ Raymond Barre, *Questions de confiance*, entretiens avec Jean-Marie Colombani. Flammarion. 340 pages. 89 F.

## L'ancien premier ministre et les femmes

Certes, comme l'avait malicieusement proclamé d'entrée de jeu Louis Moreau, fondatrice de l'association des Femmes démocrates, dont le vingtième anniversaire était fêté jeudi 21 janvier à Paris, « la matière grise n'a pas de sexe ». Il faut croire qu'en revanche les bulletins de vote en ont un. Autrement dit, un vrai candidat n'omet jamais, en cours de campagne, de se préoccuper des électrices. C'est ce qu'a donc fait M. Raymond Barre le temps d'un dîner auquel participaient M. Alain Fohrer, président du Sénat, les membres du gouvernement appartenant au CDS et les dirigeants de ce parti.

Pour M<sup>me</sup> Marie-Thérèse Boisseau, présidente des Femmes démocrates, les femmes, en politique, sont là pour dépassionner les débats, pour apporter à la réflexion le réalisme et le concret. Pour M. Barre, elles sont « porteuses de valeurs d'avenir ». Au moins à ce titre, elles méritent, selon lui, d'avoir « une plus ample donc une plus juste place » dans la société, dans les entreprises et dans la politique.

Globalement, l'ancien premier ministre se félicite volontiers du pragmatisme des femmes qui leur a fait délaisser « le féminisme par ce qu'elles ont compris que certaines formes de libération de la femme n'aboutissent qu'à plus de dépendance et plus de solitude », de leur participation à la vie économique, de leurs exigences qui les font critiquer les discours « sans suite concrète de bien des politiciens », de leur dynamisme les attirant (là où cela bouge), de leur tolérance et de

leur sens de la solidarité, vertus dont « notre société si diversifiée et complexe, et individualiste, a besoin pour respecter l'autre, toujours plus différent de soi ».

Parler des femmes aux femmes implique aussi d'évoquer la famille « cellule sociale fondamentale », selon sa formule. Pour M. Barre, « dans les sociétés modernes les mœurs doivent se réguler d'elles-mêmes après un intense effort d'observation, de réflexion, de discussion et d'éducation ». Cela ne veut pas pour autant dire que, en ce domaine, le futur candidat n'a pas de programme. Il y a d'abord celui qu'impose « l'hiver démographique » : en l'occurrence, la nécessité du troisième enfant.

Le député du Rhône poursuit en proposant « un statut social de la mère de famille » qui serait susceptible de reconnaître « un droit permanent et garanti à l'assurance-maladie pour les mères de famille nombreuses » n'ayant pas d'activité professionnelle et ne pouvant bénéficier de la Sécurité sociale d'un conjoint. Il y ajoute la possibilité pour les femmes mariées et mères de famille de souscrire une assurance-retraite personnelle avec, dans certaines limites, une exonération fiscale. Plus spécifique à l'encouragement de la naissance du troisième enfant est sa proposition d'augmenter l'allocation parentale d'éducation et de réviser ses conditions d'attribution.

A. Ch.

## Selon un sondage de la SOFRES commandé par le RPR

### M. Chirac devancerait M. Barre au premier tour

M. Alain Juppé, porte-parole de la campagne présidentielle du premier ministre, a rendu public, le jeudi 21 janvier, un sondage d'intentions de vote commandé par le Comité national de soutien à la candidature de Jacques Chirac. Réalisé par la SOFRES, les 18 et 19 janvier, après l'annonce de la candidature du premier ministre, auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes, cette enquête attribue 22 % de suffrages à M. Chirac et 21 % à M. Raymond Barre au premier tour de l'élection présidentielle dans l'hypothèse où M. Mitterrand est candidat. Dans le dernier sondage réalisé du 9 au 12 janvier par la SOFRES pour le compte de plusieurs journaux de province, le chef du gouvernement

était crédité de 19,5 % d'intentions de vote et M. Barre de 23 %. M. Mitterrand obtient, pour sa part, 40 % d'intentions de vote dans les deux sondes.

Le sondage commandé par le comité de soutien montre que, au second tour, le président de la République est réélu face à M. Chirac (avec 56 % des voix) et face à M. Barre (avec 53 %).

[M. Jérôme Jaffré, directeur des études politiques de la SOFRES, a indiqué que ce sondage avait été réalisé dans les conditions habituelles, c'est-à-dire que les personnes ont été interrogées par un enquêteur à leur domicile et que la question relative aux intentions de vote a été posée avant celle relative à la manière dont a été perçue la candidature de M. Chirac.]

## Le financement de la vie politique

### M. Pasqua se déclare

#### « ouvert à toutes les propositions »

Les députés se sont mis au travail, sans attendre le 2 février, date probable de l'ouverture de la session extraordinaire. Le jeudi 21 janvier, la commission des lois a commencé l'examen des deux projets de loi sur le financement de la vie politique. Comme prévu, elle en a confié le rapport à son président, M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie). Puis elle a écouté les explications de M. Charles Pasqua.

Le ministre de l'Intérieur a souligné que « la plupart des démocraties parlementaires occidentales » s'étaient déjà dotées d'une telle législation, même s'il était « particulièrement délicat de légiférer » en ce domaine. Il a admis que la démarche du gouvernement était « prudente, pour éviter les bouleversements que ferait notre l'adoption immédiate d'un ensemble complet de dispositions nouvelles, mais qu'elle n'excluait pas pour l'avenir des évolutions progressives ». Pour lui, l'essentiel de la démarche du gouvernement cherche à « dissiper l'avance toute suspicion infondée » sur l'enrichissement des hommes politiques et à mettre un terme à « l'accroissement important des dépenses électorales », dont la poursuite « pourrait à terme introduire entre les candidats une inégalité liée au montant de leurs ressources financières ».

A ce sujet, M. Pasqua a affirmé que « la qualité d'une campagne n'est pas le corollaire de son coût et que, dans bien des cas, il est difficile d'apprécier l'utilité des dépenses engagées ». Répondant à une question de M. Guy Ducoulon (PC, Hauts-de-Seine) sur la volonté de faciliter les adaptations de l'économie et de la société par une action tenace, peut-être rude, mais soucieuse d'atténuer les coûts économiques et sociaux de la mutation, il a répondu : « Concedant tout de même que, s'il avait à se placer sur un échiquier à ressemblance britannique, il se verrait très bien figurer « à l'aile libérale du parti conservateur pour le compte du candidat », qui sera, pour le futur candidat définitif en quelque sorte « un thatchérisme à la française ».

Déjà, M. Philippe Vasseur (UDF, Pas-de-Calais), auteur d'une proposition de loi sur ce sujet, a annoncé son intention de déposer des amendements ouvrant les dotations publiques aux partis non représentés au Parlement, s'ils ont obtenu 5 % des suffrages exprimés aux élections législatives et européennes, et créant une incitation fiscale pour les dons faits aux partis politiques. Le porte-parole du PR souhaite aussi, par des précisions aux textes gouvernementaux, éviter de « trop faciles détournements » de la loi.

Th. B.

## vu dans le n°16 des BANCS d'ESSAIS du TOURISME

### INUITS les fils de la banquise

Dans le numéro des Banques d'Essais du Tourisme qui vient de paraître vous découvrirez des paysages qui vous feront rêver de vacances.

Au Nord du Canada, les Inuits vivent comme des hommes libres entre la terre et la banquise. Ils font encore eux-mêmes leurs canoës en peau de phoque et tissent leurs costumes brodés à la main comme il y a mille ans. Ils ne refusent pas le progrès et acceptent que leur ciel se peuple de paraboles de télévision et de petits avions qui sont, eux, un trait d'union privilégié avec la civilisation.

Dans ce numéro, vous découvrirez aussi : — Mombasa et ses plages immenses. — Les jeunes filles qui choisissent l'immense leur fiancé, au « Mousson d'Amichil ». — Singapour, la riche 3<sup>e</sup> Chine. — Les cathédrales d'or du Mexique. — Les villes souterraines de la Turquie de l'est. — Les stations de sports d'hiver où il reste des places en février ! — Trois Banques d'Essais exclusives sur le T.G.V. — Un voyage au Sénégal avec le Touss. — Un vol avec Olympic Airways. Des reportages, des rubriques, des informations, des fiches techniques, etc.

Rendez-vous tous les jours avec les Banques d'Essais du Tourisme sur

## NOSTALGIE

Paris sur 105,1 FM et 130 récepteurs en France. Fréquence : consultez votre Minitel, code 3018 code NOST. 100 pages en couleurs. En vente chez votre marchand de journaux, 25 francs.

## Le Monde RADIO TELEVISION COMMUNICATION

# FOURRURES GEORGE V

du vendredi 22 janvier au samedi 6 février

## SUPER ESCOMPTES

-40% -50%

MAINTEAUX exceptionnel  
RAGONNIN col fourré 22750  
VISION lamé 22750  
VISION pastel 22750  
RENNARD bleu silver 22750  
VISION Kuhl-1 noir laqué 22750  
VISION fantaisie 22750  
VISION sahari 22750

VESTES  
VISION dark 22750  
VISION blanc 22750  
VISION tonnelier 22750  
3,4 ASTRAKANE gold swaters 22750  
PELUSSES int. Lapis col Dopeaux 22750



MAINTEAUX  
VISION dark atout 22750  
VISION renoué et Renard shadow 22750  
VISION blanc sage 22750  
LYNX canadien 22750  
ZIRELINE blonde 22750

VESTES  
RAGONNIN atout 22750  
MOULTON 22750  
VISION mitterrand (parties tantes) 22750  
VISION Kuhl-1 noir laqué 22750  
BOLERO VISION blanc, dent, (avec atout) 22750

-65%

MAINTEAUX longs du soir  
VISION renoué 22750  
VISION dark 22750  
VISION tonnelier col Zibeline 22750  
VISION blanc et renard shadow 22750  
CAPES Renard bleu 22750

-35%

MAINTEAUX  
VISION pastel cancan 22750  
OPUSSUM d'Amérique 22750  
CASTOR long poil 22750  
VISION dark Renard 22750

VESTES  
COYOTE 22750  
MARMOTTE 22750  
RENNARD bleu silver 22750  
LYNX du Montan 22750  
VISION sahari 22750  
RENNARD argenté 22750  
PELUSSES RAGONNINversible 22750

MAGASIN OUVERT TOUS LES JOURS SANS INTERRUPTION DE 10 H A 19 H



40, Av. George V. Paris 8<sup>e</sup>

5012111111



# Société

Le procès des « tueurs fous » du Brabant suspendu

## Une enquête à recommencer

BRUXELLES  
de notre correspondant

« La cour ordonne le renvoi de la cause à une session ultérieure. » Il était 16 h 15, mercredi 21 janvier, lorsque M. Jacques Vercoek, président de la cour d'assises de Mons, annonça cette décision exceptionnelle : l'interruption sine die d'un procès d'assises (le Monde du 20 janvier). La surprise, pourtant, ne fut pas totale. La veille, en effet, la déposition de l'ancien juge d'instruction chargé de l'affaire avait mis le tribunal en émoi : il annonçait avoir découvert un pistolet permettant de relier non seulement les deux périodes de ce qu'il est convenu d'appeler les « tueries du Brabant wallon » — vingt-huit morts en quatre ans, — mais aussi de leur trouver des points communs, avec l'assassinat, le 7 janvier 1986, sur une bretelle de l'autoroute Paris-Bruxelles, de l'ingénieur commercial de la fabrique d'armes d'Herstal, Juan Mendez.

Or les inculpés du procès de Mons, « la bande des Borains », six personnages apparemment de

seconde zone, ne devaient répondre que d'une série de crimes attribués aux « tueurs fous » et étaient déjà écartés des autres attaques, les plus violentes, notamment celles qui s'étaient soldées par des dizaines de morts dans des supermarchés de la banlieue bruxelloise. Quant à l'assassinat de Juan Mendez, le suspect numéro un, Daniel Boubouche, est en prison depuis février dernier, et c'est précisément chez sa femme que l'on a trouvé l'arme ayant provoqué l'interruption du procès de Mons.

### Face cachée

Que va-t-il maintenant se passer ? Les enquêteurs, dans la logique des événements de cette semaine, devraient tenter d'unifier les investigations liées aux différents dossiers et surtout de soulever le voile sur une série d'affaires dont la Belgique a été le théâtre ces dernières années. Ce ne sera certainement pas aisé mais les résultats pourraient être impressionnants et révéler la face cachée d'un pays apparemment sans histoire. Toutes ces affaires, en effet, mettent en cause un même

milieu où se mêlent des anciens gendarmes, des militants d'extrême droite, des adeptes de clubs de tir, des truands, de première ou de seconde zone, un ancien directeur de prison et des trafiquants d'armes...

D'une étrange enquête sur la drogue au vol des armes les plus sophistiquées du groupe Diane, une brigade antigang de choc, en passant par le mitraillage d'un major de gendarmerie ou l'attaque d'un transport d'or et le vol de son chargement, sans oublier la fuite au Paraguay de Jean Bulot, un ancien directeur de prison (le lendemain, précisément, de l'arrestation de Daniel Boubouche, impliqué dans l'assassinat de Mendez), c'est une cascade d'énigmes que les enquêteurs vont donc essayer de déchiffrer avec, maintenant, la volonté — ce qui n'a pas toujours été le cas — d'en trouver le fil conducteur.

Celui-ci serait-il l'appartenance aux différentes composantes de l'extrême droite, comme une grande partie de journalistes belges semblent le penser ? Il est établi en tout état de cause que des liens évidents existaient entre de nombreux suspects de ces différentes affaires et les organisations les plus extrémistes qui auraient eu comme objectif une déstabilisation de la Belgique. Alors, une « organisation » — le mot a été employé par le juge d'instruction — du type de la loge P2 en Italie ? Certains n'hésitent pas à faire le parallèle, comparant par exemple l'attentat aveugle à la gare de Bologna avec les tueries — tout aussi aveugles — perpétrées contre les supermarchés de la banlieue bruxelloise.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Au procès d'Action directe

## Ultimes proclamations avant le jugement du 12 février

C'est l'heure du message ultime. La dernière bouteille à la mer, avant d'aller s'enfouir des mois, des années encore, dans la solitude de la prison. C'est l'heure où le président, mettant de l'ordre dans ses dossiers, demande : « Les accusés ont-ils encore quelque chose à ajouter ? » Vite, vite, tout résumer en quelques mots. Alors, jeudi 21 janvier, pour la première et la dernière fois, ils parlent. De tout. Et même, semble-t-il, un peu d'eux-mêmes.

Pour la première fois, Régis Schleicher ne sert pas de porte-parole à ses camarades mais s'exprime en son nom. Il dépose son texte : « Comme je me suis senti plus qu'un pauvre crétin que je suis voudrais utiliser un papier. » Et il lit : « J'ai entendu que nous étions des vaincus. Certes, nous sommes prisonniers, mais nous n'avons pas rendu les armes. Certains sortiront brisés ; d'autres seront certainement excommuniés ; mais le mode de production capitaliste est porteur de sa propre destruction (...) ».

Salvatore Nicosia fait lire un appel par son interprète. « Moi, je ne fais pas partie d'Action directe, et ces personnes, je les connais tout juste ; mais mon devoir de communiste est d'être solidaire de leur grève de la faim. »

Revenu à son emploi de porte-parole, Schleicher explique, au nom des quatre grévistes de la faim, Roullan, Ménégo, Aubron, Cipriani, qui en sont à leur cinquante-deuxième jour, que, « tout au long de ce procès, l'hypocrisie de la non-inculpation pour reconstitution de ligue dissoute ou attente à la sûreté de

l'Etat a été démontrée ». C'est tout. Tout à l'heure, dénonçant « ce procès de la criminalisation d'une expression politique », leur avocat, M. Bernard Ripert, a expliqué que les « quatre » lui avaient interdit de plaider pour eux. « La mort n'aveugle pas les yeux des combattants », concluait-il, paraphrasant Aragon (1).

Seule à avoir refusé d'être défendue, Helyette Bess « n'a rien à ajouter ni à retirer », mais tient à remercier M. Thierry Levy qui, la veille, a eu un mot pour elle.

La voix tassée, Dominique Poiré dénonce son régime d'incarcération : « L'isolement est une torture. L'isolement peut briser, je veux trouver la courage de le dire, l'isolement a brisé. »

Tout d'un coup, les deux boxes et la salle redonnent leur souffle : Frédéric Gervais, le « repenté », se lève : « Monsieur le président, je voudrais dire que mes connaissances vis-à-vis de ce groupe montrent mon étonnement par rapport à eux. Je n'ai jamais reçu que des confidences d'amant ou des révélations sous l'emprise de la colère ou de l'alcool ; mes révélations ne m'ont rien apporté, sinon des menaces bien plus lourdes que toutes les condamnations ; ma vie ne sera plus jamais normale. » Longs sanglots ironiques dans le box du « noyau dur ».

### Souvenirs...

Claude Halfen, qui porte un sweat-shirt marqué « Palestine », s'exhale d'avoir « la parole balbutiante ». Il a emprunté la forme de son intervention au romancier Georges Perec, que « l'interdiction

des crayons dans le box aurait bien fait sourire ». « Je me souviens, lance-t-il, que la date de ce procès a été connue avant même que l'instruction soit terminée. Je me souviens qu'un seul magistrat a refusé de prêter le serment d'allégeance à Pétaim ; je me souviens qu'en 1943 ma grand-mère, mon père, les miens, étaient des terroristes. Nous vaincrons. »

Arrive enfin Jean Asselmeier. Après un rapport d'activités rétrospectif sur le journal l'Internationale, il cite une déclaration antisémite de... « Louis IX, dit Saint Louis, qui a sa statue dans l'enceinte du palais ». « Vous mettez en cause sa béatification ? », lui demande le président Ducos, insistant une nouvelle fois troublamment sur « ses qualités d'homme ». « Je n'ai pas l'habitude de ce type de prière », répond Asselmeier. « Étant révolutionnaire, il faudrait vous y faire », réplique Jacques Ducos.

Tout est dit ? Presque. Une poignée de jeunes Allemands, au premier rang du public, crient soudain leur soutien aux prévenus en allemand, avant d'être fermement expulsés par les gendarmes. On passe une dernière fois les menottes aux petits soldats perdus, qui disparaissent dans la « cour-cière », non sans avoir échangé entre eux des saluts et des baisers. A la fin de ce drôle de procès, une seule certitude, glaciale, s'impose : ils n'ont rien oublié, rien appris.

Jugement le 12 février.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

(1) Le texte véritable, extrait de l'Affiche rouge, poème à la gloire de Maoïssisme, est : « La mort s'éblouit pas les yeux des partisans ».

Marie-Ange Laroche sur la « 5 »

## « Ah ! vous parlez du petit Grégory ? »

Marie-Ange était en noir, forcément, avec une fantaisie dans le chapeau et des talons hauts. Lorsqu'elle a fait son entrée sur le plateau de la 5, jeudi soir, le public a applaudi. Quelqu'un a bien sûr trouvé le moyen de la confondre avec Christine et de la saluer d'un « bonsoir madame Villenin ». Mais Marie-Ange, elle, n'a jamais prononcé le prénom de la mère de Grégory. Ni même celui de l'enfant qui a été retrouvé dans la Volvo, avant d'y être expressément invité par un spectateur qui s'étonnait qu'elle ne parle pas de cette autre victime : « Ah, vous parlez du petit Grégory ? » Pour elle, l'enfant est « le petit Grégory », comme dans les dépêches d'agence et les titres de journaux.

Sans un mouvement ni une larme, Marie-Ange Laroche commente son propre drame, en direct pour l'émission « Face à France » de Guillaume Durand, une prestation à titre gracieux, tient-elle à préciser, car « ce n'est pas une solution de s'enrichir sur les assassinats ». Si elle s'est décidée à en parler à l'opinion publique, après avoir écrit au garde des sceaux, M. Alain Chabaud, c'est que Jean-Marie Villenin a passé Noël en famille. « L'assassin » de son mari a été libéré avant même d'être jugé ; il s'est installé dans la région parisienne, et même il aurait ratourné un emploi. Contre ce « favoritisme », la veuve de Bernard Laroche fait campagne, elle qui est « obligée de faire soigner » son fils, traumatisé par le drame et qui « aurait presque de la haine » ; elle qui n'entend pas refaire sa vie ailleurs puisque son « mari est enterré là », dans les Voages. Mais, interrompue une mère de famille présente sur le plateau : « Christine, c'est

l'enfant, qu'on lui a pris. Vous, ce n'était que le mari. »

Cas Marie-Ange, confrontée à un jury « refait de France » sélectionné par l'Institut Louis-Henri, à effacer à de vrais épisodes, qui ne font pas de sentiment mais réclament des détails parce qu'ils voudraient comprendre. Au fil des questions, chacun semble oublier que ce drame tombé dans le domaine public a vraiment existé. « Vous avez dit apprendre que mon mari est décédé », dit Marie-Ange. Personne, bien sûr, n'a rati cet épisode, et justement, interroge une dame, « votre mère avait-elle des problèmes cardiaques ou est-ce vraiment la mise en liberté de Jean-Marie Villenin qui l'a échevillée ? » Marie-Ange répond tranquillement : « Est-ce que vous en voulez toujours à Marie ? » pour suit un employé des P et T. Non, Marie-Ange ne tient plus rigueur à sa sœur de son premier témoignage. « Christine Villenin et Bernard Laroche ont-ils été amants ? », demande une ouvrière à la vue de Laroche. « Est-ce que le petit Grégory n'aurait pas assisté à des scènes, entre eux, qu'il n'aurait pas du voir ? », insiste l'interlocutrice « sans agressivité » naturellement. Marie-Ange répond toujours, à peine agacée : « Je ne peux quand même pas dire que mon mari avait une maîtresse... »

Le visage de Marie-Ange Laroche apparaît sur un grand écran vidéo. En incrustation, les récepteurs de l'émission ont pensé à mentionner l'adresse de sa boîte postale. « Ce n'est pas le moment d'applaudir », dit Guillaume Durand. Ce serait un peu indécent. Le public attend donc un peu, puis claquera des mains. Pour la performance autant que par réflexe.

C.L.

## Evasion d'un détenu au palais de justice de Draguignan

DRAGUIGNAN  
de notre correspondant

Pascal Hernandez, vingt-sept ans, auteur présumé d'une vingtaine de vols qualifiés, s'est évadé jeudi après-midi 21 janvier du palais de justice de Draguignan. Entendu sur commission rogatoire par M. Guemas, juge d'instruction, Pascal Hernandez, sous la menace d'une grenade, a contraint la gendarmerie à passer les menottes aux trois policiers composant son escorte, avant de s'emparer de leurs pistolets.

Pascal Hernandez s'était déjà évadé de la prison de Nîmes et, une seconde fois, du cabinet du juge d'instruction de cette ville. Malgré les barreaux mis en place dans le Var, il n'avait pas été retrouvé vendredi en fin de matinée.

J.-P. G.

## Attentats et interpellations en Bretagne

Trois personnes, dont un militant nationaliste breton, Denis Riou, trente ans, ont été interpellées à leur domicile, le jeudi 21 janvier, à Lorient (Morbihan) et placées en garde à vue. Ces interpellations, opérées par les policiers du SRPJ de Rennes, sont intervenues quelques heures après que deux attentats, revendiqués par l'Armée révolutionnaire bretonne (ARB), eurent été commis contre les locaux de l'URS-CAF à Quimper (Finistère) et ceux du rectorat d'académie à Rennes (Ille-et-Vilaine). Ces attentats, présentés dans le communiqué de revendication comme « une réponse aux provocations de l'Etat français », ont entraîné d'importants dégâts matériels, évalués à environ 300 000 francs.

Ces deux attentats sont les premiers revendiqués par l'ex-ARB (l'organisation a été dissoute en 1974) depuis le mois de juin 1985.

**57.504 F**

**RENAULT 11 SPRING**



**UNE AVALANCHE D'EQUIPEMENTS**

- Boîte 5 vitesses
- Autoradio P.O.G.O.FM/K7 stéréo
- Moteurs 12 Essence, 16 Diesel
- Nouvelle sellerie
- Enjoliveurs de roue stylisés
- Rétroviseur extérieur réglable de l'intérieur
- Montre digitale
- Bandes décoratives latérales

Modèle présenté Renault 11 Spring 12 (3 portes). Prix clés en main au 010188 : 57 504 F. Millésime 88. Garantie anti-corrosion Renault 5 ans. DIAC votre financement.

**ROULEZ A L'EXTRAORDINAIRE**

RENAULT présente eif

RENAULT DES VOITURES A VIRE



# Société

## La Conférence de Paris

### Les Prix Nobel à la gloire de l'homme

La conférence des Prix Nobel, réunie à Paris depuis le 18 janvier, s'est terminée le jeudi 21 janvier, par une cérémonie à l'Élysée au cours de laquelle le président de la République, M. François Mitterrand, a apporté son soutien à la demande des Nobel d'une conférence internationale sur la dette du tiers-monde.

M. François Mitterrand a aussi proposé que l'UNESCO rédige une histoire universelle qui serait enseignée à tous les enfants.

Les soixante-quinze participants avaient répondu à l'invitation du président

de la République et de M. Elie Wiesel, prix Nobel de la paix. Pendant près de quatre jours, ils ont réfléchi aux « menaces et promesses à l'aube du vingt-et-unième siècle ». Les travaux ont eu lieu à huis clos. A plusieurs reprises, M. Mitterrand a traversé la rue pour aller de l'Élysée à l'hôtel Marigny et écouter en « auditeur silencieux » les savants, écrivains ou responsables d'organisations concernées par le Nobel.

Au cours de la cérémonie de clôture, M. Elie Wiesel a présenté les seize conclusions de la conférence, et annoncé qu'elle se réunirait à nouveau dans deux ans. D'ici là, « lorsque l'urgence sera perçue », une délégation des Prix Nobel se rendra sur place dans tous les lieux où les droits de l'homme sont menacés — ou, comme elle serait par le faire, lors des catastrophes de Bhopal en Inde, ou à Tchernobyl. Vendredi, plusieurs Prix Nobel doivent se rendre dans des universités à Paris et en province, pour donner un cours et rencontrer des étudiants français.

Nobel de littérature était l'un des rares représentants du tiers-monde.

La conférence n'a pas connu d'affrontements. On était entre gens de bonne volonté. Comme le confiait M. Roger Guillemin, les préoccupations de politique locale auraient paru dérisoires face à l'examen des enjeux planétaires. Mais aussi les « blocs » étaient absents. Les trois participants soviétiques sont restés très discrets. L'évocation des problèmes palestiniens par la Britannique Dorothy Hodgkin, et par M. Mitterrand dans son discours de clôture, a été suffisamment nuancée pour ne heurter aucune conviction.

#### Dans deux ans

MM. François Mitterrand et Elie Wiesel pourraient donc se réunir de leur initiative conjointe. L'accusation portée par la droite française à l'endroit du « futur » candidat à l'élection présidentielle d'avoir voulu monter une opération médiatique a fait long feu. Les débats ont eu lieu à huis clos. La finalité des travaux est apparue plus humanitaire que politique, et plus même que scientifique.

Quant à M. Elie Wiesel, si l'un de ses chagrins reste l'absence de M. André Sakharov dont il espérait jusqu'à la dernière minute qu'il obtiendrait l'autorisation de venir, la promesse d'une deuxième conférence dans deux ans justifie cette première réunion. Avant même la séance de clôture, Robert Guillemin nous confiait : « L'important qu'on se rende pour continuer notre réflexion. L'important est que soit Gorbachev qui invite, ou M. Thatcher, ou l'Algérie... »

CHARLES VIAL

### Seize conclusions

Voici les seize conclusions de la conférence :

1. Toutes les formes de vie doivent être considérées comme un patrimoine essentiel de l'humanité. Endommager l'équilibre écologique est donc un crime contre l'avenir.
2. L'espèce humaine est une, et chaque individu qui la compose a les mêmes droits à la liberté, à l'égalité et à la fraternité.
3. La richesse de l'humanité est aussi dans sa diversité. Elle doit être protégée dans tous ses aspects, culturels, biologiques, philosophiques, spirituels. Pour cela, la tolérance, l'écoute de l'autre, le refus des vérités définitives, doivent être sans cesse rappelés.
4. Les problèmes les plus importants qu'affronte l'humanité aujourd'hui sont à la fois universels et interdépendants.
5. La science est un pouvoir, son usage doit être également réparti entre les individus et les peuples.
6. Le fossé existant dans de nombreux pays entre la communauté intellectuelle et les pouvoirs politiques doit être réduit. Chacun doit reconnaître le rôle de l'autre.
7. L'éducation doit devenir la priorité absolue de tous les budgets et doit aider à valoriser tous les aspects de la créativité humaine.
8. En particulier, dans les pays en développement, les sciences et la technologie doivent être rendues disponibles pour leur permettre de contrôler leurs futurs et de définir eux-mêmes les connaissances nécessaires à leur avenir.
9. Si la télévision et les nouveaux médias constituent un moyen essentiel d'éducation pour l'avenir, l'éducation doit aider à développer l'esprit critique face à ce que diffusent ces médias.
10. L'éducation, l'alimentation et la prévention sont des instruments essentiels d'une politique démographique et d'une réduction de la mortalité infantile. En particulier la généralisation de l'usage de vaccins existants et le développement des vaccins nouveaux doivent être la tâche commune des savants et des politiques.
11. Toutes les recherches concernant la prévention et le traitement du SIDA doivent être mises en commun et stimulées sans être freinées et compartimentées, en particulier par la coopération de l'industrie pharmaceutique. Une fois disponibles, le vaccin devra être garanti par les pouvoirs publics.
12. La biologie moléculaire, qui par ses récents progrès permet d'espérer des progrès dans la médecine et d'élargir la dimension génétique de certaines maladies, doit être encouragée, ce qui aidera à prévoir et peut-être à guérir ces maladies.
13. Le désarmement donne un élan significatif pour le développement économique et social, compte tenu des ressources limitées de la planète, aujourd'hui drainées par l'industrie de l'armement.
14. Nous demandons qu'une conférence internationale se tienne pour traiter dans son ensemble du problème de la dette du tiers-monde, obstacle à son développement économique et politique.
15. Les gouvernements doivent s'engager sans ambiguïté, et d'une façon qui les lie par la loi, au respect des droits de l'homme et des traités qu'ils ont ratifiés.
16. La Conférence des lauréats du Nobel se réunira de nouveau dans deux ans pour étudier ces problèmes. D'ici là, lorsque l'urgence sera perçue, plusieurs Nobel se rendront sur place (Imaginez-on cinq Prix Nobel à Bhopal ou à Tchernobyl), ou dans tous les lieux où les droits de l'homme sont menacés.

#### M. Mitterrand : « Qui a peur de l'intelligence ? »

Clôture des travaux de la conférence de Paris, M. François Mitterrand a déclaré :

« Entre 700 et 800 millions d'êtres humains sont, à l'heure où je vous parle, menacés de mourir de faim. Le tiers-monde abrite, si j'ose dire, 450 millions de handicapés, 80 millions d'aveugles, 40 millions meurent chaque jour de la faim ou de maladies dont on connaît les vaccins. Et en Inde même, ces hommes qui a fait des progrès si considérables, si exemplaires, dans l'agriculture comme dans l'éducation, le jour de la catastrophe de Bhopal, il y eut ce jour-là plus d'enfants morts du fait de l'absence de vaccins que de victimes de la contamination chimique. Je sais bien qu'il n'y a pas d'arithmétique du malheur, mais, puisqu'il s'agit de chiffres, je voudrais évoquer le problème de la dette du tiers-monde. C'est un problème constant : ce ne sont pas les pays du Nord qui contribuent à financer les pays du Sud, mais l'inverse.

« La Banque mondiale vient de le confirmer : en 1987 comme en 1986, les « transferts nets » des pays du Sud vers les pays du Nord ont été de 30 milliards de dollars. Bien sûr, il n'y a pas de solution simple au problème de l'endettement, et on ne peut rayer d'un trait de plume l'ensemble des dettes contractées. Mais comment ne pas insister une fois de plus sur la nécessité de partager les fardeaux entre pays riches et pays endettés ? Comment oublier que derrière ce que l'on appelle pudiquement « le processus d'ajustement » des économies des pays endettés se cache tout un cortège de sacrifices qui conduit ceux-ci à renoncer à se priver encore davantage ?

« (...) L'un d'entre vous a eu cette formule : « Les droits de l'homme commencent au petit déjeuner ». Vous conviendrez qu'ils n'y finissent pas. Qu'il s'agisse des droits traditionnels, civiques et politiques, des droits économiques, sociaux, culturels, encore bien loin pour plusieurs milliards d'êtres humains, qu'il s'agisse des nouveaux droits, des nouvelles responsabilités créées par les progrès de la science — je pense, bien sûr, à la biologie, — ils sont indivisibles et universels. Universels, comme la souffrance des hommes. (...)

« La tolérance est plus nécessaire que jamais lorsque reviennent au premier plan les fanatismes idéologiques, nationalistes ou religieux. Que l'an 2000 n'ait pas, selon le bon mot de Wole Soyinka, de nouvelles épidémies d'irrationalité avec leurs cortèges d'exclusives et de dénis. Puissent en l'an 2000 les hommes distingués entre leurs pays, et de quelque origine qu'ils soient, être en mesure de participer à une réunion comme celle-ci. (...)

« Résumons-nous. D'ici à la fin du siècle, il nous faudra faire face, en priorité, aux problèmes suivants : le développement et le désarmement, comme vrais facteurs de sécurité ; le fardeau de la dette, intolérable aux économies tant qu'aux peuples du tiers-monde ; la force de la tolérance face à la montée des fanatismes ; l'approfondissement et l'ouverture des systèmes nationaux d'éducation. D'ici à la fin du siècle, au fond, il reste deux années, la question à trancher sera de savoir : « Qui a peur de l'intelligence ? Qui a peur de la connaissance ? »

#### Bergers de l'humanité ?

Les participants n'ont d'autre légitimité que celle qui leur est reconnue par les opinions publiques, et plusieurs d'entre eux s'expriment parfois avec une « dévotion » du poids accordé à leurs paroles. A cause de leurs richesses, de leurs écrits, de leur courage, le public les a promus experts en incidents et bergers de l'humanité, mais ils restent modestes.

« La Fondation Nobel n'a pas encore trouvé le secret de donner aux lauréats, assure M. Elie Wiesel, en même temps que la gloire mondiale, la sagesse universelle. Mieux que quiconque, il savent ce qu'il leur reste encore à découvrir ou même à apprendre ». M. Jean-Marie Lehn pense de même : « Nous devons éviter

de nous précipiter pour la conscience des autres ».

Mais il faut, grâce leur « gloire », mieux que d'autres écrivains, M. Jean-Marie Lehn a expliqué que, sur les cinquante mille enfants qui meurent chaque jour de faim ou de maladies évitables, dix mille seraient sauvés par un vaccin qui coûte 2,50 F, rien n'était encore résolu mais cela était dit.

Certains participants auraient voulu aller plus loin dans les recommandations. Le sénateur Droits de l'homme, par exemple, dont le médiateur, M. François Gros, professeur au Collège de France et à l'Institut Pasteur, avait souhaité que l'ensemble de la conférence rédige la ratification des grands textes (Déclaration universelle des droits de l'homme) à laquelle se refusent la moitié des États, et que des moyens de pression soient prévus en cas de manquement au respect de ces droits.

Le professeur Roger Guillemin, Nobel de médecine en 1977, appartenait à ce groupe de travail et, lui aussi, déplorait que la résolution n'ait pas été reprise par la conférence. Et pourtant, il louait la « très haute qualité des débats », estimant seulement que la presse n'y fit pas comme elle l'aurait été aux États-Unis où il vit.

La conférence pouvait difficilement renouer à un consensus. Il n'imposait pas de réaliser des travaux. D'autres facteurs y ont aidé. Ce n'est pas un hasard si l'une des interventions les plus marquantes de la conférence a été celle du Nigerian Wole Soyinka. Sa dénonciation des fanatismes religieux a été suivie avec une force accrue par le fait que le premier Africain lauréat du

### Les embarras de la circulation

## La capitale en proie aux grands projets

(Suite de la première page.)

A quelques mois de l'élection présidentielle, le candidat Chirac prendrait moins que jamais le risque de froisser, par quelques mesures audacieuses, la susceptibilité de ses fidèles électeurs parisiens.

Mais, comme il fallait bien étoffer un dossier fort modeste, le maire a lancé des idées un peu plus neuves, dont la réalisation éventuelle n'interviendra que plus tard. La capitale s'est dotée, depuis 1983, d'un « système urbain de régulation des flux », le SURF. Près de deux cents carrefours du centre-ville, sur les mille deux cents que compte Paris, sont reliés à un ordinateur qui, selon les heures et la densité du trafic, leur impose un rythme de fonctionnement programmé à l'avance. Ce dispositif a réussi à « épouser » l'afflux croissant des voitures et à maintenir leur vitesse moyenne à 17 kilomètres à l'heure. Son extension prévue à l'ensemble des quartiers demandera encore dix ans et une somme estimée à 300 millions de francs. Mais déjà, il éprouve de grandes difficultés à gérer la saturation quasi permanente des grandes artères.

Pour essayer de l'améliorer, le maire propose d'y adapter un système qui fonctionne depuis des années chez M. Chaban-Delmas, à Bordeaux : la Gestion électronique de régulation du trafic routier urbain défilant les embouteillages, autrement dit, « Gertrude ». L'expérimentation aura lieu dès cette année dans un secteur limité de Paris et coûtera 10 millions de francs. Mais les spécialistes savent qu'il n'y a pas de remède miracle, surtout dans la capitale. Ils estiment que l'accélération du trafic, si elle a lieu, restera marginale.

Aussi, M. Chirac a-t-il été tenté par un autre projet, beaucoup plus révolutionnaire, sorti des bureaux d'études de la société des Grands travaux de Marseille. Il s'agit de forer dans les profondeurs parisiennes une toile d'araignée de

cinq autoroutes concentriques raccordées à un périphérique central. La capitale pourrait être ainsi traversée à bonne vitesse. Des trémies permettraient d'émerger dans le centre-ville. L'accès à ces voies invisibles serait strictement contrôlé et soumis à péage. Le maire a indiqué que le projet allait être mis à l'étude et que sa réalisation, s'il était retenu, prendrait au moins cinq ans. Il n'a pas caché que le risque était de voir arriver au cœur de Paris un flot de véhicules supplémentaires. Cette « solution » ne pourrait donc être fiable que si elle s'accompagnait d'une réduction drastique du stationnement en surface, ce à quoi on s'est toujours refusé jusqu'ici.

En tout état de cause, le petit train de mesures prévues aujourd'hui et les idées lancées pour demain ne concernent que les automobilistes. Or les véhicules particuliers n'assurent, au mieux, que le tiers des déplacements de ceux qui habitent, qui

travaillent ou qui font du tourisme à Paris. Pour les deux tiers, les déplacements dans la capitale sont assurés par les transports en commun. Sur ce chapitre pourtant essentiel, le maire, qui est aussi premier ministre, a été encore plus discret. Il demande simplement à l'Etat, à la région, aux syndicats des transports parisiens, à la RATP et à la SNCF de « prendre en considération trois priorités » : la desserte des quartiers sud-est de Paris, en plein développement mais fort mal lotis ; le doublement de la ligne A du RER, que chacun s'accorde à juger indispensable ; et la réactivation de la voie de Petite-Ceinture, sur la rive gauche.

#### Un contre-plan des socialistes

Lundi, au Conseil de Paris, l'opposition municipale tentera de démontrer, si elle parvient à s'exprimer, que M. Chirac s'attaque davantage à résoudre les difficultés d'une minorité d'automobi-

listes plutôt qu'à améliorer les déplacements de la majorité des Parisiens.

S'ils ont refusé de siéger au « comité municipal de la circulation », les élus socialistes ont formulé un contre-plan. Ils observent d'abord que 52 % des « ménages » parisiens ne possèdent pas de voiture et que, comme usagers de la rue, les piétons, les enfants, les personnes âgées, les handicapés, les mères de famille, les deux-roues, sont mis en danger par une circulation anarchique. Trois mille d'entre eux en sont victimes chaque année. Ils suggèrent donc que les passages pour piétons soient systématiquement protégés et que les zones piétonnes, dont la capitale reste très avare, soient multipliées.

L'effort principal, disent-ils en substance, devrait porter sur l'amélioration des transports collectifs : prolongation de certaines lignes de métro, nouveaux couloirs réservés aux bus, amélioration des services en soirée, les

dimanches et jours de fête, augmentation du nombre des taxis de 14 300 à 15 000. Ils soulignent, bien entendu, l'absolue nécessité de doubler la ligne A du RER et d'en prévoir aussitôt le financement. Leur suggestion la plus originale consisterait à recréer sur la Seine une ligne de coches d'eau desservant dix-sept stations dans la traversée de Paris, au moins pour desservir les sites touristiques et éviter ainsi la circulation des cars.

Ne souhaitant nullement proscrire les voitures, les socialistes proposent d'interdire le stationnement le long des grands axes, de créer dix mille places de parking en dehors de la voirie et de multiplier les aires de livraisons. Comme il est impossible de décongestionner la capitale sans traiter les problèmes de banlieue, les élus du PS réaffirment la nécessité de multiplier les parkings près des gares de la région Ile-de-France et aux portes de Paris. Ils avancent aussi une série de mesures destinées à faciliter les liaisons inter-banlieues afin d'éviter l'encombrement permanent du périphérique.

Enfin, ils soulignent l'incohérence fondamentale qui préside à l'aménagement de Paris et de sa région. On continue à construire des millions de mètres carrés de bureaux à l'Ouest, alors que les logements s'édifient plutôt à l'Est. Paris perd ses habitants mais renforce ses pôles d'activité. D'où un déséquilibre croissant habitat-emplois, qui oblige les Franciliens à se déplacer chaque année davantage. Les conseillers de gauche mettent ainsi le doigt sur un problème resté jusqu'ici sans solution : l'absence de coordination entre la politique d'urbanisme de M. Chirac et celle des maires de la région parisienne. L'opposition municipale pose ainsi de vraies questions, à la fois au maire de Paris, au premier ministre et au candidat à la présidence.

MARC AMBROISE-RENDU.

### GERTRUDE flèche Bordeaux

BORDEAUX. de notre correspondante

Les Bordelais roulent depuis 1973 avec GERTRUDE : le système de Gestion électronique de régulation du trafic routier urbain défilant les embouteillages. Sur tous les grands axes et dans le centre-ville, trois mille cinq cents capteurs sont installés sur la voirie. Des émetteurs sont fixés sur les véhicules des sapeurs-pompiers et sur les autobus. A partir de ces informations, un ordinateur central gère la circulation seconde par seconde. Averti de tous les incidents et accidents de parcours (voitures en double file ou carambolages), GERTRUDE règle le débit des véhicules en jouant des feux de circulation. Le principe consiste à ne laisser filtrer que le volume de voitures susceptible de s'écouler par les

goulets d'étranglement des carrefours.

Les méchantes langues prétendent que le système sert avant tout à maintenir une circulation fluide dans le centre, quitte à créer des embouteillages en amont de la ville. L'ingénieur Christian Franceries, « père » de GERTRUDE, s'offusque de ce raccourci. « Couper le système, et vous voyez la catastrophe ! », s'écrie-t-il. Il signe des chiffres. Toutes les mesures effectuées depuis 1976 montrent que l'on gagne 50 % de temps dans la traversée du centre de Bordeaux en voiture. Les transports en commun améliorent leurs performances de 48,5 %. Les économies de carburant oscillent entre 20 et 35 %. La pollution d'origine automobile a baissé depuis l'entrée en scène de GERTRUDE de 66 %. L'ordinateur n'apprécie pas le mauvais temps. En février

1985, le tonner et l'inondation firent disjoncter GERTRUDE, semant la pagaille à tous les carrefours.

Coïncidant dans les embouteillages météoriques sur l'un des trois ponts menant à Bordeaux, les automobilistes doutent souvent de l'efficacité de GERTRUDE. Idem le soir entre 17 et 18 heures. « Le système n'est pas en cause, affirme M. Christian Franceries. GERTRUDE n'a pas de limites... sauf la capacité de la ville. Si les rues étaient trois fois plus larges, on ferait passer trois fois plus de voitures. »

Le système GERTRUDE a été mis au point et est commercialisé par une société d'économie mixte associant EIR à la communauté urbaine de Bordeaux. Il équipe les villes de Fort-de-France, Dex, Mont-de-Marsan, Lisbonne et Rennes. Ces deux dernières villes l'ont payé respectivement 16 millions et 10 millions de francs.

SINETTE DE MATHA.

هكذا من الاصل



هكذا من الاجل

# Société

## JOURNAL D'UN AMATEUR par Philippe Boucher

L'EFFET, toujours, est le même. Il suffit de quelques heures d'avion, le temps d'affronter deux ou trois escales (ah ! les salles de transit !), et la France s'évanouit. Ses soucis, qu'elle voit sans pareils, et ses problèmes, qu'elle croit incompréhensibles, ne survivent pas à l'odeur du kérosène et à la sensation d'humidité qui, mêlées, donnent, ignorerait-on où l'avion s'est posé, la certitude d'être à l'autre bout du monde.

Non, certes, que l'on oublie sa nationalité, encore moins qu'elle soit reniée (quelque envie qu'en vienne parfois au vu de certains compatriotes (1)). Mais cette nationalité est momentanément en vacances. Son titulaire s'en déclare affranchi, d'ailleurs de l'inévitable solidarité que se crée, pour le meilleur et le pire, l'appartenance à une nation.

Qu'est-ce, d'ailleurs, à la dimension d'une planète, que les zigzags de la cohabitation, les inconnues de l'élection présidentielle, et même les défaillances économiques, et même le chômage, et même les délires d'un parti politique dont, à distance, l'appellation de « national » paraît bien incongrue ?

Qu'est-ce que cela à l'aune de contrées où tout se conjugue pour les rendre dangereuses ou inquiétantes à ceux qui y vivent le climat, le régime politique et l'inertie économique ; l'ignorance, la maladie, et jusqu'à l'incertitude d'être un pays dont l'existence est irréversible ? Ces pays qui ne vont aux urnes que sur l'ordre de celui qui doit en sortir vainqueur, où l'armée recrute plus que l'éducation nationale, où le pain n'est quotidien qu'un jour sur deux, où la maladie n'est permise qu'aux plus riches, où l'économie n'offre rien entre l'usine et l'échoppe, où même la liberté d'aller et venir doit être réclamée ? Comme elle paraît courte et en même temps outrancière, quelle que soient les distances individuelles, la liste des maux dont il n'est pas de jour que l'Europe ne se plaigne, ne cherchant qu'en dehors d'elle-même, de ses frontières et de son unité, des remèdes !

A France est quittée à l'instant du décollage, mais il s'en fait de ceux où trois jours que l'œil se fasse au nouveau paysage : nouvel ordre, nouvel alphabet des valeurs et des choses. Le décalage horaire n'est pas le plus grand fait. Une nuit de sommeil et le voilà effacé !

Le voyage aérien n'est-il pas le moyen de transport qui crée les effets de ce décalage, mais les guérit au fur et à mesure ? A bord, tout est fait pour que l'écoulement du temps, tel qu'il résulte des pendules restées à terre, ne dépende que des mouvements de l'appareil.

Sinon, quelle pendule faudrait-il prendre en compte ? Celle du départ, ou celles qui se succèdent d'escale en escale, si ce n'est même celle du point d'arrivée ? Non, c'est l'avion qui définit son temps, au rythme de ses étapes.

Après chacune d'elles, manger. De repas en en-cas et de médanoche en goûter, le temps cesse d'être un point de repère pour n'être plus qu'une durée. La nuit succède au jour à des allures qui font fi du système solaire, et le voyageur, affranchi du temps qu'il a quitté, est prêt à se soumettre à un autre, provisoirement.

## Temps

MAIS l'œil ne l'entend pas de cette oreille. Il est resté à la traîne, outil indocile qui charrie encore dans sa mémoire des scories d'Occident. Dans un premier temps, on se souvient par la logique. Autrement dit, je vois cela parce que je suis ici ; et pas encore : je vois cela parce que cela est.

Moment d'inconfort, au point de se poser la question. Pourquoi rester dans un endroit, aussi séduisant qu'on le devine, dont il faut, minute après minute, se prouver pour soi l'existence ? Puis le malaise passe, l'œil cesse d'être un relais rebelle et l'esprit s'ouvre sans renâcler. Quel voyage n'est pas une initiation ?

AUTREFOIS (et encore fallait-il que le temps le permit : la neige ne gelaît pas que les os, mais aussi toute idée de départ), il devait falloir huit gros jours pour aller de Rodez à Paris.

Un chiffre tout approximatif, dont il serait facile de vérifier la juste ou l'injuste évaluation en allant piocher dans M<sup>me</sup> de Sévigné. Elle précisait ce genre de choses. Mais pourquoi diable surait-il fallu emporter la marque et risquer l'exercice de bagages ? Pourquoi s'embarrasser de modèles épistolaires ? Allait-on écrire des lettres, ou même ces fichues « cartes postales » dont le métier est toujours un hommage à l'hypocrisie, dans un pays dont le service postal sert beaucoup

plus à occuper des postiers qu'à acheminer le courrier ?

En huit jours, aujourd'hui, n'importe quel pékin, grossiste en légumes, négociant en délicatessen ou courtier en frites, surpasse Bougainville, Cook, La Pérouse, Jacques Cartier et le comte Volney. Mais aucun de ces ersatz contemporains du désir de connaître ne risque d'être bouloté par les cannibales ou trucidé par les végétariens. Au plus d'être dupé par un marchand qui lui vendra, la main sur le cœur, les bras de la Vénus de Milo, la tête de la Victoire et le crâne de Rameau et en fait un mec ». A la même allure. Avec les mêmes égards.

C'est qu'aujourd'hui on ne voit plus rien. Le voyage devient goût, potée et marmite perpétuelle. Tout se mêle pour une saveur unique qui est à la fois, quelle que soit la destination. On « fait » la Chine comme « on se fait une nœlette », et Zanzibar comme « on se fait un mec ». A la même allure. Avec les mêmes égards.

Le temps efface la plantation, qui a elle-même pulvérisé le musée, lequel a réduit à rien le coucher du soleil, à cause de quoi le bas-relief est devenu plat comme une perte de mémoire. Le voyage achevé (quel mot !), il reste le souvenir d'être allé quelque part. Mais où ?

Il reste l'exploit imbécile d'avoir franchi 30 000 kilomètres en huit jours, d'avoir eu chaud quand nos congénères avaient froid, de s'être baigné quand ceux-ci s'emmitouffiaient et la vanité d'opposer bientôt le hâle à leur teint de lait.

La belle affaire ! Un conteneur bien arrivé en accomplit tout autant sans en faire un fromage, encore moins un papier paraissant le vendredi !

TS ! Tas ! dit la conscience : trop de sévérité nuit à la vraisemblance. Paris est le plus doux des déchirements. Cela peut même donner l'impression que nous quittons ceux qui nous quittent. Il sera bien temps, le moment venu, de confesser que celui qui est parti n'est pas celui qui s'en est allé !

Entre-temps, la réalité est là : couleurs, parfums, odeurs, formes, frontières abolies. Demande-t-on aux charmes du rêve le prix et la durée de ses illusions ?

« Waiter, please, another Big Bamboo ! »

(1) Du temps de M. Giscard d'Estaing, une campagne publicitaire avait été lancée pour rappeler à chaque voyageur français qu'il était l'ambassadeur de son pays. L'idée pourrait être reprise.

## ENVIRONNEMENT

### Des « sources » radioactives disparaissent du centre anticancéreux de Dijon

La préfecture de Côte-d'Or a lancé, jeudi 21 janvier, à l'initiative du Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI), un appel pour tenter de retrouver deux « sources » radioactives de césium 137 à usage médical dont la disparition a été constatée la veille au centre anticancéreux Georges-François-Leclerc de Dijon.

Signalée mercredi, la disparition « inexplicable » de ce matériel thérapeutique, régulièrement contrôlé et stocké dans des conditions rigoureuses de sécurité, a justifié le déploiement immédiat du SCPRI. Les recherches à l'intérieur de l'établissement étant restées infructueuses, le SCPRI a décidé d'informer la population par voie de presse, afin de recommander « à toute personne qui découvrirait ou aurait découvert l'une ou les deux sources de ne pas les saisir ou les manipuler », et d'avertir les services de sécurité civile.

Ces sources se présentent sous la forme de gaines métalliques souples de 4 millimètres de diamètre, longues l'une de 19 centimètres et l'autre de 28 centimètres et contenant chacune des capsules radioactives proprement dites. Elles sont habituellement conservées dans un

conteneur plombé dont la fermeture est garantie par un système de verrouillage, lui-même entreposé dans une salle forte à l'étage de traitement.

Dans le cas, « échappant à toute logique », selon le directeur de cabinet du préfet, où ces sources auraient été laissées à l'air libre, elles auraient pu attirer l'attention d'un visiteur, les familles des malades ayant accès à l'étage de traitement.

[De tels incidents sont fort rares, mais ce n'est pas la première fois que sont signalés, dans des centres de recherche ou des hôpitaux, des « disparitions » de sources radioactives, souvent dues à des erreurs de manipulation. Dans le cas de Dijon, à des négligences. Négligences parfois lourdes de conséquences, comme ce fut le cas il y a quelques mois à Columbia au Brésil, où une capsule de césium 137 abandonnée dans les débris d'un institut de radiothérapie a provoqué la mort de quatre personnes et en a contaminé deux cent quarante-huit autres. Il est vrai qu'en France, un ferrailleur avait eu la malencontreuse idée de fonder la source, laquelle avait ensuite été manipulée par plusieurs personnes, notamment par des enfants. A Dijon, cependant, les sources « égarées » sont protégées par des gaines.]

## REPÈRES

### Cancer

#### Des malades algériens refusés à Lyon

Le conseil d'administration du centre anticancéreux Léon-Bérard, à Lyon, a pris la décision de ne plus accepter dans les services de soins de son établissement les malades en provenance d'Algérie. Cette mesure ne concerne que les adhérents. Les traitements des patients actuellement hospitalisés seront poursuivis, et les urgences assurées. Cette décision rend public un contentieux qui oppose la direction du centre aux Caisses de sécurité sociale algériennes. Celles-ci doivent en effet 17 millions de francs au titre de l'année 1987 (environ 10 % du budget d'exploitation du centre anticancéreux).

### Chambres à gaz

#### M. Decaux réfute la thèse Roques

M. Alain Decaux, dont le soutien avait été publiquement invoqué par l'avocat de M. Henri Roques, l'auteur de la thèse annulée, réfute vigoureusement les conclusions de ce travail. M. Decaux estime que la thèse « prise au pied de la lettre, ne contient pas la négation des chambres à gaz », mais que « tout son environnement, l'attitude et les déclarations de son auteur, prouvent que M. Roques agit avec les lions ». L'avocat de M. Roques s'était appuyé (le Monde du 16 janvier) sur une citation du livre de M. Alain Decaux Histoire en question : « J'estime que M. Henri Roques est aujourd'hui l'homme qui connaît le mieux l'affaire Gerstein. Même s'il tire de ses recherches des conclusions qui ne sont pas toujours les miennes ». M. Decaux confirme aujourd'hui la qualité des recherches effectuées par M. Roques à propos de Kurt Gerstein. Mais les contradictions relevées dans le témoignage de cet officier SS antisémite, ne conduisent nullement, selon l'historien, à le rejeter globalement comme le fait M. Roques, pour finalement jeter le doute sur la réalité des gazages.

### Université

#### Une agression à Lyon-III

M. Jean-Paul Allard, professeur d'allemand à l'université Lyon-III, a été agressé le 14 janvier sur le parking de la faculté par plusieurs personnes portant des cagoules. Président du jury de la thèse révisionniste de M. Henri Roques tendant indirectement à nier l'existence des chambres à gaz, M. Allard fait partie du comité national de soutien à la candidature de M. Jean-Marie Le Pen, à la présidence de la République. Au début de janvier, soixante-dix enseignants de Lyon-III avaient déposé dans une pétition l'« assésilation inacceptable de la violence » dans cette université, à la suite de plusieurs agressions commises contre des étudiants par des militants d'extrême droite.

### SIDA

#### Justice pour les hémophiles

Pour la première fois, une dizaine d'hémophiles français veulent obtenir réparation pour avoir été contaminés par le virus du SIDA. Cette contamination est due à l'utilisation de produits thérapeutiques fabriqués à partir du sang. Les hémophiles ont décidé d'engager une action en rétractation devant le tribunal administratif de Paris afin qu'il désigne un expert, indique leur avocat, M<sup>re</sup> Jean-Paul Levy.

Groupés en Association des poly-transfusés, présidée par le pianiste Jean Perrot-Garnier, ils reprochent aux centres de transfusion sanguine d'avoir continué à utiliser des produits sanguins contaminés ou susceptibles de l'être durant l'été 1985, voire avant.

Ils font notamment valoir qu'à cette période, des produits de traitement sûr pouvaient être importés ou encore que ceux fabriqués en France pouvaient être rendus sans risques graves grâce à un procédé de chauffage.

# AU BON MARCHÉ

## LES COLLECTIONS PERSANES C'EST RIVE GAUCHE

### 20% SUR LES TAPIS D'ORIENT

EXPOSITION-VENTE JUSQU'AU 26 MARS - 2<sup>e</sup> ETAGE

Le tapis d'Orient, tradition vivante, richesse culturelle, placement éternel... Sa noblesse de fabrication, son originalité, sa variété en font une œuvre d'art inimitable.

Cette année encore, François Olivier, acheteur, est allé chercher au début de l'été les tapis les plus authentiques en Turquie et Iran. En Anatolie, il a sélectionné des Kizil aux dominantes rouges garance et bleu indigo, des Heraks fins en laine, des Yastiks des nomades Yuruk...

En Iran, accompagné d'un guide, il se rend dans la région du Tchahar-Mahal, au sud d'Ispahan pour rejoindre les tribus Bakhtiari.

A Tchalehchotor, Saman, Shir-E-Kord... il a le privilège d'assister à la confection des Bakhtiari, tapis les plus recherchés pour leur solidité et surtout leurs teintures végétales.

En vous proposant les tapis d'Orient que les tisserands villageois ou nomades ont noués pour leurs propres besoins ces derniers décennies, le Bon Marché vous fait profiter d'œuvres uniques, simplement parce que pour retrouver l'authenticité, le Bon Marché est allé directement sur place.

Certificat d'origine, expertise, conseil, restauration, entretien, garde, présentation à domicile. Le Bon Marché, une équipe d'experts au service de l'authenticité.

Crédit 3 mois sans frais à partir de 5 000 F sans intérêts non cumulables.

TCHALEHCHOTOR Iran (Kord), dimensions : 307 x 210, tapis des tribus Bakhtiari décoré exceptionnel de motifs de fleurs de sa couleur exclusive et l'utilisation de teintures végétales.

DU 1<sup>er</sup> OCTOBRE 87 AU 15 MAI 88

# LONDRES GRATUIT

## Brittany Ferries

Toutes agences de voyages et (1) 42 96 63 25

Pour votre

# DEMEUNAGEMENT

## ODOUL

16, rue de l'Atlas - 75019 Paris 42 08 10 30

AGENT DE demeco

(Publicité)

### T.J.P. Informatique vous propose ses compétences PICK SYSTEM :

Logiciels spécifiques et standard - Micro-ordin. comp. PC sous PICK

Connexion Micro/Mini sous PICK

Contactez-nous au : 46-60-15-50 - 28, avenue du Maréchal Foch 92260 Fontenay-aux-Roses

# SENEGAL

Interrompez l'hiver et partez au soleil.

## CHARTERECO

Paris-Dakar-Paris... Vol spécial 2900F

## ILES DU SALOUM

1 semaine en demi-pension à partir de 4700F

Hôtels, clubs, circuits-découverte

DAKAR, PETITE COTE, CASAMANCE

### REPUBLIQUE TOURS

L'Agence de la République 75011 Paris 43 55 39 30

72 rue St-Jacques 69002 Lyon 78 37 12 38

et dans votre agence de voyage.



# Le Monde SPORTS

BOXE : le championnat du monde des lourds

## Tyson, frère noir de Rocky

Dix mois après le « combat historique » Hagler-Leonard (le Monde du 4 avril 1987), l'Amérique s'offre, le vendredi 22 janvier, à Atlantic City pour quelque 50 millions de dollars, une nouvelle « rencontre du siècle » d'un autre genre. Larry Holmes, trente-huit ans, à la retraite depuis vingt et un mois à la suite de deux défaites contre Michael Spinks, affronte Mike Tyson, vingt et un ans, détenteur du titre mondial unifié

OS. Passos ou Steinbeck auraient-ils écrit un livre dont le héros aurait été un personnage comme Mike Tyson ? Ce n'est pas sûr ! La vie du champion du monde des poids lourds est une accumulation de clichés caricaturaux sur le monde de la boxe et les mythes américains : l'enfance misérable dans un ghetto new-yorkais, la délinquance, la rédemption par la boxe, la réussite. C'est énorme. Et, pourtant, Mike Tyson a bien suivi cet itinéraire qui le conduit à affronter un homme de dix-sept ans son aîné, avant d'exécuter pour la chaîne câblée HBO un contrat de 26 millions de dollars portant sur la retransmission des six prochains championnats du monde.

Il n'y aurait que Paul-Louis Sauter pour écrire aujourd'hui pareille histoire. Elle commence très mal pour Mike Tyson. Il n'a pas perdu sa première dent que son père a disparu de la maison. Institutrice à Brooklyn, dans un quartier noir plus dangereux que le Bronx, Bedford Stuyvesant, sa mère le gèle mais n'a pas le courage de s'en occuper autrement. A dix ans, Mike pèse près de 80 kilos, et ne sait pratiquement pas lire. Les loubards du quartier l'ont pris comme souffre-douleur. Selon les jours, il se fait « piquer » ses chaussures ou se fait « tabasser ». Laisse béton !

Grand blond, Mike s'intéresse surtout aux pigeons. Il est placide. Jusqu'au jour où un des « cists » qui le martyrisent étrangle les oiseaux qu'il est en train de nourrir. Mike se met alors à « cogner ». Il découvre sa force en même temps qu'il éprouve du plaisir à frapper. Et il s'arrête plus. A Brooklyn, c'est un billet direct pour la délinquance. « J'ai arraché des sacs à des femmes, j'ai brisé des vitres. J'ai fait des trucs horribles », confesse-t-il aujourd'hui. Tant est si bien que, à treize ans, il se retrouve dans un pénitencier pour enfants dans le nord de l'Etat de New-York.

« Comme au bon vieux temps »

Ici s'arrêtent les malheurs de Mike Tyson. La rédemption du mauvais garçon commence. Un des éducateurs du centre de redressement est un ancien champion de boxe amateur : Bob Stewart. Il fait passer les gants au gamin-bibendum, dont la fiche signalétique mentionne « retardé mental ». Le résultat est dévastateur. La salle du pénitencier n'est pas à la dimension de Mike Tyson.

Stewart l'adresse à son ancien entraîneur, Cus d'Amato. Le bonhomme, alors âgé de soixante-dix ans, est à lui seul un chapitre de la « légende des rings ». Il est borgne. Il a connu la violence et la prison. C'est un maître à boxer. Il a fait de Floyd Patterson le plus jeune champion du monde des poids lourds. Les poulets ont une boxe très particulière, fondée sur l'esquive, la vitesse et la puissance. Sa salle, qui est située à Castskill, en bordure de l'Hudson, est installée au-dessus du poste de police local. Le gamin y va pour sortir du centre de redressement. Après le premier entraînement, Cus d'Amato s'approche de Mike Tyson : « Si tu restes avec moi, et si tu le veux, tu seras champion du monde ».

Quelques semaines plus tard, le gamin s'installe dans une des quatre pièces de la maison de l'entraîneur. Quelques mois plus tard, Cus d'Amato devient le tuteur légal de Mike Tyson, dont la mère vient de mourir d'un cancer. L'apprenti boxeur a alors seize ans. Il en a dix-neuf quand d'Amato meurt, à soixante-dix

(WBA, WBC, IBF), pour tenter de réussir là, où en leur temps, Max Schmeling, trente-deux ans, Joe Walcott, trente-neuf ans, Mohamed Ali, trente-huit ans, ont échoué : la reconquête du titre mondial des poids lourds. L'orgueil semble la principale motivation de Holmes, qui est riche et qui a été champion pendant sept ans. Pour Tyson, dont la fortune est déjà faite, il s'agit de succéder à Ali.

occupe toujours la maison, désormais flanquée d'un vaste pigeonier. Il ne s'habille pas de costume rayé voyant mais de tweed souple. L'Américain moyen a envie de l'inviter chez lui pour le week-end. Il n'hésite donc pas à payer très cher une place dans un hôtel de Las Vegas ou d'Atlantic City pour le voir défendre son titre.

C'est ce qu'il fait quatre fois en 1987 aux dépens de James Smith (aux points), Pinklon Thomas (arrêt de l'arbitre), Tony Tucker (aux points) et Tyrrell Biggs (KO). Cela gonfle son compte en banque sans réellement ajouter à sa gloire. Pour devenir « le plus grand », il lui faut subir



Pinklon Thomas a été l'un des vingt-sept victimes de Tyson.

même, il va jouer la carte de l'identification nostalgique aux anciens grands-poids lourds. Dès son premier combat professionnel, le 6 mars 1985, il apparaît sur le ring au short noir large comme Jack Dempsey, et torse nu comme Rocky Marciano.

Et, « comme au bon vieux temps », il combat souvent. Ses quinze premiers combats ne le retiennent entre les cordes que quarante minutes et vingt-cinq secondes au total. Le temps d'un clip spécial « KO » qui est envoyé sur cassettes aux cinq cents journalistes spécialistes de boxe aux Etats-Unis. Après les coups de poings, c'est le coup de génie : tout le monde veut voir Tyson, alors que la cote des champions olympiques de Los Angeles, lancée à grand renfort de publicité, décline : « C'est un Rocky Marciano noir. En plus grand et plus fort », commente Jack « Raging Bull » La Motta, le tombeur de Marcel Cerdan.

Une aubaine pour le promoteur des combats poids lourds Don King, qui cherchait désespérément un successeur à Mohamed Ali (Cassius Clay) ! Il n'a aucun mal à convaincre une chaîne de télévision de couvrir les frais de la conquête du titre mondial pour le nouveau prodige. D'ailleurs, Tyson ne perd pas de temps : le 22 novembre 1986 à Las Vegas, il terrasse en deux rounds le Canadien Beribich, devenant à vingt ans le plus jeune champion du monde des poids lourds pour son vingt-septième combat professionnel.

L'enfant pauvre de Brooklyn est donc devenu riche et célèbre. Un nouveau chapitre de son existence débute : la « starification ». Le personnage qui apparaît sous les projecteurs de l'actualité n'a absolument plus rien d'un retardé mental. Les managers Jimmy Jacobs et Bill Cayton, qui ont débuté dans la publicité, offrent de lui une image qui fait « craquer » l'Amérique. Pêcheur repent, il assure les vieux jours de l'épouse de Cus d'Amato, dont il

Le dixième Rallye Paris-Alger-Dakar

## Le virus de l'aventure

A la veille de la dernière étape, le Rallye Paris-Alger-Dakar a connu un nouveau drame. Alors que les concurrents et la caravane qui les accompagne ralliaient Nouakchott à Richard-Toll en Mauritanie, jeudi 21 janvier, en groupe puisque l'étape avait été une nouvelle fois annulée, deux spectateurs ont été fauchés par une voiture. Il s'agit d'une femme et de son enfant, morts sur le coup.

L'accident s'est produit à 25 kilomètres de Rosso, près de la frontière sénégalaise. Le véhicule serait, d'après les premières informations,

DAKAR de notre envoyé spécial

Tout le monde en convient : le « Dakar » 1988 est raté. Même Gilbert Sabine, son directeur, l'a publiquement reconnu (le Monde du 22 janvier). Il flotte sur l'ensemble de la troupe — quelque 2 500 personnes dans les périodes de pointe — un air de déconvenue qui ne trompe pas. Y aurait-il quelque chose de pourri au royaume de Thierry Sabine ? Le mal le plus évident est cette fuite en avant vers le « toujours plus ». Six cents concurrents, c'est beaucoup trop pour des bivouacs, sinon conviviaux, du moins vivables. Et cela étale tellement les départs des étapes que les derniers partis, fatalement, roulent une partie de la nuit. Autant dire que pour beaucoup la « grande aventure africaine » se traduit au quotidien par une « galère pas possible » qui consiste à entrer la nuit dans un terrain déjà difficile le jour, en mangeant très peu et en dormant encore moins. Comment, dans ces conditions, apprécier les « paysages fabuleux » qui sont annoncés le matin au briefing ?

L'inflation a gagné l'entourage de la course. Trois hélicoptères et plus de trente avions sillonnaient chaque jour le ciel pour acheminer les organisateurs, les équipes d'assistance et les suivants. Cela donne un ballet aérien qui mobilise beaucoup d'énergie et renchérit forcément le prix de revient du rallye aux dépens des concurrents.

Le trop grand nombre des concurrents a conduit le directeur de la course, René Metge, à placer d'emblée un obstacle majeur pour faire chuter 30 % des inscrits dès la première spéciale. « Ce sont les concurrents eux-mêmes qui me l'avaient demandé », affirme René Metge. Ils étaient frustrés de ne pas connaître les franchises de dunes qui n'apparaissent lorsqu'ils n'étaient plus en course. Quel qu'il en soit, cette décision a été redoutablement efficace mais aussi très destructrice. « Je n'aurais jamais vu pareille hécatombe de motards », dit un chauffeur de camion-balai, lui-même ancien motard. Des gars découragés monstrent dans le camion en abandonnant leur bécane toute neuve. C'était navrant. « Aucun des side-cars engagés dans la course n'a pu franchir ce premier obstacle. A la limite, c'est de l'escroquerie de

l'une des voitures appartenant à la Société Sierra-Production chargée de réaliser des films sur la course.

Alors que le dixième rallye parcourt ses derniers kilomètres d'aventure sur la plage de Dakar, le bilan de cette épreuve se fait plus lourd. Depuis le départ de Paris, le 1<sup>er</sup> janvier, six personnes ont trouvé la mort sur les pistes africaines. Trois concurrents, le navigateur néerlandais Kees Van Looyezyn, le copilote français Patrick Canado et le motard de la gendarmerie Jean-Claude Huger, ainsi que trois spectateurs.

les avoir inscrits en sachant pertinemment qu'ils perdraient leur argent.

De l'argent, Thierry Sabine Organisation en brasse beaucoup. On n'emporte pas une troupe aussi fournie dans les coins les plus reculés sans faire cracher au bassin. Un mécanicien dans un avion coûte 50 000 F (comme un stock de pièces détachées dans un camion). Le chiffre peut doubler lorsqu'il s'agit d'invités pris en charge par une grande marque.

L'hécatombe dans les dunes a su une autre conséquence : faire perdre leur assistance (auto ou camion) à nombre de ceux qui sont restés en course. Pourtant, les pilotes d'assistance devaient rouler jour et nuit : « J'ai passé cinq jours sans dormir avant d'arriver à Agadez », raconte un camionneur Lada. Heureusement qu'ils nous donnent notre « biberon » chaque jour — un mélange d'opium qui empêche de dormir, — on ténit, mais on flotte un peu. Certains n'ont pas tenu. Deux camions de l'organisation chargés d'apporter le kérosène aux hélicoptères ont eu des accidents dus, pour l'essentiel, à la fatigue des chauffeurs.

Année noire

Au fil des ans, les étapes n'ont cessé de s'allonger et de se durcir, et les véhicules d'augmenter leurs performances. Un camion comme celui du Hollandais Jan de Rooy, qui atteint les 200 kilomètres à l'heure, devient un risque permanent pour les autres concurrents. De « rallye des camionnettes », le Dakar 88 a viré à la domination des bolides qui prennent chaque année plus de risques sur un terrain qui interdit pourtant les grandes vitesses. « Plus le rallye est dur, plus il profite aux professionnels », reconnaît Ari Vatanen, qui n'a pas été autorisé à prendre le départ de la dernière étape après l'affaire du vol de son véhicule à Bamako.

A cette dérive s'est ajoutée une série d'accidents tragiques : trois

morts parmi les concurrents, trois morts dans le public et deux paralysés à vie. « C'est une année noire », a reconnu René Metge, tout en expliquant que « les accidents n'ont rien à voir avec la course » et sont dus, très souvent, à des défaillances mécaniques...

Mais plus la course est difficile et dangereuse, plus elle attire la « clientèle Dakar », c'est-à-dire les passionnés qui veulent mettre à l'épreuve leur résistance physique et surtout les performances de leur engin.

Cette passion forcée apparaît aussi bien chez les vétérans qui s'obstinent qu'avec les nouveaux venus qui découvrent. Ainsi le motard Alain Padou, quarante-neuf ans, qui avait fait les six premiers Dakar et qui n'a pu résister à l'appel de ses compagnons motards. Il a donc « remis ça » l'an dernier, mais a dû abandonner à Ghardaia (Algérie) après une chute qui lui a cassé la clavicule. Malgré cette contre-performance, il a repris le guidon cette année, a refait une chute et s'est cassé le pied au Niger. Au lieu de rentrer chez lui, il a suivi le rallye en avion jusqu'à Dakar, clopinant ornement sur ses béquilles.

Autre exemple : ce jeune pompier du Nord qui, après avoir économisé pendant trois ans, s'est lancé dans le Dakar seul. Il a calé dans les dunes d'El Oued, mais il a refusé de monter dans le camion-balai pour ne pas perdre sa chère BMW. « J'ai mis quinze heures à la sortir », dit-il en la contemplant amoureusement. Il a suivi le rallye jusqu'à Dakar en passant par des pistes détournées pour ne pas perdre ses 10 000 francs de caution. « Si je le refais l'an prochain, je prends une assistance. » Le virus du Dakar, subtil mélange de mécanique, d'Afrique, de « galère » et d'aventure, l'a contaminé à son tour.

ROGER CANIS.

Pour un meilleur prix  
rendez-vous visite  
avant de commander  
votre PEUGEOT



Plus vite,  
moins cher!

NEUBAUER  
PEUGEOT

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

### LES HEURES DU STADE

#### Basket-ball

Championnat de France. — (6<sup>e</sup> tour retour), samedi 23 janvier (A 2, 15 heures, Samedi-passion : Nantes-Villeurbanne en direct).

#### Boxe

Championnat du monde. — Poids lourds, samedi 23 janvier, à Atlantic City (E-U) : Mike Tyson-Larry Holmes (Canal +, 4 h 25).

Championnat du monde. — IBF plume, samedi 23 janvier, à Gernersheim (Suisse) : Antonio Rivera-Colvin Grove (la 5, à partir de 22 h 25).

#### Football

Tournoi de Los Angeles. — Bordeaux-Cologne (TF 1, dimanche 24 janvier (en différé à 23 h 10).

#### Hockey sur glace

Championnat de France. — 4<sup>e</sup> tour des play-off, vendredi 22 janvier à 20 heures : Fran-

cois Volants - Villars-de-Lans. Samedi : Mont-Blanc-Briançon ; Rouen-Gap.

#### Patinage de vitesse

Championnat d'Europe. — A La Haye (Pays-Bas), jusqu'au dimanche 24 janvier.

#### Rugby

Championnat de France. — Samedi 23 janvier (Canal + à 16 h 35) : Racing-Club de France-Stade toulousain.

#### Ski alpin

Coupe du monde. — Descentes et super-géant messieurs, samedi 23, dimanche 24 et lundi 25 janvier, à Loches-le-Beins (Suisse). Descente et slalom dames, samedi 23 et dimanche 24, à Badgastein (Autriche).

#### Tennis

Internationaux d'Australie. — Melbourne, jusqu'au dimanche 24 janvier (la 5, finale dimanche, à partir de 14 h 15).

هكذا من الاجل



Face à ces détresses, il est impossible au MEPE comme au personnel médico-social de s'en tenir à toutes les conditions de la loi.

**Bien qu'une inculpation sous ce même motif ait abouti à Metz en mars 87 à un non-lieu, les adversaires de la loi persistent dans leur intolérance.**

## METZ ET LYON : LE PLANNING FAMILIAL DEUX FOIS INCULPÉ

Ces victoires ont été celles des femmes mobilisées dans un même élan. Aujourd'hui, quelques réactionnaires de l'Union départementale des associations familiales du Rhône (UDAF) taquent le Mouvement français pour le planning familial. Ils accusent ses militantes de « propagande » (Code de la santé publique, article 647 L). Ils veulent les faire passer pour ce qu'elles sont pas : des avorteuses.

Est-il illégal de dire aux femmes décidées à avorter où peut être pratiquée l'intervention ? Les femmes sont adultes et savent ce qu'elles veulent ou ne veulent pas vivre ou faire vivre dans un monde en crise.

**EN 1992 : L'EUROPE !** Et il serait encore interdit, en 1987, en France, de parler des pays européens où la législation correspond mieux au droit des femmes ?

**Abrogation de l'article 317 du Code pénal ! Abrogation de l'article 647 L du Code de la santé publique !**

**ASS. POUR AIDE ET ACCUEIL FEMMES EN DIFFICULTÉ**; ASSOCIATION PROPREMENT CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES AU TRAVAIL; ASS. DES FEMMES JOURNALISTES (AFJ); AFPA; CENTRE AUDIOVISUEL SIMONE DE BEAUVOUR; CNAFAL; COLLECTIF FÉMINISTE CONTRE LE VIOL; CONFÉDÉRATION SYNDICALE DES FAMILLES; DIALOGUES DE FEMMES; FASTI; FCPE; FOL; GRAMIN SEL. RENCONTRES JEUNES FEMMES; LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT; LIGUE DES DROITS DE L'HOMME; SOS FEMMES ALTERNATIVES; FÉDÉRATION DE L'ÉDUCATION NATIONALE (FEN); SYNDICAT DES AVOCATS DE FRANCE (SAF); SCOP, CFDT; SYNDICAT NATIONAL DE LA MAGISTRATURE (SNM); SYNDICAT NATIONAL DES CHercheURS SCIENTIFIQUES (SNSC); SYNDICAT NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (SNEP); UNION NATIONALE DES ÉLÉMENTS DU MOUVEMENT FÉMINISTE (UNEMF); PARTI SOCIALISTE (PS); MOUVEMENT POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS (MPPT).

[illegible]

RÉGION PARISIENNE : AUBIER Marie-Claire (ass. sec. europ.), AUDRY Claude (docteur), BARBERIS Marie (européen), BARBOUX Hugues (européen), BEAUDEAU Marie-Claude (docteur), BELLANGER Monique (documentar.), BERNIERON C. (médical), BERTHAUD Sylvie (médical), BIDART Denise (anthrac.), BIGLE Laurence (médical), BLANQUET Yvonne (anthrac.), BONNEMAISON Gilbert (docteur-mus.), BOUSBIEUX Dominique (médical, bureau ANCI), BOUTHER François (hist.), BRAZZINI Elisabeth (médical), CHARRAZ Evelynne (bibliothé.), CASAGRANDE Sonia (doct.), CENTRE DE FORMATION AUBERVILLIERS (35 élèves), CENTRE DE FORMATION AUBERVILLIERS (doct., jeunes ent.), CHASTAGNIER Marielle (médical), CHATAIGNER Jacques (dir. de la LETTRES), CHEMIN Catherine (essay.), CHOMBAROT de LAUJUE Marie-José (psycho-soc.), CLARISSIMO (médical), CREUSY Marie-Jo (docteur), DELMAS Catherine (médical), RICHET J.-N., FLATOFF Michèle, PRELAUD Dominique (méd.), GALPALT Albert (économ., c. gén.), GALPALT Marie-Claude (hist.), GAUDRY Danielle (gynéco-obstétr.), GILLES-GIOVANNONI Anne-Marie (orthopédo.), GLOT Monique (c. gén.), GOMEZ Marie-Claude (gynéco-obstétr.), GONZALEZ Marie-Claude (gynéco-obstétr.), GUYOT Marie-Claude (cvg), LACAPTE Marie-Claude (doct., doc. appl.), LAM TAO Yvonne (médical), LAMY Yvonne (anthrac.), LE SAVOUREUX Bernard (c. gén.), LEMARE Simon (c. cong.), LETREGUILLY Christine (maïno-acc.), LIENHART Marie-Made (parlem. europ.), LUCAS Marc (médical), LUCAS Denise (médical), LUCAS Denise (médical), LUDWIG Joachim (médical), MAHEAS Anne-Marie (vize-prés., c. gén.), MARIONNET Georges (expert-compt.), MARQUET Claudette (journaliste, pasteur), MARTIN Thierry (européen, inf. PSU), MERCIER Sylviane (économ.), MERVILLE Françoise (doct.), ASPI, MERVILLE Pierre (cvg), MESPOULES Yvonne (dir. centre hospital.), METZEL Tania (pasteur), MICHEL André (dir. nat. GNSI), MIDDY Monique (maïno-acc.), MONTENOT Catherine (assist. paramé.), NIEZERT Véronique (docteur), NIVOUX Paulette (docteur), PÉRI Emmanuel (médical), PINCHON Catherine (gynéco.), PONS Michel (technicien), PORTIER Bernard (médical), REBERGROU Madeleine (histor.), REICCI Graciosa (médical), RODRIGUEZ Marie-Claude (médical), ROSEY Yvonne (anthrac.), SARRAT Jean-Michel (anthrac.), SÉO André (anthrac.), SÉO André (anthrac.), THIRIC Philippine (anthrac.), THIRIC Philippe (anthrac.), THIRIC Jean-Michel (hist.), TRUBEL Nelly (anthrac., prof.), VERFAILLE Louise (anthrac.), WOLFF Marie-Louise (anthrac.), YVES MONTPEULX : CPOT SANTÉ SOCIÉTÉ SÈNE ST-DENIS : DU CÔTÉ DES FEMMES, CERG; GROUPE ACTION MUNICIPALE, NEULY : PUGET SÈNE ST-DENIS.

[illegible]

AUVERGNE : RAMEAU Prestette (agnc.) ; RAMEAU Fernand (agnc.) ; PEN (SECTION PUY-DE-DOME)  
BOURGOGNE : BONIN Régine (agnc.) ; LASSALLE Roger (c. rég.) ; LEJAILLÉ Eugène (puy.) ; MARTIN Ginette ; RAYNAL Joanne (prof.) ; ROUSSEAU Jean-Paul (c. gén.) ; SUZEAU Bernadette (enseign.).  
BRETAGNE : AUBRY Christine (éduc.) ; BOMMERT Jean-Luc (c. gén.) ; BOUQUEN Marie-Clara (prof. CDFP) ; BOUSQUET Danielle (travaux-adj.) ; BRILLARD Jean-Christophe (enseign.) ; BRIAUD Maurice (c. gén., main) ; CHOLAT Anne ; CHOLAT Didier (enseign.) ; CUDONNET Bernard (enseign.) ; DARGEL Simone (c. gén., main) ; DAVID Evelynne (travaux-adj.) ; DELOUE Anne (enseign.) ; DOLLO Yves (c. gén., main) ; DOUILLARD Marie (dir. four. fermes en difficulté) ; FLOURY Yvonne (travaux-adj.) ; FOURCHON Jean-Pierre (agnc.) ; GOSSELIN Jean-Pierre (agnc.) ; GUERIN Jean-Pierre (agnc.) ; HELARY Gilles (prof.) ; HELARY Roland (adj. CDD) ; JACQ Marie (c. gén.) ; JACQUES ; JOSELIN Charles (diffusé) ; JOSEPIN Pierre (technic.) ; LAGASGNE Anne (psychic.) ; LAMOUREUX Véronique (enseign.) ; LE BRETON Claudy (trav. ind. élève sec. en républ.) ; LE CORRE Christine (enseign.) ; LE FAUCHIER Jean (c. gén.) ; LÉGLANAR Gérard (enseign.) ; LÉGLANAR Lily (enseign.) ; LE GUISTIN Pierre (enseign.) ; LE MASSON Annie (enseign.) ; LE MEUR Christine (agent chif. lycée) ; LE MEUR Jean, (agent chif. lycée) ; LE PENEC Louis (dirupnt, ancien minier) ; LE SAGE Michel (c. gén.) ; LE STER Christine (enseign.) ; LECOCUT Claude (Indecon) ; LOGET Anne-Marie (internat.) ; L'HOSTIS Joëlette (enseign.) ; MEINNEL Annie (comptable) ; NICOLAS GUELLE Michèle (législ.) ; POUSTHOMES Chantal (formation) ; PRODUIT Monique (enseign.) ; QUÉBIAU Monique (enseign.) ; REDONDO Joëlle (psychic.) ; REGNAULT René (internat.) ; ROULAND Françoise (enseign.) ; ROUX Jean-Pierre (c. gén., main) ; ROUX Marie-Jeanne (enseign.) ; SAULOUF Bon Rita (formation) ; SAUMIER Claude (main) ; SEBIRE Claude (c. gén.) ; SEGUIN

CENTRE : BOUCHER Monique (documentaliste) ; GERMAIN Jean (vice-prés. univ.) ; GASPARD Françoise (députée) ; MATTHS Philippe (doyen univ.) ; MOTTIN Philippe (président) ; POURCELLEAU Jean-Claude (député-maire) ; PROVELD Jean (député).  
CHAMPAGNE-ARDENNES : BAILLET Guy (c. gén., maire) ; BONNETTE Philippe (c. gén., maire) ; BOUQUET Jean-Pierre (c. gén., c. rég.) ; CARPENTIER Hubert (c. rég.) ; CARTELET Michel (député) ; CHANFRANAU Guy (c. gén., député) ; CHARPENTIER Gilles (c. gén.) ; CHERAIN Jean-Pierre (c. gén.) ; FERRARO Rose-Marie (syndicat) ; FORTALINDARD Jean-Claude (c. gén.) ; GILARDIN Marcel (c. gén., maire-adj.) ; MARCHEAND Michèle (maire-adj.) ; PETIT Marie-Ange (c. rég., c. mun.) ; PITOT Pierre (c. gén.) ; TRAPET Alain (dir. MJC).  
WEIMLING Jean (c. gén.) ; GROUPE SOCIALISTE CONSEIL REGIONAL.

[illegible]

Bernard (enseigne) ; STIFF Patrice (enseigne) ; THEBAUD Darnele (enseigne) ; THEBAUD Joseph (enseigne) ; VALROFF Jean (maître c. rég.) ; WELZER Gérard (dépouille, avocet).  
MIDI-PYRÉNÉES : BARDOU Louis (enseignement) ; BOURD Louis (commercant) ; BUSCAT Catherine (librairie) ; CAMBON Christine (gynécologiste) ; CABANES Catherine (seoul) ; CAUSSEADE Fabienne (secrét.) ; CAYREL Mairie (agriculteur) ; CHIGUY M. (maître) ; DALL  
Anne (seoul) ; DEKRAY M. (seoul) ; DERUEAN Jean-Marc (avocat) ; DESBERTS Brigitte (fonct.) ; DIDIER Marie-Frédérique (gynécologiste) ; ESTIVAL Bernadette (agent co.) ; ETELIEN Marie-Christine (avocate) ; ETULIN Christine (avocat) ; FORTVIELLE Jean-Paul (enseigne) ;  
FOURS Michel (seoul) ; GEMETIERS Claude (seoul) ; GRIZARD Jean-Louis (médico-social) ; HUGUENE Claude (seoul) ; LEJANN M. (maître) ; LEGEND Colette (enseigne) ; LIAURES Claude (cons. mun., coord. Réform. commun.) ; LITTELAUSION Angèle  
font. mur) ; MANENO S. (chauffeur routier) ; MEISSERSCHMITT J.-P. (enseigne) ; MEZIANE C. (enseigne) ; PEY SEVER (vétérinaire) ; PRADAYROL Claude (commercante) ; RABIE W. (médeciniste) ; REULLION F. (horticul-  
teur) ; ROUSSEL Christl (seoul, mur) ; RAYNAUD Marie-Louise (seoul) ; SALAHNE M. (psychiatre) ; SOTTO Antoine (seoul, éduc.) ; TIMST Pierre (seoul, SOS Racisme) ; TREMBLAY René (seoul, SOS Racisme) ; TRIC Madeleine ; ZABANECKO Bruno (seoul) ; ZAODEH Hélen  
(gynécologiste).

NORD-PAS-DE-CALAIS : BRUNET Laureline (vocealte); BOIS Jean-Claude (cous. gén.); CACHET Denise (téléphone, cons. rég.); COTTE Martine (méd. civi); DARRAS Danielle (vice-prés. cons. gén., maire adjoint); DEJESSE André (secrén. ministèr, sénateur maire); DERYCKE-CAUDRON (cons. gén.); DUFOUR Françoise (maire adjoint); GEOFFROY Marianne (vocealte); GROSSE Joëlle (attach. comm.); GROSSE Claudette (cons. gén., maire adjoint); GUILLAIN Hélène (cons. mun.); JAHOOT Claude (médicinal); MARTIN Isabelle (médicinal); MOURKHAU Jeanne (cons. nat. Fémmin PS); PAS Hervé (médicinal); PHEVOST Daniel (médicinal); RAVERTY Jean-Pierre (médicinal); RIFF Bertrand (médicinal); SAVATIER Bernard (médicinal); TIRLOY Corinne (médicinal); THOMAS Pierre (cous. gén.); DESCHAMPS M. André (père); DESFONTAIN A. (père); DUCLOS Hervé (père); LAFONT P. (père); CARPENTIER Arlette (cous.); GAVARREY François (père); CORDIER Dominique (médicinal); DARINOT Louis (téléphone); DHAELLE Paul (téléphone) maire.

(Immo) : GONDOUNNE Jean (cons. gen.) : JOUIN Hugues (cons. gen.) : GROSDIER Marie-Christine (Immo) : JOURNET Louis (Immo) : POULIQUEN (Immo) : FORDJARD François : GODEFRY Anne-Laurence (com) : LESCEPNE Philippe (pri. LdH) : LECOMTE Chantal (Immo) : MADRERA Marie-José (CGT) : MONELLO Mireille (pri. SOS Racisme) : MORELLE François (Immo) : PÉJUTON M. (cons. gen.) : PÉRONNET L. (Immo) : LEBAILLY (Immo) : NATHAN (Immo) : NATHAN (Immo) : LABAIE Robert (secr. gen. SNI) : TRUCHON René (Immo) : VERGNIOL Bertrand (com) : VARRIN Jean-Luc (journaliste) : RIVET Michel (syndicat. ch. ARMT) : ROLLY Yvette (député, ancienne ministre) : ASS, ADELE BLANC SEC : ASS, ROUBAISE POUR L'INTERVENTION AMÉRIQUE LATINE : L'AMIS DU PAYSAN : L'AMIS DE L'ÉVANGÉLISME : SVP/LE FAYET : CSEF FAMILLES MONTAGNARDES : CSEF ROULET : CSEF SEINE-MARITIME : ÉCOLE NORMALE DE FRANCE ROULET : FEN SEINE-MARITIME : PORCE OUVRIER, DU ORNE : GROSSE CHU

[illegible]

POITOU CHARENTE : BENOIST Françoise (documentaliste) ; BONNAN Nicole (trav. soc.) ; BUSS Annie (informaticienne) ; CLARAC Viviane (historienne) ; DAIRON Monique (informaticienne) ; DURANT Bernadette. (agronomie) ; MOSCATI Mireille (enseign.) ; ORION Janine (agricultrice).

**PROVENCE-CÔTE-D'AZUR :** CANAS Morique (dir. école, cons. mun.) ; ELEDJAM Jocelyn (syndicaliste) ; FLAMENT Catherine (social.) ; GATEL Jean (secr. secrét. Ext. cons. rég. cons. mun.) ; LAPEYRE Renée (enseignante) ; MARQUER Georges (prof. honor.) ; PEZET Michel (député, maire adjoint) ; RAVIER Guy (vice prés. cons. gén. cons. rég. cons. mun.) ; ROSSO Ophélie ; SENECA Jacky (syndicaliste) ; SIMONCINI Alain (médecin) ; TREGAN Michelle (cons. mun.) ; ZHUR Gérard (not. m. l.).

[illegible][illegible][illegible]

POUVOIRS ; FEMMES INFORMATION LIAISON (FIL SAINT-FONS) ; LIGUE DES DROITS DE L'HOMME DU RHONE ; VIFF VILLEURBANAINE ; CFDT, UD DU RHONE ; FEN DU RHONE ; LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE ;  
Le Mouvement français pour le Planning familial reçoit chaque année 350 000 personnes. En un mois, cet appel a recueilli plus de 10 000 signatures, qui ne peuvent toutes figurer sur cette page. La solidarité et le soutien financier de ces milliers de femmes et d'hommes ont permis cette campagne. Pour contribuer à l'extension de cette mobilisation, vous pouvez envoyer vos signatures et contributions au MFPP, 4, square Saint-André, 75011 Paris.

\_\_\_\_\_

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

29

30

31

32

33

34

35

36

37

38

39

40

41

42

43

44

45

46

47

48

49

50

51

52

53

54

55

56

57

58

59

60

61

62

63

64

65

66

67

68

69

70

71

72

73

74

75

76

77

78

79

80

81

82

83

84

85

86

87

88

89

90

91

92

93

94

95

96

97

98

99

100

101

102

103

104

105

106

107

108

109

110

111

112

113

114

115

116

117

118

119

120

121

122

123

124

125

126

127

128

129

130

131

132

133

134

135

136

137

138

139

140

141

142

143

144

145

146

147

148

149

150

151

152

153

154

155

156

157

158

159

160

161

162

163

164

165

166

167

168

169

170

171

172

173

174

175

176

177

178

179

180

181

182

183

184

185

186

187

188

189

190

191

192

193

194

195

196

197

198

199

200

201

202

203

204

205

206

207

208

209

210

211

212

213

214

215

216

217

218

219

220

221

222

223

224

225

226

227

228

229

230

231

232

233

234

235

236

237

238

239

240

241

242

243

244

245

246

247

248

249

250

251

252

253

254

255

256

257

258

259

260

261

262

263

264

265

266

267

268

269

270

271

272

273

274

275

276

277

278

279

280

281

282

283

284

285

286

287

288

289

290

291

292

293

294

295

296

297

298

299

300

301

302

303

304

305

306

307

308

309

310

311

312

313

314

315

316

317

318

319

320

321

322

323

324

325

326

327

328

329

330

331

332

333

334

335

336

337

338

339

340

341

342

343

344

345

346

347

348

349

350

351

352

353

354

355

356

357

358

359

360

361

362

363

364

365

366

367

368

369

370

371

372

373

374

375

376

377

378

379

380

381

382

383

384

385

386

387

388

389

390

391

392

393

394

395

396

397

398

399

400

401

402

403

404

405

406

407

408

409

410

411

412

413

414

415

416

417

418

419

420

421

422

423

424

425

426

427

428

429

430

431

432

433

434

435

436

437

438

439

440

441

442

443

444

445

446

447

448

449

450

451

452

453

454

455

456

457

458

459

460

461

462

463

464

465

466

467

468

469

470

471

472

473

474

475

476

477

478

479

480

481

482

483

484

485

486

487

488

489

490

491

492

493

494

495

496

497

498

499

500

501

502

503

504

505

506

507

508

509

510

511

512

513

514

515

516

517

518

519

520

521

522

523

524

525

526

527

528

529

530

531

532

\_\_\_\_\_

1

[illegible]

100

**Figure 1**







# Fès dévorée par ses habitants

par Patrick Francès

**F**ès : « Des maisons surplombant des maisons, au pied desquelles coule une eau plus agréable que le vin délicieux... » L'eau, celle de la rivière qui traverse la ville, mais aussi celle des sources qui jaillissent à l'intérieur de ses remparts. « Si le paradis est sur terre, c'est Fès ! » Mélanges des splendeurs de Cordoue et de Bagdad. Mais surtout un des environnements urbains les plus harmonieux que l'homme ait jamais créés.

Un directeur général de l'UNESCO avait tout, lui aussi, « l'ordonnance équilibrée et la subtile ingéniosité » de la ville. C'était en avril 1980, et Amadou Mahtar Mbow lançait un appel pour la sauvegarde de « l'une des cités les plus prestigieuses du monde islamique ». Cité de la foi et du savoir, « centre de rayonnement culturel et artistique exceptionnel », « Athènes de l'Afrique ». Lieu de tous les talents et de toutes les tolérances.

Pendant dix siècles, l'université Qaraouiyine, édifiée en 895 (la plus ancienne du monde avec celle de Bologne), attirera et accueillera des étudiants venus du Maghreb, de l'Orient, de l'Afrique, de l'Espagne et de toute l'Europe. « Fès, avait expliqué M. Mbow, doit être sauvegardée pour ses populations, pour le Maroc, pour la culture islamique et pour l'ensemble de la communauté internationale, car elle appartient désormais au patrimoine commun de l'humanité ».

Qui découvre la ville pour la première fois imagine aisément le ravissement du voyageur qui, arrivant de Tanger et de Meknès à dos de mule, voyait s'élever lentement sur l'horizon les hautes murailles ocre escaladant rochers et collines avant que n'apparaissent, dans le ravin creusé par l'oued, la coulée de ses terrasses blanches et, dans un pittoresque désordre, coupoles, mosquées et minarets. Certes, le touriste moderne a, depuis longtemps, oublié le charme de ces approches lentes et subtiles, mais il n'en saisit pas moins, très vite, la magie et le mystère de l'endroit.

Plongée dans la foule qui grouille et glisse dans des ruelles étroites et sombres, à travers des souks souvent recouverts de toiles de roseaux. Immersion troublante et sensuelle dans un univers qui respire l'abondance et le raffinement. Une ville de tous les sens. Un dédale où, ivre de couleurs, d'odeurs et de sons, on se perd

presque aussitôt. Sentiment de plénitude, sensation de bien-être, émotion, « joie d'être enveloppé d'une vivante amitié », évoquée par Ahmed Seffrioui dans la préface du Guide bleu.

Ainsi transporté, à deux heures trente d'avion de Paris, dans un Moyen Âge qui ici marque l'apogée d'une civilisation, l'étranger voit, comme un rêve éveillé, cette cité où jadis un fonctionnaire, escorté de douze archers, parcourait régulièrement la ville à cheval pour contrôler les produits et faire fonctionner publiquement celui qui avait triché sur le poids du pain ou de la viande. Une cité où l'épouse était conduite chez son mari dans un coffre de bois recouvert d'étoffes de soie et de brocart et rendue promptement à ses parents si elle n'était pas vierge.

**Devins, enchanteurs et cabalistes**

Une cité où les bateleurs chantaient sur les places, jouaient du tambourin, de la viole ou de la harpe. Où les guérisseurs ambulants se gardaient de passer deux fois par la même ville (1). Une cité parcourue par des monteurs de singes, des charmeurs de serpents, des vendeurs d'amulettes et des oiseleurs qui proposaient serins et chardonnerets aux portes des maisons. Une cité de devins, d'enchanteurs, d'exorcistes, de cabalistes, d'ermite, de chercheurs de trésors et d'alchimistes. Une cité qui changeait en or tout ce qu'elle touchait et qui, aujourd'hui, rongée par la gangrène, n'en continue pas moins, comme si de rien n'était, à jeter de la poudre aux yeux des visiteurs.

Avec le départ massif de ses habitants les plus aisés vers des quartiers plus modernes, voire vers d'autres villes comme Rabat ou Casa, commence en effet pour la médina le temps de la décadence. Après une siècle d'un développement harmonieux, la pression démographique a fait exploser l'équilibre qui existait entre l'homme et son cadre de vie. Ainsi le transfert de l'université hors des remparts et la désertion des mosquées et des médersas (écoles coraniques) ont-ils marqué la fin du rayonnement culturel d'une médina également privée de nombreux équipements administratifs.

Plus grave encore, le fait que les nouveaux arrivants (paysans attirés par les lumières de la ville), trop pauvres pour acheter, jouent, non pas une maison mais quelques pièces d'une maison

**Fès doit être sauvée...**  
**Sept ans après l'appel lancé par l'UNESCO, un inventaire précis des richesses esthétiques d'une des plus prestigieuses cités de l'islam a été dressé. Mais les méthodes de la sauvegarde restent à définir.**

qu'ils n'ont ni les moyens ni la volonté de maintenir en l'état. Pas plus d'ailleurs que les propriétaires, qui laissent tout un patrimoine à l'abandon.

Ainsi n'est plus assurée cette action continue de rénovation qui, entreprise spontanément par les anciens habitants, contribuait à l'embellissement permanent de la médina. Un artisanat traditionnel de très grande qualité perd, peu à peu, sa raison d'être. Avec pour résultat la dégradation accélérée de milliers de demeures bâties en pisé, donc fragiles. Sans parler des bois sculptés, des plâtres ouvragés et des céramiques arrachés pour être vendus.

Certes, la médina cache sa misère, mais il suffit de s'écarter des ruelles animées et de pousser une porte au fond d'une impasse pour réaliser l'ampleur des dégâts. On découvre alors comment plusieurs familles se partagent les pièces qui ouvrent sur les galeries entourant la cour centrale, où des morceaux de tissus font office de frêles parois. Étranges campements blottis ainsi au cœur des palais d'hier.

En 1963, Fès comptait 225 000 habitants. En 1982, sa population avait doublée, et elle se situe

aujourd'hui autour de 600 000. En l'an 2000, on estime qu'elle atteindra le million ! Une « explosion » qui a d'abord affecté la médina : de 100 000 habitants, elle est passée à près de 300 000. Investie par un flot de paysans démunis, elle devait rapidement déborder à l'extérieur de ses remparts, déversant ce trop-plein dans des lotissements « clandestins » qui minent gravement la structure même de l'agglomération.

Asphyxiée, la médina est maintenant victime d'un développement anarchique qui pollue ce qui fit jadis sa splendeur : l'eau.

Quoi de plus symbolique, en effet, que cette eau, jadis source de vie et de prospérité et qui, aujourd'hui, charrie détritus et déchets. Là encore, une superbe machinerie, l'une des plus perfectionnées jamais inventées, a fonctionné pendant près de dix siècles à la satisfaction de tous. Fondé sur l'abondance des eaux, au cœur même de la cité, un système ingénieux alimentait aussi bien les maisons que les célèbres tanneries, faisait tourner les moulins, remplissait les fontaines et irriguait les jardins. Aujourd'hui, ce système est brutalement remis en

question. En raison du doublement de la population et en raison des dégradations liées à son grand âge et au manque d'entretien. Jadis rivière fraîche et limpide, l'oued Fès est maintenant une rivière malade.

Sauver Fès ? Bien sûr, mais n'est-il pas déjà trop tard ? « Il y a extrême urgence », estime un spécialiste. Ici, la mort est distillée au compte-gouttes. Un chef-d'œuvre, cisailé par les siècles, s'effrite sous le poids des ans et sous celui d'une population qui, sans le savoir et sans le vouloir, creuse la tombe de son asile précieuse. Ainsi le manque d'emplois a-t-il entraîné le développement des petits métiers et multiplié les ateliers à domicile, ce qui contribue à miner de vénérables demeures.

**Cité vivante ou ville-musée ?**

Ici s'affrontent deux logiques, deux luttes pour la vie : celle d'un peuple en quête d'un gagne-pain quotidien et celle d'une médina qui voudrait bien épouser son siècle sans pour autant perdre sa splendeur passée, sa mémoire et son âme. Avec parfois un sentiment de découragement devant l'ampleur du défi. « Entre la lassitude et la modernité », résumait Tahar Ben Jelloun (2). Posée en ces termes, on mesure la difficulté de la tâche à laquelle sont confrontés les responsables marocains.

L'option retenue est de sauvegarder la médina en tant que « cité vivante », et non d'en faire une ville-musée. Cette démarche, d'une certaine façon, qu'on se l'avoue ou non, revient à jouer l'avenir contre le passé. Comment en effet faire de la médina une ville comme les autres, pour ce qui est des conditions de vie de ses

habitants, sans renoncer, plus ou moins, à la ville unique qui témoigne, justement, d'un art de vivre aujourd'hui révolu et condamné ?

D'ailleurs, la question se pose-t-elle encore ? On peut en douter. D'abord parce que le niveau de dégradation est tel qu'en de nombreux secteurs le point de non-retour a été franchi et qu'il faut alors trancher dans le vif, c'est-à-dire détruire pour remodeler et reconstruire. « Faire du curetage », résume Jean-Paul Ichter, un architecte-urbaniste français « habité » par la médina. Une restructuration qui accouche d'une autre médina. Ensuite, la sauvegarde du patrimoine architectural se heurte à l'importance des moyens financiers à mettre en œuvre (3).

Rarement autant d'experts et de consultants internationaux, autant de spécialistes locaux se seront rassemblés au chevet d'une cité à l'agonie. Ont ainsi été évalués l'état du bâti historique, son utilisation présente, les dangers qui le menacent, les possibilités de reconversion, le genre d'intervention requise. Pas une mosquée, une médersa, un fondouk (auberge), une forge, un pressoir, un atelier, un moulin, un four, une tannerie, une maison, un palais, une fontaine, un jardin, un rempart qui, jugé digne d'intérêt, n'ait été identifié, décrit, répertorié, photographié. Un travail remarquable mais qui, par certains côtés, ressemble à une autopsie. Comme si Fès, se sentant condamnée, avait décidé d'établir son testament.

(Lire la suite page 14.)

(1) Lire *Léon l'Africain*, de Amin Maalouf.  
(2) *Le Monde* daté 9-10 janvier 1977.  
(3) En 1980, ils étaient évalués à 540 millions de dollars.

**ICELANDAIR**

**1295 F**

**NEW YORK**

**POUR VOUS**

**ENFANT**

**DE MOINS DE**

**12 ANS**

**ALLER-RETOUR**

**LES AUTRES DESTINATIONS**

BOSTON	1295 F
WASHINGTON	1345 F
CHICAGO	1445 F
ORLANDO	1795 F

vol aller-retour au départ de Luxembourg

acheminement SNCF compris

**VOUS PARENTS NE PAIEREZ QUE LE DOUBLE**

**VOYAGEZ**

**ICELANDAIR**

9, BOULEVARD DES CAPUCINES

75002 PARIS

(1) 47 42 52 26

Les enfants voyageant avec leurs parents ne paient que 50% sur tous les tarifs USA Icelandair

سكننا من الالحل



## ESCALES



## L'Inde et ses musiques

Musiques, chants et danses de l'Inde. Pour faire vivre ce rituel étrange aux oreilles occidentales, le Monde de l'Inde et de l'Asie (15, rue des Ecoles, 75005 Paris, tél. : 48-34-03-20) a composé un itinéraire jalonné de haltes dans les plus beaux hôtels et lieux architecturaux : Taj Mahal à Agra, palais des Vents à Jaipur, sculptures « érotiques » des temples de Khajuraho, mais aussi promenade en barque sur le Gange, le long des « ghats » de Bénarès et visite de Calcutta et de Delhi.

Le voyageur découvrira des instruments inédits au cours de soirées chez les meilleurs musiciens : les

frères Miera, Rajan et Sajan, qui représentent le plus pur style vocal de l'école de Bénarès ; Ustad Asad Ali Khan, dernier fils d'une famille qui joua dans les cours des maharajahs de Jaipur et maître du Dhanpad traditionnel ; Sri Armanath Mishra et son sitar ; le pandit Kishan Mehara, spécialiste du tabla, un instrument à percussion traditionnelle ; le maître Pt Hanuman Mishra, spécialiste du sarangi ; Budhadev Das Gupta, au sarod, un instrument à cordes de l'Inde du Nord ; enfin Debou Prasad Banerjee, à la flûte. Pour douze participants, pendant dix-sept jours, 23 250 F par personne, tout compris.

Les trains, en Inde, magistralement décrits par Henri Michaux dans *Un bar-*

bare en Asie, sont désormais « accessibles » à partir de la France par l'intermédiaire du Monde de l'Inde et de l'Asie. Le forfait (Indraï Pass) va de vingt-quatre heures à quatre-vingt-dix jours. Quelques prix : 195 F environ pour un forfait de sept jours en deuxième classe, 445 F environ pour le même forfait en première classe et 885 F environ en classe climatisée.

## Le Brésil des trois carnivals

Botafogo, Leblon, Flamengo, Ipanema, Copacabana. Au cœur de notre hiver, l'été brésilien, arrosé de pluies tropicales. Entre 30°C et 40°C, dix jours par an, sur une scène nommée Rio, se déroule le plus grand show du monde. Une fête somptueuse baptisée Carnaval. Une rumeur qui déferle des collines. Une débauche de strass, de paillettes et de plumes. Un défilé où seize écoles s'affrontent au rythme de la samba.

Une fête unique qu'Atout Brésil (9, rue d'Odessa, 75014 Paris, tél. : 43-20-69-89) propose de vivre d'une façon originale en y associant, dans un circuit de douze jours (15 300 F par personne, en demi-pension), du 12 au 23 février, les carnivals de Rio de Janeiro (celui des origines, le plus pur et le plus sincère) et de Salvador, où ni tribunes ni défilés, mais une ferveur anonyme, unanime et contagieuse qui fait danser chaque rue. A Rio, on a droit aux plages, au Pain de Sucre, au Corcovado et au grand final, au Sambadrome (de 70 à 100 dollars l'entrée), avec les écoles gagnantes.

De son côté, un autre spécialiste, Brasitour/Zenith (dans les agences) met en vedette un combiné Bahia-Rio, du 10 au 22 février (13 300 F) avec, en option, une excursion de deux jours (1 950 F) aux chutes d'Iguaçu.

## Barracudas et francolins

La haute saison bat son plein pour la pêche au Sénégal. Autour des îles du Saloum, à 60 kilomètres à l'ouest de Kaolack, au sud de Dakar, dans un estuaire relativement peu touché par les marées, un centre de pêche reçoit les disciples de saint Pierre.

Trente bungalows forment un village de vacances tout à fait agréable : piscine, ping-pong, tennis, permettent d'attendre les meilleures heures pour la pêche, qui intervient tôt le matin et le soir, à la nuit qui tombe. Au menu : le barracuda hargneux, le capitaine vorace, le carpe rouge lourde sur la ligne, mais aussi des raies que l'on prendra non plus à la traîne mais à soutenir. Le « rapala » se révèle le meilleur leurre dans tous les cas.

Le matériel peut être trouvé sur place, mais rien ne vaut l'utilisation de ses propres cannes. Deux sont à recommander, l'une destinée à la trêne (30 livres), une autre pour le lancer lourd. Deux moulinets pour les armer : l'un avec du 60/100, l'autre avec du 35/100 ou du 40/100. Plombs de 80 grammes à

120 grammes et leurres ondulants ou plats feront l'affaire.

Se lassa-t-on de la pêche ? On peut solliciter, sur terre ferme, francolins ou phacochères. Des camps de brousse reçoivent jusqu'à dix chasseurs. Ici, les installations sont plus rustiques, mais marcher dans les pailles à la poursuite des compagnies de volatiles véloces mérite le déplacement.

Pour la pêche, selon le nombre de pêcheurs, de 6 750 F à 9 000 F la semaine, Paris-Paris. Pour la chasse, de 9 000 F à 11 000 F la semaine (plus le permis, 1 000 F environ). Jet Tours chasse-pêche et agences Air France.

## Détente au château

D'un château l'autre : Go Voyages (22, rue de l'Arcade, 75008 Paris, tél. 42-66-18-18) lance des week-ends dans le sud et le centre de la France, avec, pour base arrière, quelques-uns des fleurons de la chaîne des châteaux-hôtels.

Ainsi, près de Chartres, le château d'Escimont, authentique demeure du seizième siècle, berceau de la famille La Roche-Aymon. Le forfait de 2 950 F comprend



trois nuits avec petit déjeuner et dîner (vins sélectionnés et café compris). On peut jouer au tennis, monter à cheval, faire un parcours de golf, notamment.

Dans le calme de l'arrière-pays provençal, face aux remparts de Saint-Paul-de-Vence, le mas d'Aragny, au contraire, est une construction très moderne. Forfait de 5 500 F pour cinq nuits avec petit déjeuner et dîner (toujours avec vins sélectionnés et café compris). Cheval, tennis, ski nautique, plongée. On peut aussi louer un bungalow avec piscine privée.

## Forfait pour Waterloo

« Derrière un mamelon, la garde était massée, la garde, l'ultime espoir et suprême pensée... Waterloo, 18 juin 1815. Le panorama de la bataille qui représente la première charge de la cavalerie française, peinture

de cent dix mètres de long érigée dans une rotonde au pied de la butte du Lion, fort d'être restaurée. Ainsi que Napoléon 1<sup>er</sup>, Wellington, Blücher, Cambronne et le maréchal Ney, figés dans la cire, au musée voisin. Mais il y a plus de trente sites, monuments ou fermes d'intérêt historique autour de Bailleul-Auxois, Genappe et Plancenoit, à 17 kilomètres au sud de Bruxelles.

Cette année aura lieu les 18 et 19 juin une reconstitution — la dernière date de 1985 — de certains épisodes du fameux affrontement. Des hommes en uniforme viendront de France, d'Angleterre et de Suisse. Le Commissariat général au tourisme de Belgique propose des forfaits, visites + une nuit d'hôtel, valables tout au long de la saison, qui comprennent le logement à Bruges ou en Brabant wallon et les entrées dans les musées. Renseignements : 21, bd des Capucines, 75002 Paris. Tél. : 47-42-41-18.

## VACANCES-VOYAGES

## HÔTELS

## Côte d'Azur

## 33240 CAVALAIRE

**HOTEL-RESTAURANT LA CALANQUE \*\*\***  
« Les pieds dans l'eau ». Site exceptionnel. Cibles avec TV. Piscine. Tennis. Spéc. poissons. 1/2 pens. à partir de 450 F/jour et par personne.  
Tél. 94-64-04-37.

## 05500 MENTON

## HOTEL DU PARC \*\*\*

Tél. 93-57-66-66.  
Près mer. Centre-ville. Parking. Grand jardin. Cuis. réputée. Déjeuner sur dem.

## NICE

## HOTEL LA MALMAISON

Mapotel Best Western \*\*\*NN  
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.  
TV COULEUR PAR SATELLITE  
Restaurant de qualité  
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-57-62-56 - Téléc. 478 410.

## HOTEL VICTORIA \*\*\*

33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-88-39-60  
Petit centre-ville. Cuis. Petit parking, grand jardin, chambre, TV couleur, Tél. direct, minibus.

## NICE

## HOTEL COUNOD \*\*\*

Grand confort, service prévenant, central, tranquille, agréable, garage.  
Tél. 93-58-36-38.

## Montagne

## AURON

## HOTEL DU PILON \*\*\*

Affaire de famille. Confortable et agréable. Piscine et patinoire.  
Tél. 93-25-00-15.

## VALLÉE DU QUEYRAS

Ski de fond, ski alpin, réduction janvier.

## HOTEL LE CHAMOIS \*\*\*NN

LOGIS DE FRANCE  
05350 MOLINES-EN-QUEYRAS  
Tél. (16) 92-45-83-71

## 05390 MOLINES-EN-QUEYRAS

Station village des Hautes-Alpes  
1750-2380 m

Dans un parc régional naturel, 300 jours de soleil par an. Ski alpin, ski de randonnée, ski de fond. Hôtels-restaurants, location chalets et gîtes.  
Rem. OFFICE DU TOURISME  
Tél. (16) 92-45-83-22

## 05490 SAINT-VÉRAN

(Hautes-Alpes, Queyras)

Parc rég. Site classé. Stat. village. Piste, fond. Plus hauts sommets d'Europe, 2040 m.

## LE VILLARD, tél. 92-45-82-08

Chamb. - studio + cuisine-grill.  
Depuis 450 F pers./semaine.

## BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62

Pensions de 1 617 F à 1 848 F sem.  
Demi-pens. de 1 267 F à 1 617 F.

## Provence

## ROUSSILLON - 84220 GORDES

au MAS DE GARRIGON \*\*\*

LE PETIT HOTEL DE CHARMES DU LUBERON

Etape gourmande.  
Passez-y des vacances cet hiver.

Accueil : Christiane RECH-DEUQUART  
Tél. 90-05-63-22.

## TOURISME

Ferme de la Besse XV<sup>e</sup> siècle

## SÉJOUR SKI DE FOND

Sur le haut plateau ardéchois

7 jours pension + encadrement

+ matériel 1200 à 2000 F

DOCUM. GRAT. sur demande.

Tél. : 75-38-80-64 - MEJEAN Gérard.  
07510 USCLADES RIEUTORD.

## Fès dévorée par ses habitants

(Suite de la page 13.)

De l'étude ainsi menée, il ressort en effet que la plupart des structures inventoriées se trouvent dans un état de dégradation plus ou moins avancé. Que la protection des lois existantes est illusoire et inefficace. Que les moyens financiers sont toujours cruellement déficitaires. Destinés à servir de base à une action, l'inventaire inviterait finalement à baisser les bras qu'à retravailler les manches. Même si les responsables locaux parlent d'un programme de longue haleine, tout en précisant que la bataille se gagnera ou se perdra dans les cinq ans qui viennent.

Reste qu'une entreprise de cette ampleur ne peut être menée à bien sans une aide internationale substantielle. Reste que huit ans après, l'appel de M. M'bow n'a guère mobilisé les bailleurs de fonds potentiels. D'ailleurs existent-ils ? Reste que les responsables marocains ne semblent plus se faire beaucoup d'illusions et se consacrent en priorité à satisfaire les besoins les plus pressants de la population. Parviendront-ils, comme ils le voudraient, à vider Fès de quelque cent mille personnes ? On ne peut que le souhaiter dans la mesure où il s'agit là d'une des clefs du problème (4).

En attendant, comment ne pas s'interroger une fois de plus sur la signification de la notion de patrimoine commun de l'humanité si cela ne suscite aucune mobilisation au sein de la communauté internationale ? Une communauté qui donne parfois l'impression d'un héritier qui renoncera à son héritage pour ne pas avoir à en payer le prix. Pour l'instant, la seule chose à faire, c'est de vous dépêcher d'aller voir Fès et sa médina. Demain, en effet, il sera peut-être trop tard.

PATRICK FRANÇES.

(4) « Vider Fès pour la sauver ? », tel était le titre de l'article où Roland Delcour présentait l'appel de M. M'bow (Le Monde du 19 avril 1980).



## Carnet de route

## Y aller

De Paris, un vol Air France (42-99-23-64) sans escale le samedi et deux vols directs de Royal Air Maroc (47-42-10-36), les mercredi et dimanche. Tarif « vacances » : 3 000 F aller-retour. De Marseille, un vol direct de la RAM (91-95-91-26), le dimanche.

## Avec qui ?

Rares sont les voyageurs qui proposent un séjour à Fès. Tel est pourtant le cas, dans le groupe Wagons-lits, de Planète (en vente dans les agences de voyages), qui a sélectionné quatre hôtels, dont les Mérinides et le Palais Jamai, un palais d'hier, planté dans un jardin andalou et dont la renommée serait pleinement méritée si le service ne laissait parfois à désirer. Deux hôtels qui, dominant la ville, offrent sur la Médina toute proche un superbe panorama. Sur place un correspondant est à votre disposition. Jusqu'au 20 mars, le forfait de sept nuits, de Paris, est de 4 440 F

par personne en chambre double et demi-pension aux Mérinides, de 5 120 F en pension complète et de 5 270 F et 6 220 F au Palais Jamai. De Marseille, ces prix sont à réduire de 450 F.

A signaler également les séjours proposés par Jet Tours, la filiale touristique d'Air France, ainsi que la formule d'Air Vacances, qui permet de réserver et de payer avant le départ sur avion (3 000 F), son hôtel (255 F la nuit par personne en chambre double avec petit déjeuner aux Mérinides) et une voiture de location (autour de 500 F pour trois jours et de 1 700 F pour une semaine) en kilométrage illimité.

## Animation

Dar Hadara, association culturelle animée par Jean-Paul Ichter, œuvre pour la sauvegarde de la Médina. Y sont organisés des concerts, des expositions et des stages pour étudiants et professionnels de l'architecture. Renseignements : Centre de recherches architecturales de Dar Hadara, 12, Oued Souaffine, Fès Médina (Maroc), tél. : 337-11.

● Une adresse à Paris  
L'Office national marocain du tourisme, 161, rue Saint-Honoré (place du Théâtre-Français), 75001, tél. : 42-80-63-50.

## A lire

— Guide bleu Maroc (Hachette), 138 F. Complet et récent.

— Guide du routard Maroc (Hachette), 50 F environ. Sortie en février. Pour voyager cool et pas cher.

— Fès, joyau de la civilisation islamique, d'Arturo Gaudio, Paris, UNESCO, Nouvelles Editions latines, 1982, 120 F. Un pavé, certes, mais la bible pour qui veut tout savoir.

— Léon l'Africain, d'Amin Maatouf, Edition Jean-Claude Lattès, 89 F. Pour voir et vivre la Fès du seizième siècle.



# LIRE

# LA TABLE

## D'autres nouvelles du Paris-Dakar

**B**ERNARD MAGNIER a eu l'idée de réunir treize connaissances, infatigables, vivant ou ayant vécu sur l'itinéraire du rallye Paris-Dakar. Avec un mot d'ordre, dangereux, s'agissant de menteries professionnelles : racontez-nous ce que vous avez fait, pas besoin de permis de conduire pour se mettre au volant d'une machine à fiction, et parcourir 15 000 kilomètres de pistes en file. Dans ce Paris-Dakar, autres nouvelles, pas d'autres règles que celles de l'imagination.

L'Algérien Tahar Djaout raconte Anoum Dalmiane le dinandier. Il regardait passer les véhicules bariolés. « On ne sait où s'arrête la main et commence le volant adroit, où prend fin le pied et s'amorce la pédale ; il n'y a aucune séparation nette entre les cuisses musclées et l'encolure de la cylindrée, entre le visage et le casque ». Notre dinandier a peur que ce donne des idées aux jeunes d'Alger. Qu'il se soit sorti un matin de chez eux, avec des dents longues, bouillonnant et piétinant leurs lambellies, bien décidés à résister.

Rachid Mimouni raconte comment « plus nombreux que les étoiles dans le ciel, plus bruyants que troupes de chameaux en furie, plus frétillants que foreuses américaines des basses-pétrolières, ils firent irruption chez nous au soir d'une belle journée d'hiver pour aussitôt s'approprier sans vergogne la grande aïe où se déroulent nos rites traditionnels et nos cérémonies rituelles ».

Ce ton d'accusateur public ne domine pas le livre, loin de là. La plupart des écrivains ont préféré des chapitres de traverses. Le Sénégalais évoque à mi-voix des hommes qui « se perdent, espèrent et désespèrent, ils se tiennent eux et leurs machines dans un paysage qui les mange, comme il

mange les soldats qui tombent au désert ». Rabah Belammi remonte au temps où le rallye n'existait pas. Le temps des convois militaires qui laissaient sur leur passage des boîtes de corned-beef que les enfants jetaient dans l'océan, les prenant pour des boîtes de viande de porc. Abdoulaye Mamani est carrément « en Land-Rover » dans un « terrain sablonneux et mou comme du coton », en compagnie d'un chauffeur-guide targui. Mais c'est une nuit au Ténéré, une de ces nuits où il ne se passe rien, où « sur le désert apaisé ne passe plus la bourrasque ».

### L'impossible Dakar-Paris

Cathérine N'Diaye raconte l'histoire émouvante et drôle du vieux Djibril qui rêvait d'échanger Dakar contre Paris, son Paris de 1946, ville éclairée par le souvenir des jolies jambes de Suzanne, une Antillaise qui habitait la Butte-aux-Cailles. Djibril n'ira pas à Paris.

Le Zaïrois Pius Ngandu Nkashama, les Malais Mohamed ag Mohamed, Moussa Konaté, Mandé Alpha Diarra et Ibrahim Ly, la Française Maguy Gautier, donnent encore d'autres nouvelles. La plus torride est sans doute celle de Didier Daeninckx : l'histoire du vieux Cémoqui qui, sur la piste de Gao, va tuer par vengeance... devinez qui ? le premier leader africain du Paris-Dakar !

Bref, l'aventure de la nation, à distance respectable des chronos du rallye. On comment voyage sans se fatiguer.

JEAN-CLAUDE CHARLES.

Paris-Dakar, autres nouvelles, réunies par Bernard Magnier. Éditions Souffles, 128, boulevard de la Chapelle, 75010 Paris, tél. 42-03-22-33, collection « Nouvelles en tête » dirigée par Ghislain Ripault, 142 p., 75 F.

**LES ANTIQUAIRES A BALTARD**  
22/25 Janvier  
10h-18h  
11h-18h  
marché  
vendredi 22h  
salle chauffée  
**NOGENT SUR MARNE**  
GRAND PAVILLON DE LA VILLE

**APPRENEZ L'ALLEMAND EN AUTRICHE**  
UNIVERSITÉ DE VIENNE  
COURS D'ALLEMAND POUR ÉTRANGERS  
3 sessions du 11 juillet au 24 septembre 1988  
Cours pour débutants et avancés (6 degrés)  
Tutorat de langues  
accusé de réception  
(durée minimum 16 sems)  
Droit d'inscription  
et de cours pour 4 semaines :  
- AS 2750 - F (sem 1-4) - 7  
- AS 2750 - F (sem 5-8) - 7  
- AS 2750 - F (sem 9-12) - 7  
INSCRIPTIONS ET DÉMARCHES  
A 100 RUE DE LA VILLE

**GASTRONOMIE**  
Rive droite  
NOUVELLE DIRECTION  
**Le Sarrasin**  
NOUVELLE DIRECTION  
MER FERRON 18 F. c. c. c.  
avec FOIE GRAS MAISON  
12, rue de Valenciennes 42-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-1664-1665-1666-1667-1668-1669-1670-1671-1672-1673-1674-1675-1676-1677-1678-1679-1680-1681-1682-1683-1684-1685-1686-1687-1688-1689-1690-1691-1692-1693-1694-1695-1696-1697-1698-1699-1700-1701-1702-1703-1704-1705-1706-1707-1708-1709-1710-1711-1712-1713-1714-1715-1716-1717-1718-1719-1720-1721-1722-1723-1724-1725-1726-1727-1728-1729-1730-1731-1732-1733-1734-1735-1736-1737-1738-1739-1740-1741-1742-1743-1744-1745-1746-1747-1748-1749-1750-1751-1752-1753-1754-1755-1756-1757-1758-1759-1760-1761-1762-1763-1764-1765-1766-1767-1768-1769-1770-1771-1772-1773-1774-1775-1776-1777-1778-1779-1780-1781-1782-1783-1784-1785-1786-1787-1788-1789-1790-1791-1792-1793-1794-1795-1796-1797-1798-1799-1800-1801-1802-1803-1804-1805-1806-1807-1808-1809-1810-1811-1812-1813-1814-1815-1816-1817-1818-1819-1820-1821-1822-1823-1824-1825-1826-1827-1828-1829-1830-1831-1832-1833-1834-1835-1836-1837-1838-1839-1840-1841-1842-1843-1844-1845-1846-1847-1848-1849-1850-1851-1852-1853-1854-1855-1856-1857-1858-1859-1860-1861-1862-1863-1864-1865-1866-1867-1868-1869-1870-1871-1872-1873-1874-1875-1876-1877-1878-1879-1880-1881-1882-1883-1884-1885-1886-1887-1888-1889-1890-1891-1892-1893-1894-1895-1896-1897-1898-1899-1900-1901-1902-1903-1904-1905-1906-1907-1908-1909-1910-1911-1912-1913-1914-1915-1916-1917-1918-1919-1920-1921-1922-1923-1924-1925-1926-1927-1928-1929-1930-1931-1932-1933-1934-1935-1936-1937-1938-1939-1940-1941-1942-1943-1944-1945-1946-1947-1948-1949-1950-1951-1952-1953-1954-1955-1956-1957-1958-1959-1960-1961-1962-1963-1964-1965-1966-1967-1968-1969-1970-1971-1972-1973-1974-1975-1976-1977-1978-1979-1980-1981-1982-1983-1984-1985-1986-1987-1988-1989-1990-1991-1992-1993-1994-1995-1996-1997-1998-1999-2000-2001-2002-2003-2004-2005-2006-2007-2008-2009-2010-2011-2012-2013-2014-2015-2016-2017-2018-2019-2020-2021-2022-2023-2024-2025-2026-2027-2028-2029-2030-2031-2032-2033-2034-2035-2036-2037-2038-2039-2040-2041-2042-2043-2044-2045-2046-2047-2048-2049-2050-2051-2052-2053-2054-2055-2056-2057-2058-2059-2060-2061-2062-2063-2064-2065-2066-2067-2068-2069-2070-2071-2072-2073-2074-2075-2076-2077-2078-2079-2080-2081-2082-2083-2084-2085-2086-2087-2088-2089-2090-2091-2092-2093-2094-2095-2096-2097-2098-2099-2100-2101-2102-2103-2104-2105-2106-2107-2108-2109-2110-2111-2112-2113-2114-2115-2116-2117-2118-2119-2120-2121-2122-2123-2124-2125-2126-2127-2128-2129-2130-2131-2132-2133-2134-2135-2136-2137-2138-2139-2140-2141-2142-2143-2144-2145-2146-2147-2148-2149-2150-2151-2152-2153-2154-2155-2156-2157-2158-2159-2160-2161-2162-2163-2164-2165-2166-2167-2168-2169-2170-2171-2172-2173-2174-2175-2176-2177-2178-2179-2180-2181-2182-2183-2184-2185-2186-2187-2188-2189-2190-2191-2192-2193-2194-2195-2196-2197-2198-2199-2200-2201-2202-2203-2204-2205-2206-2207-2208-2209-2210-2211-2212-2213-2214-2215-2216-2217-2218-2219-2220-2221-2222-2223-2224-2225-2226-2227-2228-2229-2230-2231-2232-2233-2234-2235-2236-2237-2238-2239-2240-2241-2242-2243-2244-2245-2246-2247-2248-2249-2250-2251-2252-2253-2254-2255-2256-2257-2258-2259-2260-2261-2262-2263-2264-2265-2266-2267-2268-2269-2270-2271-2272-2273-2274-2275-2276-2277-2278-2279-2280-2281-2282-2283-2284-2285-2286-2287-2288-2289-2290-2291-2292-2293-2294-2295-2296-2297-2298-2299-2300-2301-2302-2303-2304-2305-2306-2307-2308-2309-2310-2311-2312-2313-23



# JEUX

هكذا من الامل

## échecs

N° 1264

### UN LONG VOYAGE

(Tournoi international de Belgrade, 1987)

Blancs : V. KORTCHNOI  
Noirs : V. BALOV

## bridge

N° 1262

### HAUTE SÉCURITÉ

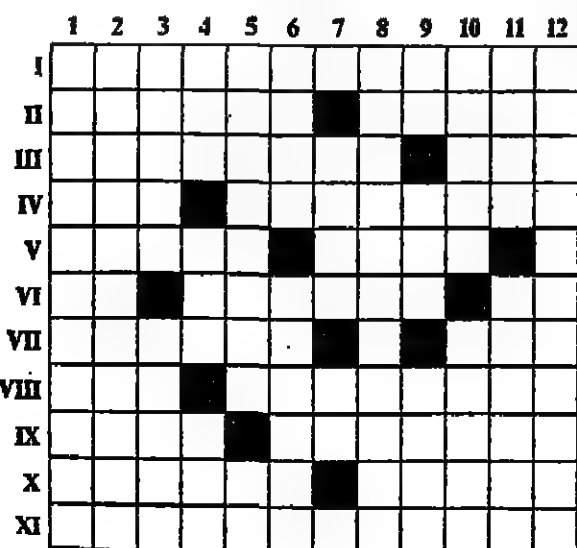
## scrabble

N° 285

### CHINOISERIES

## mots croisés

N° 492



1. e4 Cx6 31. dxc6 Dc5 (1)  
2. Cf3 32. Dxc6+ Rg8  
3. Cg3 33. Dd6+ Rg8  
4. g3 Fg7 34. h4! TB (1)  
5. Fg2 Fg7 35. Dxc6+ Rg8  
6. d4 Cx4 (a) 36. f4! Tb7  
7. Fd2 (b) Ff6 (c) 37. f5! Fg8  
8. e4 38. h5! Dd7  
9. Te1 (d) 39. Dxd7 Txd7  
10. exd5 40. g4 b4 (v)  
11. Ff4! (f) Cx6 (g) 41. exd4 c3  
12. Fg5 42. g5 d3 (1)  
13. Fxh6 Dxc6 43. g6 44. (1)  
14. f3 45. 44. g7+ Txd7  
15. Cx5 (h) Dd7 46. h7+ Rxd7  
16. Te1 47. Tg7+ Rf6 (2)  
17. Cx3 (i) Cx4 48. Tg7+ Rf6  
18. hxc3 (j) 49. Tg7+ Rf6  
19. Cx4 Dd6 (k) 50. a4! Cx5  
20. f3 51. f7! Tg8  
21. e4 52. Tg7+ Rf6  
22. Tc3 53. Tg7+ Rf6  
23. Tg7+ Rf6  
24. h4 54. Tg7+ Rf6  
25. Rb2 55. f8! d2 (a)  
26. Dc2 56. f8! d2 (a)  
27. Fh3 57. f8! d2 (a)  
28. h5! (a) 58. f8! d2 (a)  
29. Cx4! (a) 59. Tg7+ Rf6  
30. e5! fxc5 (a) 59. Tg7+ Rf6

#### NOTES

a) Tout commence par une « défense ouest-indienne » classique dans le plus des jeunes grands maîtres soviétiques et celui dont on se rappelle le surnom, depuis une vingtaine d'années, de « Moscou à Leningrad », « Kortchnoi le Terrible ».

Les Hongrois participent aujourd'hui aux compétitions européennes comme ils le faisaient avant la guerre à une époque où ils étaient avec les Français les principaux rivaux des Autrichiens, champions du monde en 1937.

Parmi les membres de l'équipe hongroise il y avait Raphaël Cohen qui a réussi ce coup fameux en 1951.

Après l'entame d'un petit Pique pour l'As sec du mort, comment Raphaël Cohen, en Sud, a-t-il gagné ce PETIT CHELEM A TRÈFLE contre toute défense ?

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

b) Une idée d'Opoensky : après 7... Cxg3 ; 8. Fxg3 le F-D joue pieusement son rôle sur la diagonale a1-h8 et après 7... Cxd2 les Blancs contrôlent la case e4.

c) D'autres possibilités sont 7... f5 ; 7... d5 ; le reste étant souvent inadéquat (par exemple, 7... Dc8 ; 7... Cxc3 ; 7... Cxd2) mais le coup du texte est assez populaire.

d) On 9. Dc2, Cxd2 ; 10. Dxd2, d6 ; 11. Te-d1 ou 11. f4.

e) On sait aujourd'hui que, sur l'avance 9... c5, les Blancs peuvent riposter par 10. d3, selon le plan de Kasparov ; par exemple : 10... dxc5 ; 11. exd5, Cxd2 ; 12. Cxd2, d6 ; 13. Cx4-d4, Fg7 (13... Fg7 ; 14. f4, Cx7 ; 15. g4) ; 14. Dd2, a6 (14... Fg7 est toujours préférable) ; 15. b4! avec avantage aux Blancs, Fg7 ; 16. bxc5, bxc5 ; 17. Df4, Dc7 ; 18. Cx4, Dc7 ; 19. Tb1, Fx4 ; 20. Cb6, Fx4 ; 21. Fx4, Te7 ; 22. Cxg8, Cx6 ; 23. Cx7, Cx7 ; 24. Fd5, abandon (Kasparov-Kigierink, Malte, 1980).

f) Dans la logique du neuvième coup, les Blancs maintiennent leur pression sur la colonne g et renforcent le contrôle de la case centrale e5.

g) Si 11... Cb-d7 ; 12. Fxg7.

h) Avec quelques menaces sur les pions blancs.

i) Avec, entre autres, l'idée 18... dxc5, bxc5 ; 19. Cx4, dxc4 ; 20. Cxg3.

j) Choisissant la construction f3-d4, soutenue par la Td1 et renforcée par le pion g3.

La grande réduction

Certains contrats, qui semblent infaisables, peuvent être réussis même à la table si on en connaît bien le mécanisme. La manche suivante, réussie par le champion français Dominique Pilon au cours de l'Open par paires d'un festival à Deauville, est un exemple typique :

Ann. : E. donna. Per. val. Sud

Ouest Nord Est

X... Coppel Y... Pilon

passé 2♣ passé 2♣

passé 3♣ passé 4♣

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

v) Ou 38. f6, d4 ; 39. gxd4, Dxd4 ; 40. Txd2 etc.

w) L'avalanche des quatre pions semble irrésistible mais les Noirs ont encore du contre-jeu.

x) 42... Cxc6 ne semble pas suffisant.

y) Peut-être 43... Rg8 vaut-il mieux ? Le long voyage du pion g est étonnant.

z) Si 44... Rb8 ; 47. Td4.

aa) Tendant un horrible piège : si 50... g2 ; 51. axb5, g1-d ; 52. Td7 mat.

ab) L'énergie, la puissance de Korchnot sont ici particulièrement admirables.

ac) Si 55... Cxf6 ; 56. Ff5 on même 56. Txf6, g1-d ; 57. Fg2+, Rg8 ; 58. Td4+.

ad) Une position extraordinaire, chaque camp ayant deux pions qui vont à D ; il est tout à fait étrange que le premier qui fait D perde !

ae) Si 56... Txf7 ; 57. f8=D.

af) Après 59... Dd2+ ; 60. Fg2 les Noirs sont plus d'échec et ne peuvent payer le mat. Comme le dit Andrieu, un western au départ (« ouest-indienne »), puis un thriller qui se termine par des scènes d'horreur !

Solution de l'étude n° 1263

K. Rumpel, 1925.

Premier Prix : Thibault de Schack (Blancs : Rb5, Th6, Cb3, Pb5. Noirs : Rg5, Fb3, Pb6, h3 et g3. Nulle).

Le pat est la seule chance des Blancs.

1. Tg8+, Rb4 ; 2. Cb4 menaçant

Que l'on a emporté le 8 de Trèfle pour le Valet et la Dame d'Est, qui a contre-attaqué Cœur. Sud a pris avec l'As et il a joué le Roi de Pique, puis la Dame de Pique prise par l'As sur lequel Est a déposé un Trèfle. Ouest ayant rejoint le 4 de Trèfle, comment Pilon a-t-il gagné QUATRE RIQUES contre toute défense ?

Note sur les enchères :

La main est trop belle pour ouvrir de « 3 Piques » et pas assez puissante pour ouvrir d'un 2 fort. Il était donc normal de dire « 1 Pique ». Ensuite la redemande de « 2 Piques » paraît timorée, mais le changement de couleur au palier de 2 promettait plus de 10 points et garantissait que le répondant ferait une deuxième enchère. Enfin, sur « 3 Carreaux », il était normal de sauter cette fois à « 4 Piques ».

PHILIPPE BROGNON.

N°	TIRAGE	SOLUTION	RÉS.	PTS
1	BEFFRIOR	FIRE	H4	28
2	BO+ESUV	VOISE	DE	21
3	BU+ADLOT	AL	DE	21
4	DIOTU+ES	SOLITUDE (a)	DE	21
5	ADFEKIC	FIEGA	4A	28
6	DK+EILOR	KORE	11C	44
7	DIU+MINNU	KID	C11	26
8	AAADERTU	FARAUD (b)	14H	32
9	ANNOGT	DONAT (c)	ES	26
10	AACGSUV	YUANS	12H	48
11	BCCEIU?	(U)YCEE	H11	45
12	BIU+ANOR	BOIRA	14H	32
13	INU+CEIT	ACINI (a)	EE	34
14	ETU+EHIT	EH	29	29
15	ELITU+MM	TOME	F4	19
16	LMITU+TTE	EUX	14H	32
17	LMITT+MU	MUT	14H	32
18	LMIT+ERS	STEM	14C	23
19	LRT+EISW	WUS	M3	34
20	ELIRT+AU	LITERA	O1	27
21	U+ELNSVZ	USEZ	13	39
22	LPQJUL	BLE	A12	18
23	ALNNPQ	QAT	13	23
24	ELLNPE	RUNE	34	18
25				
26				283

(a) DOUBLET, 6 E; toutes les cases à 21 pts.  
(b) Ou FARDEAU.  
(c) Fictif d'ACINUS, mais de celles électorales (cf ACINUS), 1, 76, 2, 762, 3, 714.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

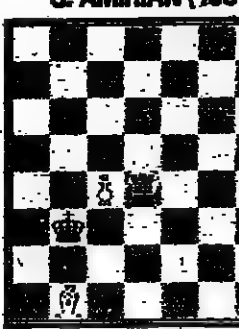
Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

ÉTUDE N° 1264

G. AMIRIAN (1987)



BLANCS (4) : Rb1, Tg6, Fb1.  
Noirs (2) : Rb3, Tg4.  
Les Blancs jouent et gagnent.  
CLAUDE LEMOINE.

Courrier des lecteurs

Hypothèse nécessaire (1243)

Louis Salami fait une excellente analyse des enchères, et il aboutit à la conclusion que le total des points de Nord-Sud n'est que de 32. Il manque donc 1 point et il vaut mieux ne pas déclarer de chelem dont les chances de réussite sont effectivement inférieures à 50 %. Le point discutable est de savoir si l'aurait ouvert en Nord avec :

Le main vaut 13 points, c'est la frontière entre l'ouverture de 1 Trèfle et passe. Or l'expérience prouve que l'on a intérêt à ouvrir si les deux conditions suivantes sont remplies :

1) avoir une redemande correcte, ce qui n'est pas le cas (puisque on pourra redire 2 Trèfles) ;

2) indiquer une bonne entame, et c'est aussi le cas.

PHILIPPE BROGNON.

N°	TIRAGE	SOLUTION	RÉS.	PTS
1	BEFFRIOR	FIRE	H4	28
2	BO+ESUV	VOISE	DE	21
3	BU+ADLOT	AL	DE	21
4	DIOTU+ES	SOLITUDE (a)	DE	21
5	ADFEKIC	FIEGA	4A	28
6	DK+EILOR	KORE	11C	44
7	DIU+MINNU	KID	C11	26
8	AAADERTU	FARAUD (b)	14H	32
9	ANNOGT	DONAT (c)	ES	26
10	AACGSUV	YUANS	12H	48
11	BCCEIU?	(U)YCEE	H11	45
12	BIU+ANOR	BOIRA	14H	32
13	INU+CEIT	ACINI (a)	EE	34
14	ETU+EHIT	EH	29	29
15	ELITU+MM	TOME	F4	19
16	LMITU+TTE	EUX	14H	32
17	LMITT+MU	MUT	14H	32
18	LMIT+ERS	STEM	14C	23
19	LRT+EISW	WUS	M3	34
20	ELIRT+AU	LITERA	O1	27
21	U+ELNSVZ	USEZ	13	39
22	LPQJUL	BLE	A12	18
23	ALNNPQ	QAT	13	23
24	ELLNPE	RUNE	34	18
25				
26				283

(a) DOUBLET, 6 E; toutes les cases à 21 pts.  
(b) Ou FARDEAU.  
(c) Fictif d'ACINUS, mais de celles électorales (cf ACINUS), 1, 76, 2, 762, 3, 714.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes les autres lignes de jeu échoueraient, et ce coup méritait donc de passer à la postérité.

Le plus étonnant est que, si après l'As de Pique on fait l'impassé au Valet de Trèfle, on chabre. En effet, il ne servirait à rien de donner ensuite un coup à blanc à l'Est car l'Est rejouerait tout pour empêcher la coupe à Pique. De même toutes



### PHOTO

Rétrospective Fernand Michaud à La Rochelle

### Le voleur d'âmes

Expression du geste, mélodie des corps et des visages. Un portraitiste avignonnais rend hommage au théâtre.

Fils de boulangers-pâtisseries, c'est en autodidacte que Fernand Michaud se consacre d'abord à la photographie traditionnelle. Installé en 1969 à Avignon, où il ouvre un atelier de mode, de publicité et d'industrie, il archive patiemment le Festival, d'abord à son compte, puis officiellement. Et concrétise peu à peu sa mémoire par la série essentielle d'un spectacle.

C'est ainsi qu'il réalise en 1984 un long portrait-séquence de deux mille prises de vue sur Ariel Garcia-Valdés, interprète de Richard III, monté par Georges Lavaudant. Rime incantatoire sur la mort, la métamorphose et la résurrection, hymne au théâtre, reportage passionnant sur le métier d'acteur à travers un texte, un rôle, une pièce. Des coulisses au plateau, c'est à un ardent combat, mené sur huit soirs, que Fernand Michaud se projette le spectateur au cœur de la représentation. Priant, hystérique, mimant le pouvoir et la folie, Valdés, grisé, abouffé par le minimalisme d'accessoires sobres (armure, prothèse, gants), puis asphyxié, évanouissant, ne joue pas mais est véritablement l'image de sa mort face à deux mille huit cents personnes.

L'extrême tension de cette « chanson de geste » se retrouve dans *Walter et Néker* de Pina Bausch. Autant que l'esprit du corps, c'est l'arrêt du mouvement dans l'espace que visualise l'opérateur en isolant un détail (goulet, col, nuque). Dansé, dit ou chanté, l'expressivité du théâtre laisse aussi son empreinte sur les traits ravivés de ceux qui le font.

C'est avec violence et gravité que cet « onomologue » tendre s'empare frontalement des visages. Dociles,



Ariel Garcia-Valdés dans sa loge à Avignon (juillet 1984)

serieux et vulnérables, brûlés de l'intérieur, fichés en très gros plan, ses modèles (François Chammatta, Vito ou Bourseiller) expriment non seulement cet état de beauté incertain qui dicte la conscience de la pose, mais aussi l'émotion, l'écoute et l'effacement complice de deux acteurs qui se font face. Le portraitiste révèle à chaque prise, souvent à l'encontre du sujet, une part ignorée de lui-même.

La même angoisse nimbe les visages de ceux qu'il filme depuis 1980. Traité en pleine pâte par un œil qui martèle, ausculte et palpe, le corps féminin, monté par la lumière, est l'objet de tableaux obscurs et éblouissants. Vomissant caries,

vagues et dunes, la figure maternelle trouve son aboutissement dans la trilogie, regroupant trois générations, faite en 1977. Michaud a également réalisé, entre Ingres et Degas, une série de faux instantanés de son épouse Odette, qui est un pur chef-d'œuvre.

Superbement tirées à l'or, au platine ou au sel de sélinum, ces images en deux cent vingt images, spacieusement accrochées, ponctuent l'action menée depuis quatre ans à La Rochelle par un lieu polyvalent en faveur de la photographie. Après Salgado, Coplans ou Thierry Girard, Michaud est l'hôte de la Maison de la culture de La Rochelle, à la demande de Claude Hudelot, nouveau directeur des Rencontres d'Arles.

PATRICK ROEGERS.

« Hommage à Fernand Michaud. Maison de la culture de La Rochelle, jusqu'au 28 février ».

### GALERIES

### Copies sur commande : « certifié faux »

Une galerie de tableaux parisiennes, ouverte depuis peu, commercialise des tableaux garantis faux. Avec un certain succès.

Nous sommes dans l'ère des simulacres. Après le vrai-faux passeport de l'ancien chef de cabinet ministériel et la fausse carte grise du « plombier » marseillais, voici les faux tableaux certifiés faux. Il y a quatre mois, Daniel Delamarre ouvre, 34, avenue Matignon, une galerie où il expose des copies d'œuvres impressionnistes. Sur le dos des toiles, un cachet indélébile atteste officiellement de leur qualité de faux. Le très austère *Wall Street Journal* se fait l'écho — en première page — de cette curieuse entreprise, et la nouvelle émission de Maurice Rheims sur Antenne 2 s'ouvre sur elle (1).

Un tel tapage ne peut qu'attirer le mécontentement de certains propriétaires de galeries voisines. Les jugements sont parfois vifs. « Un individu qui commet une copie ne peut que dévaloriser un message sur sa toile », affirme l'un d'eux. « Il y a autant de différences entre une œuvre originale et une copie qu'entre une rencontre au bordel et un séjour amoureux à Venise », soutient celui-là.

Il ne faut pas oublier, pourtant, que pendant de longs siècles la copie a tenu une place très honorable et parfaitement officielle aux côtés des œuvres originales. Il n'y a pas de surprenant, le festueux Charles de Beaufort n'hésitait pas à accrocher dans son palais vénitien, au milieu de ses collections, quelques copies d'œuvres qu'il n'avait pu se procurer. C'est oublier également que la copie faisait partie de l'arsenal éducatif de tous les artistes, impressionnistes compris.

La conscience de Daniel Delamarre est, de toute façon, partiellement tranquille : « On ne reproduit rien, d'ailleurs, d'avoir commercialisé une idée simple », déclare-t-il. Très sûr de lui, volontaire, il discute au milieu de ses

toiles : les *Faveurs de la rue de Berne* de Manet, le *Danés* de Klint, les *Footballeurs* du Douanier Rousseau, la *Maison du Père Lacroix*, de Cézanne, un grand *Nu* de Modigliani. Son histoire, racontée par lui-même, ressemble à un conte bleu. Tôt initié à l'art grâce au séjour qu'il a fait dans les maisons d'enfants de la Fondation Rothschild, cet élève méditerranéen fait vite fortune dans le textile. Mais pas suffisamment pour se payer les toiles dont il rêve : Corot, Renoir... Déception. Pour le consoler, une amie prétend lui fournir la copie « parfaite » d'un de ses tableaux favoris : le *Fighting Terner* de Turner. Le résultat dépasse ses espérances. Daniel Delamarre a trouvé là son chemin de Damas, et, pense-t-il, un bon filon financier. A trente-quatre ans, il laisse tomber le textile pour ouvrir une fabrique d'authentiques faux.

### A la recherche des mercenaires

Avant toutes choses, il prend ses précautions pour se garder de toutes actions judiciaires. Seules les œuvres d'artistes morts depuis plus d'un demi-siècle — et donc tombées dans le domaine public — seront copiées. Les tableaux ne seront jamais reproduits deux fois (rien ne l'oblige pourtant à respecter cette clause), et si le format diffère légèrement de celui de l'œuvre originale, c'est à la demande des héritiers de l'artiste ou des sociétés d'auteurs avec qui il est en négociation constante.

Ensuite, il lui a fallu trouver des peintres mercenaires. Une ancienne-fonctionnaire du ministère de la culture belge, Danièle Van Statten, lui débouque une équipe de praticiens chevronnés : « J'en ai vu trois mille pour en choisir quinze », affirme-t-elle fièrement. Tous réclament l'anonymat le plus absolu, car « ce sont des artistes à part entière. Chacun a un nom, un marchand et une cote », murmure, mystérieux, Daniel Delamarre.

Ces Rembrandt de l'ombre travaillent d'après les originaux

quand ils le peuvent. Sinon, ils utilisent des éktachromes de grande taille qui leur sont fournis avec la commande. « Mais auparavant », note Danièle Van Statten, nous nous livrons à une étude minutieuse de l'œuvre : grain et apprêt de la toile, palette du peintre... La copie achevée — un mois est nécessaire — nous comparons le résultat avec l'original pour faire les dernières retouches.

Si l'on en juge par ce qui est accroché sur les cimaises de la galerie, l'examineur est parfois bien indulgent. Ou fort myope. Il est quand même difficile, par exemple, de prendre les deux Gauguin qui s'y trouvent pour des œuvres authentiques du peintre. Ces différences de qualité expliquent sans doute l'étendue de la fourchette des prix demandés : de 30 000 F à 100 000 F. Un écart officiellement justifié par le « notoriété du copiste ».

Le public a l'air de suivre : vingt-huit titres sur soixante-six ont été, nous dit-on, vendus depuis l'ouverture de la galerie et vingt-six commandes sont en cours. Les motivations des acheteurs sont multiples : plaisir de posséder une toile donnant l'illusion de l'original, désir d'assortir le couloir de ses résidents à celle d'un tableau choisi sur catalogue, volonté de doubler une œuvre authentique déposée dans un coffre, goût du bluff, rappel d'un tableau jadis possédé...

Collins de Daniel Delamarre sont simples : gagner de l'argent « avec une idée simple » et « réhabiliter la copie, qui a accompagné l'histoire de la peinture jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle ». Avec le secret espoir que ces copies « uniques » prennent un jour de la valeur et que ce « second marché » devienne à son tour une valeur de placement... Une idée fixe.

EMMANUEL DE ROUX.

(1) Le premier numéro de cette émission, « Haute curiosité », proposée par Maurice Rheims et Léo Schoer, sera diffusée le dimanche 31 janvier à 22 heures.

### EXPOSITIONS

Gonzalez, Smith, Saint-Jacques

### Signes

Dessins de sculpteurs et première exposition personnelle d'un jeune peintre : l'expression d'un sens liée à une forme presque abstraite.

Il n'est pas d'histoire de la sculpture qui n'accorde une place à Julio Gonzalez. Il n'en est pas non plus qui ne rappelle, et légitimement, la place de Picasso dans son œuvre. Le premier apprenti au second, en 1923, Gonzalez travailla et s'adonna au métal, et l'on se défend mal contre l'idée que c'est le second qui engendra le premier, que les effets tirés de ces procédés, Gonzalez fait donc peuvent figurer de disciple talentueux. C'est un peu simpliste. Les dessins Gonzalez le prouvent (1).

Ainsi que Picasso conçoit ses sculptures comme des aggrégats de volumes, Gonzalez les définit d'une géométrie linéaire. L'espace que son maître-élève envahit par la prolifération de la forme, lui le traverse, la perce ou le circonscrit. L'un s'installe, l'autre danse. Et l'espace des figures de plus en plus abstraites et allégoriques, abstraites. L'on veut mais d'une abstraction chargée de mouvements et d'allures corporelles. Chaque dessin, chaque fer, apparaît comme l'œuvre d'une expression.

On pourrait dire la même chose de David Smith, sculpteur américain de la génération de l'expressionnisme abstrait et grand admirateur de Gonzalez. On ne voit cependant ici que quelques croquis peaufinés qui se rattachent à ses œuvres les plus géométriques. L'hommage reste peu éloquent, malgré le voisinage de quelques dessins de Sankiewicz, autre Américain, autre peintre, autre inventeur d'assemblages. Stanke-

witz et Smith cherchent à retrouver la statue, ou l'idole, par l'accumulation et l'allusion. Leurs abstractions ne naissent ni du hasard ni du hasard, mais de la conviction que l'on peut s'exprimer par le truchement de formes non descriptives.

Il est intéressant, et peut-être rassurant, de découvrir que cette conviction, qui était celle d'un Kandinsky ou d'un Klee, n'a point perdu tous ses défenseurs. Elle en trouve même à nouveau parmi les peintres de trente ans, au premier rang desquels se trouve Camille Saint-Jacques. Pour sa première exposition personnelle (2), celui-ci présente des huiles et des œuvres sur papier où il mélange sucs et pastels. Cette technique autorise de fort beaux effets de matière, mais elle est moins surprenante encore que l'inspiration.

Saint-Jacques dessine et peint des « choses », qui ont densité, volume et couleur, des « choses » qui ressemblent fortement à des corps, à des sculptures primitives, des armes ou des vêtements. Il les dispose dans l'espace de l'œuvre comme pour une scénographie symbolique, fondée sur la transposition du réel et sur l'évocation d'une sorte de mémoire mythologique des formes. Chaque image balance entre la douceur et une noire violence, sans tomber dans l'une ni dans l'autre. Ni transfigurée, ni post-moderne, cette peinture a de la poésie et de la force. Elle est de celles, peu nombreuses, qui aident à ne pas désespérer entièrement de l'art actuel.

PHILIPPE DAGEN.

(1) Galerie Zabrétsky, 37, rue Quincampoix, 75004 Paris, jusqu'au 26 février.  
(2) Galerie Guy Moedine, 11, rue Neuve-Popincourt, 75011 Paris, jusqu'au 13 février.

### VENTES

Créations de Lalique salle Drouot

### Du verre sous le marteau

Quelque trois cent soixante créations en verre de René Lalique vont être dispersées à la salle Drouot.

Pas de pièces exceptionnelles, mais quelques beaux objets créés entre 1900 et 1945 dans cette collection amassée par Hector Favart, directeur des ateliers Lalique pendant plus de cinquante ans. Il est très rare aujourd'hui qu'une vente de cette taille soit consacrée à ce maître verrier, dont chaque œuvre, de la plus simple à la plus sophistiquée, porte son nom.

Au début du siècle, Lalique a commencé par exécuter des bijoux art nouveau, en assemblant des matières hétéroclites : or, argent, pierres précieuses, émail et verre. Sa réputation dans ce domaine éveilla l'intérêt du parfumeur Coty, qui n'était pas encore le microbolant patron de presse de l'après-guerre. Il lui confia le dessin de ses flacons. Cette association donna naissance à l'industrie du flaconnage personnel. La première de ses réalisations, « Hélioïdole », en verre blanc transparent, sera mise aux enchères pour 2 500 francs.

Flacons, boîtes à poudre, à crème, vaporisateurs en verre aux noms évocateurs, sont l'un des points forts de cette collection. Les plus célèbres parfumeurs d'avant-guerre — Houbigant, Lubin, d'Orsay — et certains

grands couturiers comme Worth ou Lanvin, qui possédaient leurs propres lignes de parfums, seront au rendez-vous : la fameuse bouteille en verre blanc églomisé « Dans la nuit », de Worth, sera mise aux enchères à 2 000 francs. Sa sœur jumelle, encore plus rare, une boîte à poudre signée dans la masse doit décoller à 3 000 francs.

Dans les années 20, Lalique revient à ses premières amours, les bijoux, et met à leur service son expérience du verre. Broches, colliers, épingles à cheveux, pendentifs et médailles, tous en verre. Ce qui ne va pas sans inconvénients. Le bracelet « Engrenage », qui caillait cruellement le poignet des élégantes de l'époque, fut retiré de la vente au bout de quelques mois. Il n'en est que plus rare et estimé à 10 000 francs.

Par la suite, les ateliers sortirent d'innombrables cendriers, bonbonnières, encensoirs, caches, vases, luminaires et des statuettes animales ou humaines : une femme nue baptisée « Côte d'Azur » est évaluée à 15 000 francs. Elle avait été distribuée gratuitement en 1929 aux voyageurs de première classe du train de luxe qui portait ce nom. « Rose », un presse-papiers à la cire perdue, retrouvé au fond d'une cave à charbon, sera mis aux enchères à 25 000 francs.

Ces estimations, relativement basses pour une vente sans réserves, pourraient attirer les amateurs et créer ainsi des surprises. La production de Lalique entre les deux guerres est en effet très recherchée aujourd'hui. Un bonchon de radiateur en forme de hibou a été vendu l'année dernière 340 000 francs. Et les « vitelles », maisons de parfums comme Houbigant ou Roger & Gallet s'arrachent certains flacons à prix d'or pour constituer une collection complète de leur production.

ALICE SEDAR.

★ Salle Drouot, lundi 25 janvier, à 11 heures et à 14 heures.

### COULISSES

### Des musées changent de tête

Plusieurs permutations ont eu lieu à la direction de musées en France. Ainsi, Suzanne Pagé, directrice de l'ARC, remplace Bernadette Contenson — qui part à la retraite — à la tête du Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Armand Brejon de Lavergnée se maintient responsable du Musée des beaux-arts de Lille à la place d'Hervé Oursel, lui-même chargé du Musée national de la Renaissance au château d'Ecouen. Monique Laurent, conservateur en chef du Musée Rodin s'occupe désormais de la coordination de « La rue vers l'art ». Elle est remplacée par Jacques Vilain. Rappelons enfin que Pierre Rosenberg est depuis la fin de l'année dernière à la tête du département des peintures du Musée du Louvre.

### La Rome antique est à Caen

La grande passion de Paul Bigot durant toute sa vie (1870-1942) fut la Rome antique. Cet architecte, qui ne laissa qu'un seul bâtiment notable (celui de l'Institut d'art et d'archéologie) à Paris, de style touareg-roman, a surtout travaillé pendant trente ans à une réplique au quart centième de la capitale de l'empire romain au quatrième siècle après Jésus-Christ. Cette œuvre couvre 70 mètres carrés. Relégués dans les combles de l'Institut après sa mort, des morceaux seraient aujourd'hui en caisse au Musée des monuments français.

Un des disciples de Bigot, Henri Bernard, également architecte — il dessina les plans de la Maison de la radio, — en donne une réplique à la ville de Bruxelles et une autre à l'université de Caen. Si la première est en bon état, la seconde est laissée à l'abandon depuis quinze ans. François Hinard, professeur à l'université de cette ville, a créé une association pour la réhabilitation de ce travail de Romain. « Il faut 1 million de francs », précise le professeur Hinard, qui a obtenu l'autorisation de commercialiser des répliques moulées en plâtre de certaines parties du plan.

### LIVRES

### Le Sueur de retour

Le Sueur, « ce doux génie d'une mélancolie pâle » (dit Théophile Gautier), n'avait point encore trouvé son biographe. Son « génie » était bien méconnu, et passablement oublié. Alain Mérot a choisi de l'analyser en profondeur, d'aller bien au-delà des parallèles habituels, Le Sueur et Zurbaran, Le Sueur et Poussin, et de réunir le catalogue raisonné de l'œuvre.

Sa monographie est ce que devraient être toutes les monographies scientifiques : bien écrite, savante, sans bavardages, claire, mesurée, et donc convaincante. Elle donne de la peinture française de la première moitié du dix-septième siècle une vision nouvelle. Quant au catalogue, qu'en dire, sinon qu'il est d'une monumentalité érudite et que, selon toute vraisemblance, il est de ceux qui doivent faire autorité sur leur sujet !

Ph. D.

★ *Eustache Le Sueur*, de Alain Mérot. Ed. Arténa, 478 pages, 570 planches, 500 F.

**PLTIT**  
O D E N  
1 8 h 3 0  
19 JANVIER - 21 FEVRIER  
et puis j'ai mis une cravate et je suis allé voir un psychiatre  
Pièce de  
J.P. CARASSO et J.C. SUSSFELD  
d'après  
**HOWARD BUTEN**  
mise en scène  
LIZA VIET

**THEATRE 71**  
MALAKOFF 46.55.43.45  
13 JANVIER - 14 FEVRIER  
**L'AMANTE ANGLAISE**  
de Marguerite Duras  
Mise en scène, Charles Tordjman • Décor, Yannis Kokkos  
avec Coco Folgaolles, François Clavier, Christian Dillaud  
Production : Théâtre Populaire de Lorraine

**COMPAGNIE LAURENT TERZIEFF**  
CE QUE VOIT FOX  
de JAMES SAUNDERS  
THEATRE LA BRUYERE 46 74 76 99

سكنا من الاصل



## Culture

## CINÉMA

« Une femme honnête », de Huang Jianzhong

## La dame au petit mari

Une jeune fille mariée à un enfant de six ans. La situation n'est pas banale, mais ça se passe en Chine, avant Mao.

Elle est chinoise, jeune et jolie, sérieuse et souriante, n'a qu'un mari : avoir dix-huit ans avant la victoire du « Grand Timonier » en 1949 sur les forces de l'obscurantisme. C'est ainsi que Yu Xingxian (interprétée, en 1983, par Cong Shan, en passe d'être LA star de Pékin à l'exportation) se retrouve mariée à un charmant bambin de six ans, Weiwei, en vertu d'une vieille coutume féodale, dont il n'est pas certain qu'elle ait totalement disparu des coins reculés de l'ex-empire du Milieu : en mariant un fils très tôt, le père devenait le concubin de sa bru, laquelle engendrait donc des frères pour son mari et non des fils, avant que ce dernier devenu adulte ne l'abandonne pour une plus fraîche et ainsi de suite.

Dans le cas qui nous occupe, il n'y a pas de père pour mettre à profit la belle jeunesse de l'épouse, mais ça n'arrange rien : l'inconvénient n'est pas moindre d'avoir un mari qui pisse au lit, couine quand il rêve de travers et ne laisse aucun espoir immédiat sur l'art de la flûte de jade. Trop petit mon ami, soupire la femme soumise, il te faudra deux ou trois fois ton âge pour les joies des nuages et de la pluie. On voit du reste des paysages naturels inspirés, des rizières au terrasses, des paysans au labour.

Xingxian a bien de la patience, la chair la travaille néanmoins. Elle n'est pas longtemps indifférente au charme robuste d'un homme de peine et va même jusqu'à discuter, en catimini certes, avec lui de la possibilité de faire la chose. L'adultère est puni de mort, pour l'homme (une folle en témoigne dont l'amoureux a été plongé dans l'eau, une

pierre au cou), mais les « camarades » des temps nouveaux n'arrivent-ils pas avec les lumières du divorce pour dissiper ces mariages arrangés ?

Dans un film, plagiat de celui-ci, réalisé en 1986 par Xiepei, *La Jeune Fille de Xia Xia*, le brin de caissette entre le gai saisonnier et l'insouciant tournait au bambou torride. Point de cela, ici, la femme reste « honnête », mais rien n'est simple, pas plus là-bas qu'ailleurs. Et le plus troublant est de voir le petit mari minuscule s'accrocher à celle qui veut s'enfuir et n'ose pas. Il y a quelques scènes

très étonnantes à ce propos, fort éloignées de la mièvrerie comme de la comédie, d'une élégante bizarrerie qui repose, un peu comme dans *King Kong*, sur le dialogue désiré, impossible, entre des proportions inconciliables.

Une histoire singulière et universelle qui ne concerne pas tout à fait que la Chine. Il est d'autant plus dommage qu'un film aussi rare ne soit distribué en France que dans une seule salle — le Cluny-Palace, à Paris — quand on sait qu'à peu près cinq cents millions de Chinois l'ont déjà vu.

MICHEL BRAUDEAU.

« Ange gardien », de Goran Paskaljevic

## La défaite de l'homme seul

La misère terrible des tziganes. Le trafic d'enfants. La lutte désespérée d'un courageux journaliste.

D'importantes communautés de tziganes vivent en Yougoslavie, concentrées au Kosovo, en Voïvodine et en Macédoine, dans une profonde misère. Et, chaque année, des milliers d'enfants tziganes sont « loués » pour une durée déterminée, ou vendus à des trafiquants qui les exploitent en Italie, en France, en Autriche. Ils sont dressés à voler, à se prostituer. Les nouveaux marchands d'esclaves qui les exploitent passent le plus souvent à travers les filets de la police.

Sur ce trafic honteux, horrible, Goran Paskaljevic avait, dans les années 70, réalisé un documentaire, tourné pour l'essentiel dans un ghetto tzigane situé à l'emplacement d'un ancien cimetière juif. Le lien a

hamé le cinéaste yougoslave. Quinze ans plus tard, il est retourné au cimetière juif. Et il a écrit, puis filmé *Ange gardien*.

L'*Ange gardien* est, dans la croyance des tziganes, celui qui donne la vie et la reprend, récompense et punit. Le film part de faits vrais pour une histoire dramatique, brutale, émouvante. La mise en scène et les éclairages, extrêmement élaborés, traduisent le rêve humaniste d'un journaliste (interprété par Ljubisa Samardzic), et le cauchemar atroce de la réalité. Ainsi, Goran Paskaljevic propose-t-il une suite de « visions » sur des conditions de vie insupportables, sur les ruses et la mentalité des « roms » et sur un idéalisme dont il constate formellement la faillite.

Dragan, le journaliste, ce bon Samaritain au sourire presque permanent apprend à ses dépens (la fin du film est terrible), qu'un homme seul ne suffit pas à changer ce monde de misère, de trafic et d'exploitation. Les grands sentiments et la soumission à la mythologie de l'ange Sanyia conduisent au même échec, au même obscurantisme.

Les images des punitions infligées aux enfants réfractaires ne relèvent nullement de l'exploitation. Sans doute, pour alerter l'opinion publique en Yougoslavie et ailleurs, le cinéaste a-t-il dû frapper fort. Mais, c'est pour détruire les illusions de la bonne conscience et situer le problème des tziganes sur le terrain social et politique. Cette œuvre brutale de colère passe volontairement par le spectacle pour se faire entendre au-delà des frontières yougoslaves.

JACQUES SIGIER.

## MUSIQUE

## Mort du chef d'orchestre Evgeni Mravinski

Evgeni Mravinski, le directeur musical de l'Orchestre de Leningrad, est mort d'une crise cardiaque, a annoncé mercredi 20 janvier l'agence Tass. Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans.

Mravinski était une autorité incontestée, sorte de « commandeur » dont tous les chefs d'orchestre parlaient avec déférence. Une exception, aussi, dans la profession. Né à Saint-Petersbourg, formé à la direction d'orchestre dans sa ville natale, second, puis premier chef au Théâtre Kirov entre 1931 et 1938, il n'avait quitté les rives de la Neva que pour de rares tournées, et son nom avait fini par s'identifier totalement à la formation dont il avait, depuis 1938, la responsabilité. Grâce à sa sévérité proverbiale, à sa discipline féroce, à sa manie de remettre chaque œuvre, avant chaque exécution, complètement sur le métier, la Philharmonie de Leningrad était devenue l'une des toutes premières formations du monde, dans un répertoire très particulier (Tchaïkovski, classiques du vingtième siècle comme Bartok, Prokofiev ou Debussy). Mravinski était le dédicataire de la *Huitième symphonie* de Chostakovitch et avait créé beaucoup d'œuvres de ce compositeur, avant que la politique ne les sépare, dans les années 60.

Son dernier passage en France date de 1982, année où il dirigea son prestigieux orchestre à Dijon. En novembre dernier, quand Menuhin retrouvait Leningrad (le Monde du 26 novembre 1987), Mravinski, malade, avait annulé ses concerts. Pour mesurer l'efficacité et l'autorité de cet inflexible technicien, il reste de rares enregistrements disponibles chez Deutsche Grammophon (les 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> de Tchaïkovski sur deux disques compacts) ou en imports japonais (7<sup>e</sup> de Sibélius, 2<sup>e</sup> de Brahms...). A.R.

COLETTE GODARD.

## LETTRES

## M. Michel Debré candidat à l'Académie française

L'Académie française a enregistré, jeudi 21 janvier, la candidature de M. Michel Debré, soixante-seize ans, ancien premier ministre, au fauteuil du duc de Broglie, l'un des six actuellement vacants au quai Conti.

## Communication

## Les révolutions de la presse écrite

(Suite de la première page.)

Aux côtés des aides directes (allègement des charges téléphoniques et des transports SNCF, aides aux journaux d'informations politiques et générales à faibles recettes publicitaires), figure un éventail d'aides indirectes, qui représentent l'essentiel de la manne : elles vont des tarifs postaux préférentiels à l'exonération de la taxe professionnelle, de l'allègement du taux de la TVA aux avantages fiscaux. Grâce à l'article 39 bis du code des impôts, les entreprises de presse bénéficient en effet d'une franchise d'impôts sur une part de leurs bénéfices à condition qu'ils servent à leur modernisation.

Ce triple encadrement, juridique, industriel et financier, devait assurer le pluralisme par la diversité des titres. Son succès est très relatif. Si l'on dénombre, en 1947, dans l'enthousiasme de l'après-guerre, cent soixante-quinze quotidiens de province et vingt-trois titres pour la presse parisienne, on ne trouve plus aujourd'hui que soixante-dix quotidiens et douze titres pour la presse nationale. Mais le principal reproche que l'on peut adresser au dispositif de la Libération est d'avoir maintenu la presse écrite dans un cocon faussement protecteur, alors que l'environnement de la communication évoluait rapidement.

Protégés de la concurrence publicitaire de la télévision jusqu'en 1968, les entreprises de presse peuvent prospérer mais sans se développer. La diversification dans l'audiovisuel est rendue impossible par le monopole public. Le rachat de titres est strictement limité par la loi. Situation d'autant plus difficile que la hausse du prix du papier (qui a quadruplé entre 1970 et 1986), le dérapage des coûts de fabrication et de distribution, vont rapidement ronger les marges bénéficiaires. A cela s'ajoute, pour la presse quotidienne, une érosion inquiétante du lectorat.

La France, cinquième puissance mondiale, ne se situe en effet qu'au vingt et unième rang mondial pour la lecture des journaux (205 quotidiens vendus pour 1 000 habitants, quand le Japon, champion en la matière, en vend 546). Entre 1970 et 1985, alors que la population française passe de 50,7 millions d'habitants à 55 millions et que son niveau d'instruction s'accroît, la diffusion des quotidiens chute de 10 millions d'exemplaires vendus par jour à 8,6 millions (soit 14 % de moins).

La baisse est particulièrement dramatique pour la presse parisienne, dont la diffusion — 34 % de moins en quinze ans — passe de 3,5 millions d'exemplaires à 2,3 millions. La concurrence des autres médias a sans doute sa part

dans cette désaffection. Mais la presse, qui n'a pas su, à temps, répondre aux besoins du lectorat (notamment dans le domaine de la distribution, grâce au portage à domicile déjà pratiqué dans l'Est ou le Nord) et qui a trop longtemps sauvé la face d'une gestion approximative par la seule augmentation du prix du journal, a aussi ses responsabilités. Ces quinze dernières années, le prix moyen d'un quotidien a été multi-

plé par sept quand l'indice des prix de détail ne faisait que quadrupler.

Le paysage idéal dessiné par l'ordonnance de 1944 n'a résisté pas longtemps à la poussée du marché. M. Robert Hersant est le premier à défilier la loi, à se moquer des poursuites judiciaires et à convaincre les banques que la presse écrite peut être un secteur rentable, comme c'est le cas aux Etats-Unis. A partir d'un magazine, l'*Auto-Journal*, et d'une agence de publicité, il se patiemment sa toile d'araignée. Il s'attaque d'abord à la presse régionale, collectionne les titres (*Centre-Press*, *Paris-Normandie*, *Nord-Matin*, etc.). Au milieu des années 1970, il prend successivement le contrôle du *Figaro*, de *France-Soir* puis de l'*Aurore*.

La Socpresse comprend aujourd'hui quatre quotidiens nationaux (avec *Paris-Turf*), dix-huit régionaux, une dizaine d'hebdomadaires locaux, des magazines spécialisés, une agence de presse, trois régies publicitaires et de nombreuses imprimeries. Il pèse 6,3 milliards de francs. Cette fulgurante ascension déchaîne la polémique : les uns dénoncent le « fossageur du pluralisme », les autres lui savent gré d'avoir sauvé des journaux en difficulté.

Mais si M. Hersant concentre les critiques parce qu'il s'attaque à la presse quotidienne, d'autres groupes, plus discrètement, bâtissent de véritables empires. Hachette, Filipacchi, les Editions

disparition) les périodiques locaux qui existent sur ses marchés. La presse régionale réussit même à canaliser l'offensive des journaux gratuits, secteur fortement concentré entre les mains d'Havas et de la COMAREG, en concluant des accords avec eux. A l'aube des années 80, le développement d'une dizaine de groupes de presse a habilement contourné l'ordonnance de 1944. Le cadre juridique né de la Libération n'est plus qu'une coquille vide de sa substance. Mais vient de s'emparer d'Hachette en y injectant les capitaux nécessaires à un rapide développement. Groupes industriels et financiers considèrent que le moment est venu de lancer les entreprises de presse dans la grande bataille de la communication.

YVES-MARIE LABÉ et JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Demain, la suite de notre enquête : Défi industriel et pluralisme

## La surveillance des ondes à l'approche de l'élection présidentielle

### La CNCL précise les règles du respect du pluralisme

La surveillance des ondes lors de la campagne pour l'élection présidentielle pose de redoutables problèmes à la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL). Comment faire respecter le pluralisme sur six chaînes de télévision alors que seules les télévisions publiques (A2 et FR3) sont tenues de diffuser les émissions officielles ? Comment veiller à l'égalité de traitement entre tous les candidats alors que M. Jacques Chirac et M. François Mitterrand, s'il se présente, exerceraient par ailleurs des fonctions officielles ?

Après avoir obtenu confirmation de son rôle par la récente modification du décret de mars 1964, la CNCL a consulté les responsables de l'audiovisuel et les représentants de différents partis. Les treize « sages » viennent d'écrire à tous les présidents de chaînes pour fixer les premières règles du jeu. La Commission distingue trois grandes périodes.

— Jusqu'au 22 février, la répartition des temps de parole doit suivre la règle générale des « trois tiers » : un tiers pour le gouvernement, un tiers pour la majorité et un tiers pour l'opposition. Les interventions du président de la République ne sont pas prises en compte dans cette évaluation.

— A partir du 22 février (neuf semaines avant le premier tour du scrutin) et jusqu'au 8 avril (date vraisemblable de l'ouverture de la campagne officielle), la proximité

des élections impose un régime spécial. Pour l'actualité « non liée à la campagne », la règle des trois tiers doit s'appliquer pour toutes les émissions (journaux télévisés, magazines et autres). Pour l'actualité « liée à la campagne », la Commission définira dans les prochains jours « un traitement équilibré à instaurer entre les candidats déclarés ou présumés et ceux qui les soutiennent ».

Une tentative pour contourner les problèmes posés par une candidature tardive de M. Mitterrand.

Enfin, à partir du 8 avril, la CNCL demande à toutes les stations de radio et de télévision, publiques ou privées, de respecter le principe d'égalité entre les candidats dans les programmes d'information « en ce qui concerne la reproduction ou les commentaires des déclarations et écrits des candidats et la présentation de leur personne ».

● Les auteurs-compositeurs veulent limiter les coupures publicitaires. — La Société des auteurs-compositeurs dramatiques (SACD) veut proposer une modification de la loi Létoury qui interdirait les coupures publicitaires à la télévision dans les œuvres de fiction audiovisuelle diffusées pour la première fois. Ce projet révoit en outre que « ces mêmes œuvres ne peuvent faire l'objet, dès la seconde diffusion, de plus d'une coupure publicitaire, sauf dérogation accordée par la CNCL ».

● Un commentateur de télévision américain licencié pour racisme. — Jimmy Snyder, commentateur sportif très connu aux Etats-Unis, a été licencié le 16 janvier par le service des sports de la chaîne CBS pour avoir fait des remarques discriminatoires. Il avait en particulier affirmé que les Noirs faisaient de meilleurs athlètes que les Blancs car ils étaient « dévotés pour ça ». Snyder, qui travaillait depuis douze ans au service des sports de CBS, avait affirmé en outre que les différences entre Blancs et Noirs en matière sportive « remontent à la guerre civile, période esclavagiste où la propriété blanche avait un grand rôle à jouer pour qu'ils aient un grand enfant noir ».

THEATRE  
DE GENNEVILLIERS  
CENTRE DRAMATIQUE  
NATIONAL  
DIRECTION  
BERNARD SOBEL  
TELEPHONE 47 95 26 30

THE  
CHANGELING

DE THOMAS MIDDLETON  
A WILLIAM ROWLEY  
TEXTES FRANÇAIS  
DE MISE EN SCENE  
SILVART SEIDE  
DU 21 JANVIER  
AU 27 FÉVRIER















# Le Monde ANNONCE

REPRODUCTION INTERDITE

## OFFRES D'EMPLOIS

Le groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine

### Monsanto

JEUNE INGENIEUR DES VENTES

Réf. VM 39/020 AH

Equipements industriels  
DIRECTEUR COMMERCIAL  
INTERNATIONAL

Réf. VM 17/2324 A

Biens d'équipements  
INGENIEUR D'AFFAIRES  
FRANCE-EXPORT

Réf. VM 17/2324 D

Du Marketing au recrutement  
CONSULTANT

Réf. VM ED/68/69

Equipements électroniques Sud-Ouest  
RESPONSABLE DEVELOPPEMENT  
COMMERCIAL

Réf. VM 43/670 L

CAI  
groupe dcs

Auditeur pour débiter... une carrière bancaire  
AUDITEUR

Réf. VM 30/1418 AJ

SGD

Union industrielle 1900 personnes

JEUNE ADJOINT  
AU CHEF DU PERSONNEL

Réf. VM 4/187 AP

JEUNE CADRE FINANCIER

Réf. VM 11/477 AT

BTP  
RESPONSABLE  
SERVICE JURIDIQUE

Réf. VM 20/618 B

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous adresser un dossier de candidature en précisant la référence choisie

GROUPE EGOR

8, rue de Berni - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

### UN FORMATEUR EN GESTION ET INFORMATIQUE DE GESTION

(avec suivi pédagogique du groupe). Niveau 2 ou 3 + expérience pour centre de formation prof. de travailleur social à Paris.  
Recrutement immédiat.  
Envoyer C.V. sous 17-9-353 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montcaury, 75007 PARIS.

### DEMANDES D'EMPLOIS

F. 31 ans, sérieux, désire faire tâches ménagères chez personnes âgées à mi-temps ou 3/4 temps. Tél. 43-51-50-64.

### DOCUMENTALISTE

si possible à responsabilité (mise en place du système documentaire et nécessaire, recherche, traitement et diffusion de l'information).  
Ecrire sous le n° 6893 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montcaury, 75007 Paris.

### propositions diverses

Ingenieurs, Cadres, Techniciens sans emploi. Consultation par le n° 6181-CAIRES 101 a d'un nouveau groupe d'entraide à recherche d'emploi ou de nouvelles relations les lundis 1<sup>er</sup>, 8, 15, 22, 29 de 14h à 18h, salle 944, 8, rue de Ségur, Paris-7<sup>e</sup>.

### enseignement

Apprentis l'anglais, l'espagnol, le portugais, par la suggestion avec ACCES. Une méthode unique et efficace. Rappels, révisions, exercices. Tél. 36-98-80-13 ou 42-77-68-33 (répondeur).

### automobiles

ventes

de 8 à 11 C.V.  
Vds très belle 508 GTI 84 78 000 km, 1000 P, 120 km/h, 4-5-6-7-8-9-10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

## L'IMMOBILIER

### appartements ventes

1<sup>er</sup> arrdt

182, r. St-Henri, 1<sup>er</sup> arrdt, XVIII<sup>e</sup> lég., 2 p., 65 m<sup>2</sup>, sol., carrel., 1 500 000, sem. 14/17 h. 43-28-73-14.

4<sup>e</sup> arrdt

MARLIS dans hôtel XVIII<sup>e</sup> lég., 2 ch., 78 m<sup>2</sup>, coin par-vent, 120 m<sup>2</sup>, 2 000 000, DOREBAY 48-43-84.

5<sup>e</sup> arrdt

M<sup>e</sup> SAINT-MICHEL, bon imm., p. de t., ancien loft aménagé 112 m<sup>2</sup>, 5 p., entrée, cuis., 2 bns, 2 vch, cent. indiv., calme, 8, place Saint-Michel, Sem., dim. 14/17 h.

7<sup>e</sup> arrdt

LATOUR-MAUBOURG, bon imm., calme, chf. cont., sé., 1 ch., entrée, cuis., bns, vers 14, r. MALA, sem., dim. 14/17 h.

13<sup>e</sup> arrdt

TOLBIAC, Parquetier vend très beau 2/3 pièces 64 m<sup>2</sup>, 1<sup>er</sup> étage, récent + parking, 1 000 000, 45-88-77-22.

M<sup>e</sup> MAISON-BLANCHE

bon imm., chf. cont., asc., sé., 2 p., entrée, cuis., bns, vers 14, r. Brillat-Savarin, samedi-dimanche 14/17 h.

15<sup>e</sup> arrdt

CHARLES-MICHEL, VUE EXCEPTIONNELLE, 50 m<sup>2</sup>, 4 p., 6 p., 2 sents, terrasse, parking, location, 3 500 000, 45-77-98-88.

16<sup>e</sup> arrdt

M<sup>e</sup> PORTE-DAUPHINE, imm. récent gd stp, parking, gd sé., 34 m<sup>2</sup>, 1 ch., dressing, entrée, cuis., 60 m<sup>2</sup>, 1 douche, 2 w.-c., 50 m<sup>2</sup> + balcon sur jardin, 42, AV. BUGEAUD, sem., dimanche 14/17 h.

### locations

94 Val-de-Marne

2<sup>e</sup> M<sup>e</sup> SAINT-MANDE

Très beau 3 p., 71 m<sup>2</sup>, p. de t., entrée, sé., 2 ch., cuis., avec terrasse, 5 p., de bns, w.-c., volets roulants élec., parking assés, CHF., CENT. IND. GAZ, 1 350 000, THUMAL 48-83-12-11.

SAINT-MANDE

imm. stg 55, iv., 4-2 ch., 113 m<sup>2</sup>, park, 1 300 000, Me vdr ven./s., 15/18 h, 80, RD DE LA GUYANE.

Province

SKI HIVER ETÉ

LES DEUX-ALPES (Isère) Part. vdr apt 47 m<sup>2</sup> + garage du chalet typique tt chf., 1, 116 91-48-28-23

appartements

achats

Rech. URGENT 110, 7, 140 m<sup>2</sup> Paris 9<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 7, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, PAIE CPT 48-73-35-43.

locations

non meublées

demandes

Paris

Collaborateur journal cherche à louer à Paris APPT 2 à 4 pièces, Tél. : 45-26-51-52 le soir.

locations

meublées

demandes

Paris

INTERNATIONAL SERVICE

rech. pr BQUES, STES MULYINAT, et DIPL. MATES stud., 2, 3, 4, 5 p., et plus, L.S.I. 42-85-13-06.

### bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL, Constructeurs de sociétés et sol. serv., 43-65-17-80.

villas

SEVRES

Récent, grande réception + 8 pièces, garage, ardi, park. état, 48-04-77-04.

propriétés

LA VARENNE très réden- tel, belle pce, beau ven., paysag., hab. 280 m<sup>2</sup>, env. pavill. gardien, bonne exposition, 4 300 000, Ag. Clarys 48-85-83-83.

fonds

de commerce

Ventes

AV. PARMENTIER

BAIL A CEDER

boutique tous commerces, tout nécessaire, PRÈS CLAUDY ET BANGOR, PRIX 420 000 F

M<sup>e</sup> PETIT

18 h/18 h, 48-73-88, 21 h/21 h, 48-04-83-33.

viagers

F. CRUZ 42-66-19-00

B. la Boite, perennière, votre dossier viager. Estimé, garanti, 48 ans d'expérience, Garantie frans. 3 000 000 F.

LA VARENNE très réden- tel, belle pce, beau ven., paysag., hab. 280 m<sup>2</sup>, env. pavill. gardien, bonne exposition, 4 300 000, Ag. Clarys 48-85-83-83.

LA VARENNE très réden- tel, belle pce, beau ven., paysag., hab. 280 m<sup>2</sup>, env. pavill. gardien, bonne exposition, 4 300 000, Ag. Clarys 48-85-83-83.

LA VARENNE très réden- tel, belle pce, beau ven., paysag., hab. 280 m<sup>2</sup>, env. pavill. gardien, bonne exposition, 4 300 000, Ag. Clarys 48-85-83-83.

LA VARENNE très réden- tel, belle pce, beau ven., paysag., hab. 280 m<sup>2</sup>, env. pavill. gardien, bonne exposition, 4 300 000, Ag. Clarys 48-85-83-83.

LA VARENNE très réden- tel, belle pce, beau ven., paysag., hab. 280 m<sup>2</sup>, env. pavill. gardien, bonne exposition, 4 300 000, Ag. Clarys 48-85-83-83.

LA VARENNE très réden- tel, belle pce, beau ven., paysag., hab. 280 m<sup>2</sup>, env. pavill. gardien, bonne exposition, 4 300 000, Ag. Clarys 48-85-83-83.

LA VARENNE très réden- tel, belle pce, beau ven., paysag., hab. 280 m<sup>2</sup>, env. pavill. gardien, bonne exposition, 4 300 000, Ag. Clarys 48-85-83-83.

LA VARENNE très réden- tel, belle pce, beau ven., paysag., hab. 280 m<sup>2</sup>, env. pavill. gardien, bonne exposition, 4 300 000, Ag. Clarys 48-85-83-83.

## L'AGENDA

### Cours

École de théâtre dans un théâtre, une formation approfondie, un enseignement complet.

● Classe moderne.

● Expérience - Les styles de jeu et technique.

Connaître l'art de l'écriture personnelle.

Rens. 48-38-28-83.

### Vacances

### Tourisme

### Loisirs

BRETAGNE - SUD, PRESQU'ILE DE DOLY, près ports et plages. Choix locations saisonnières juin, juillet, août, septembre (2 semaines et plus complètes). Vente maison, 12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100.

### LES DEUX-ALPES

Loue studio 8 ou 12-2 + murs et env. Tél. : 77-32-31-25.

502 من الاحمل

## Le Carnet du Monde

### Décès

- Nous apprenons le décès de

Robert BOIRE, peintre, sculpteur,

le 21 janvier 1988, à Rouen, dans sa trente-neuvième année.

La crémation aura lieu le mardi 26 janvier 1988, à 8 h 15, à Rouen, au cimetière monumental, avenue Olivier-de-Serres, entrée face cimetière nord.

Ni fleurs ni couronnes.

Albengue-Boire, 144 bis, rue du Renard, 76100 Rouen.

- M<sup>me</sup> Georges Cassaigne, née Ella Jacobet, son épouse,

M<sup>me</sup> Françoise-Elizabeth Nestoux, Lemaire et Jean-Fabrice,

M<sup>me</sup> Hélène Cassaigne, M. et M<sup>me</sup> Frédéric Cassaigne, Le professeur et M<sup>me</sup> Xavier Grille, Guillaume, Grégoire et Lorraine, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part de la mort subite de

Georges CASSAIGNE, contrôleur général des armées (CR), commandeur de la Légion d'honneur, ancien élève de l'École polytechnique, docteur en droit,

survenue le 7 janvier 1988.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation dans le cimetière de famille à Forges-les-Bains, a eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, rue Dante, 75005 Paris.

- M. et M<sup>me</sup> Patrice Compagnon, M<sup>me</sup> Bernadette Sabourin, M<sup>me</sup> Francis Compagnon, M. et M<sup>me</sup> Pierre Cuisot, R.P. Jacques Compagnon, Père blanc,

M. et M<sup>me</sup> Jean Tamarille, M. et M<sup>me</sup> Jacques Leiraquois, M. et M<sup>me</sup> Edmond Malinvaud, Ainsi que ses nombreux neveux et nièces,

Les familles Compagnon, Draparn, Campmas, Lemaire, Barr, Trocno, recommandent à vos prières leur frère, beau-frère et oncle, le

R. P. François-Xavier Marie-Louis COMPAGNON (a. j.).

endormi dans la paix et la joie de Dieu, à Flanarantsoa (Madagascar), le 19 janvier 1988, dans sa soixante-dixième année.

- La comtesse de Fels et ses enfants, La comtesse et la comtesse de la Baume et leurs enfants, Ses dix-sept arrière-petits-enfants, Et son fils Joseph Marilieu, ont la douleur de faire part du décès de

comtesse de FELS, née Martha de Camont, officier de la Légion d'honneur, décorée du Croix de Guerre 1914-1918, survenue le 20 janvier 1988.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 25 janvier 1988, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Amazonomie, Paris (16<sup>e</sup>).

L'inhumation aura lieu le même jour au cimetière marin de Varengeville (Seine-Maritime).

- M<sup>me</sup> Michel Maisonneuve, Thierry et Anne-Sophie Maisonneuve, M. et M<sup>me</sup> Maurice Maisonneuve, M. et M<sup>me</sup> Christian Maisonneuve, M. et M<sup>me</sup> André Dumont, et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Michel MAISONNEUVE, survenue à Paris, le 9 janvier 1988, à l'âge de quarante-trois ans.

Les obsèques religieuses ont eu lieu le 13 janvier, à Anvers-sur-Oise. Les familles remercieront sincèrement tous ceux qui se sont associés à leur peine.

- A l'occasion du décès de

S.A. E<sup>te</sup> Fr. Angèle de MOJANA de COLOGNA, LXXV<sup>e</sup> prince et grand maître de l'Ordre souverain militaire et hospitalier de Saint-Jean de Jérusalem, de Rhodes et de Malte,

un registre de condoléances est ouvert à la représentation officielle de l'Ordre souverain auprès de la France, 92, rue du Ranelagh à Paris (16<sup>e</sup>), de 9 h 30 à 12 heures, et de 14 heures à 18 heures.

- Fanny Ourviach, Ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part de la disparition de

Salomon OUREVITCH, survenue dans sa quatre-vingt-troisième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité.

Nos abonnés bénéficient d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

### Remerciements

- M<sup>me</sup> Antoine Vittori, ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Napoléon Vittori, leurs enfants, ont été très sensibles aux nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Antoine VITTORI,

et remercient bien sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil.

### Anniversaires

- Le 23 janvier 1987, Réjane ROUSSEAU,

non était vivante.

« Notre cherté dans la peine trop grande n'a pu être portée. »

Tes amis apprennis de toi.

87220 Peyrat.

- Le 21 janvier 1987, Anicet SENECHAL,

non quittait.

Sa famille et ses amis ne l'oublient pas.

A cette pensée, nous associons le souvenir de son épouse,

Marie-Madeleine SENECHAL, décédée le 11 mai 1985.

Communications diverses

- Carole Bernard-Lessard, samedi 23, à 20 h 30, Musique de chambre : ensemble A. Reverdy, Jacob Cukier, piano, Rossi, Haydn, Bach, 10, rue Saint-Claude. Tél. : 42-71-68-19.

CARNET DU MONDE

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques ..... 79 F

Abonnés ..... 69 F

Communicat. diverses ..... 82 F

Renseignements : 42-47-95-03

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 22 janvier :

UN DÉCRET

● N° 88-66 du 20 janvier 1988 portant approbation du cahier des missions et des charges de Radio-France internationale.

UN ARRÊTÉ

● Du 8 décembre 1987 relatif aux procédures générales de circulation aérienne pour l'utilisation des aéroports par les avions.



et du Monde

# Economie

Le Monde • Samedi 23 janvier 1988 • 23

## SOMMAIRE

■ En s'adaptant aux transformations du monde financier, la Bundesbank va évaluer, sur une base beaucoup plus large, la croissance monétaire, réduisant ainsi une contrainte que subissait le gouvernement ouest-allemand pour définir sa politique économique (lire page 24).

■ Britoil découvre un important gisement pétrolier en mer du Nord britannique (lire ci-dessous).

■ La mobilisation de l'ensemble des différents accords de la Communauté : collectivités, entreprises et individus, est un

des facteurs essentiels de la réussite américaine en matière de création d'emplois (lire ci-dessous).

■ Afin de ne pas peser sur l'indice des prix, EDF ne serait pas autorisée à augmenter ses tarifs le 15 février (lire ci-dessous).

## Un colloque au siège de l'OCDE

### Aux Etats-Unis, l'emploi mobilise la communauté tout entière

WASHINGTON  
de notre envoyé spécial

Depuis quelques années maintenant, la réussite américaine en matière d'emploi dans les Etats-Unis, que peut-on apprendre de leur expérience, y a-t-il des éléments transférables ?

Ces derniers mois, les missions se sont multipliées, souvent organisées par la Mission interuniversitaire des échanges franco-américains (MICEFA), en liaison avec le ministère de l'Industrie et de la Recherche. La plus récente, en décembre 1987, a été envoyée par M. Philippe Séguin, en vue de préparer le colloque des 21 et 22 janvier.

Libéraux ou non, les participants à ces voyages d'étude reviennent en insistant sur les moyens qui ont permis de développer l'emploi. Les conditions générales, dues à la politique économique depuis 1981, ont influencé par les données macro-économiques, n'expliquent pas tout, loin de là. Pour certaines d'entre elles, elles offrent un tableau trop contrasté pour pouvoir conclure, tant les résultats positifs se mêlent aux incertitudes (le Monde du 19 janvier). Après tout, ainsi que l'écrit l'un de ces spécialistes, M. Higgins Sibille, auteur d'un rapport introduit au colloque, « il est impossible d'évaluer (...) les conséquences sur l'emploi » du programme politique. L'impact de la déflation, par exemple, « n'est pas clair ».

La route, tout le reste, apparaît vite, au premier regard, à l'évidence, le gouvernement américain, après un examen sur place, même s'il juge parfois redoutables les moyens mis en place ou, plus, quasiment inapplicables, en raison de nos habitudes, voire de notre culture.

Culture : le grand mot est lâché. Un pays qui a le mot « communauté » à la bouche ne se comporte pas comme un autre, la France, qui se parle de « collectivité ». Dans ce cas, l'intégration au sein de la population suppose de partager ses aspirations et de se sentir, pour une part, comptable de son sort. Etes locaux, employeurs, salariés et habitants se veulent liés par un même pacte et ne sont sûrement pas loin de penser que leur bonheur commun dépend d'un seul. En France, l'individu s'en remet à la collectivité. Celle-ci représente le recours et le lieu de réclamation, qu'il s'agisse de la commune, du département, aujourd'hui de la

M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, a ouvert, le 21 janvier, au siège de l'OCDE à Paris, un colloque organisé avec cette organisation sur « les mécanismes de la création d'emplois » en s'appuyant sur l'exemple américain. « Ce seront les sociétés les plus innovantes qui relèveront le mieux le défi de l'emploi futur », a assuré M. Séguin. Tout en voulant rechercher dans la réalité américaine ce qui peut aider à « progresser dans le domaine de l'emploi », le ministre a souligné : « C'est parce qu'il y a une interrogation sur le processus américain que ses forces et faiblesses émergent, ce que l'on doit chercher à imiter et les risques dont il faut se préserver apparaissent clairement ».

réunion, et a fortiori, de l'Etat, tout puissant. Il a souligné une perte de responsabilité qui annule les énergies.

## Civitas

Aux Etats-Unis, on constate que quelques hommes savent entreprendre, dépasser les civitas, pour créer une dynamique. Cela s'est produit pour l'emploi dans des zones du Massachusetts, du Michigan qui avaient touché le fond ou qui le touchent maintenant. A Detroit, l'ancien vice-président de Ford collabore avec M. Irving Blustone, lui-même ancien vice-président du syndicat des ouvriers de l'automobile. Les mêmes situations existent à Lowell (le Monde du 16 janvier), à Ann Arbor, à Baltimore ou à Philadelphie. Chez nous, elles relèvent de l'exception.

Les conséquences, en toute hypothèse, sont évidentes. Plutôt que de tout attendre du « tout-Etat », aujourd'hui encore plus absent qu'hier, les « communautés » prennent en charge avec ce qu'il faut de pragmatisme pour que tout le monde accepte de collaborer. On joue de son environnement, on utilise les atouts dont on dispose et on apprend à tirer toutes les ficelles avec un seul objectif, l'efficacité. Le raisonnement s'applique aussi bien à la reconversion industrielle, au redéploiement des activités qu'aux opérations sociales en faveur des déshérités ou aux programmes d'aide à l'insertion de publics en difficulté, les minorités ethniques comme les jeunes ou les femmes.

Chaque participant, de la banque au travailleur social, de l'entreprise « citoyenne » à l'Etat local, mais, surtout, se soumet aux mêmes règles. A Boston, M. Patricia Haughey, qui mène une action en faveur des chômeurs, parle le même langage financier que M. Jim Utterback. Or ce dernier dirige un département au sein du MIT (Massachusetts Institute of Technology), chargé de met-

tre en relation les chercheurs de l'université avec quelque 300 entreprises industrielles, américaines ou étrangères. A Washington, dans un quartier noir complètement délabré, M. Kim Gray réussit à réhabiliter les logements et à créer des emplois de proximité avec des méthodes qui ne sont pas tellement éloignées de ce que fait M. Gretchen Waters, au Washington Development Council, avec sa pépinière d'entreprises.

Tous, ou presque, savent utiliser les mécanismes de la subvention, de l'emprunt, du crédit, du mécénat, mais plus encore de l'épargne de proximité.

## Interventionnisme

A l'Etat fédéral s'est substitué un interventionnisme économique croissant de la part des villes et des Etats. Quarante-quatre ont mis en place des aides au développement ; trente-sept ont créé une agence économique, avec un budget de soutien pour les entreprises, et vingt-deux possèdent un programme de transfert technologique. Au total, on évalue à 25 milliards les sommes investies dans la politique industrielle ; ce qui ne constitue pas la moindre des surprises au pays du libéralisme triomphant.

Mais un tel interventionnisme est rapidement relayé par des apports de tout autre provenance. A chaque fois, l'« effet levier » est recherché, qui permet avec un dollar d'en trouver cinq ou dix. Au moment du bilan, c'est le « retour » en emplois qui est apprécié.

Des systèmes relais sont imaginés, qui correspondent à chaque phase de la création d'une entreprise, de la mise sur orbite d'un programme d'investissement, et vingt-deux possèdent un programme de transfert technologique. Au total, on évalue à 25 milliards les sommes investies dans la politique industrielle ; ce qui ne constitue pas la moindre des surprises au pays du libéralisme triomphant.

ment plus réservé et intervient quand les sociétés de capital risque (« venture capital »), surnommées « les vautours capitalistes » ne flairent pas encore de profits. Quelques chiffres donnent une idée des résultats. Au cours d'une année, les sept cent mille entreprises créées ont drainé 30 milliards de dollars investis en fonds propres, qui proviennent à 50 % des proches, amis ou parents, à 10 % des collectivités (prêts participatifs, prêts à long terme etc.) et à 10 % seulement des banques ou des sociétés de capital risque.

Entreprises depuis plus de quarante ans dans le cas du MIT à Cambridge — mais les Américains font aussi observer que la Silicon Valley vient de loin, — le rapprochement entre les entreprises et les universités ne cesse de porter ses fruits dans la Nouvelle-Angleterre, par exemple. Toutes les sociétés de haute technologie qui sont nées dans la région et se sont implantées le long de la célèbre route 128 doivent quelque chose à cet humus patiemment entretenu. Plus que d'autres pays sans doute, les Etats-Unis ont su trouver le moyen rapide pour passer de la recherche à son développement.

A cela, il faut encore ajouter les effets d'une logique industrielle, somme toute empirique. A la différence de la France, qui construit de somptueuses technologies, si possible monumentales, les « communautés » américaines réagissent modestement, à coup sûr. Parout, et même dans des endroits abandonnés par l'emploi, on repart de ce que l'on sait faire, de ce que l'on est. On commence par se réapproprier son passé et on fait le compte de ses atouts, rien de plus. Non, « on fait avec ce que l'on a », et l'on tente de mettre en valeur ses rares chances, comme à Lowell mais aussi comme à Detroit, minuscule l'automobile. Une région industrielle, par ailleurs encore sur l'industrie, voudrait tirer profit de sa population, de son savoir-faire, de ses équipements et de sa tradition, tout en sachant, parce que c'est l'avenir, s'appuyer sur le développement de son université.

Dans ce scénario, le reflux de l'emploi devient momentané. Positionnées sur les industries de pointe, de nouvelles entreprises reconstruisent le tissu économique local en provoquant l'émergence des services, même mal distribués. Lors d'une deuxième étape, la croissance de ces sociétés entraîne l'engorgement d'un pôle d'activité, où la majeure partie de la population accède enfin à une situation plus confortable.

ALAIN LEBLANC.

## BILLET

### L'organisation des marchés agricoles

#### Les illusions de M. François Guillaume

Il est encore des pays où la famine décline plus sûrement que la misère. Cette régression de la malnutrition, conséquence de calamités naturelles ou politiques, est pénible à la conscience occidentale, tant les excédents céréaliers accumulés de part et d'autre de l'Atlantique rendent absurdes les millions de morts de faim recensés chaque année. Les subventions agricoles, les aides à l'exportation, les stocks stratégiques, tout cela n'est que le symptôme d'une loi universelle destinée à « enrayer le fait dans le monde ».

Pour le ministre de l'Agriculture François Guillaume, organiser les marchés agricoles en faveur du tiers-monde est devenu un apostolat. Ce n'est pas un hasard si le pape Jean-Paul II, au printemps dernier, a reçu la primauté du contenu de ce qu'on appelle aujourd'hui, non sans exagération, le « Plan Guillaume ». Le 20 janvier au Zénith, à Paris, le ministre payan a présenté à 4 000 jeunes sa philosophie de l'aide, à grand renfort de clips, et d'invités vétéran (l'abbé Pierre) accueilli par Michel Drucker.

Pour ce catholique qui a vu le premier tracteur arriver sur la ferme de son père avec le Plan Marshall, dans les années cinquante, l'appui au développement n'est pas une idée en l'air. Il y croit. Avec probablement autant de sincérité que d'idéalisme naïf. Car son plan est aussi ambitieux qu'irréalisable, à tort et à travers, à plus longue échéance. Aux pays riches, il

demande de payer au prix fort leurs excédents céréaliers. Aux grandes puissances exportatrices, comme l'Amérique et l'Europe communautaire, il conseille d'en finir avec la grande braderie qui consiste à écarter des stocks céréaliers au rabais. Grâce aux sommes supplémentaires que dégagerait un retour à la vérité des prix du grain, M. Guillaume estime que l'Occident pourrait verser au tiers-monde les moyens financiers de son développement agricole. En droite ligne de la symbolique chrétienne, le Nord ne donnerait plus de poisson au Sud (sauf en cas d'urgence), mais lui apprendrait à pêcher.

Accueilli avec enthousiasme par les dirigeants de l'Afrique et d'une partie — la plus pauvre — de l'Asie, ce plan fait grimacer les grands acteurs des marchés céréaliers. De quel roi M. Guillaume est-il le fou pour prétendre ainsi bouleverser l'équilibre agricole ? Les Américains, que le ministre français vitra en ment, violent à travers les desseins du ministre français un pape tandu par l'Europe.

Les Soviétiques sont prêts à écouter M. Guillaume, comme les Japonais l'ont fait — poliment — l'été dernier. Mais aucun de ces gros acheteurs n'est prêt à accepter une facture céréalière plus élevée, au moment où les « géants du grain » cessent les prix sans cesse continuer pour désengorger leurs silos. On ne renonce pas l'arme alimentaire au nom de bons sentiments.

ERIC FOTTORINO.

### Airbus souhaite assembler des avions aux Etats-Unis

Airbus recherche aux Etats-Unis un partenaire disposant d'une usine où il pourrait assembler des bi-réacteurs A-320. On savait que le consortium européen était en quête, depuis plusieurs mois, d'un partenaire américain. M. Adam Brown, son vice-président chargé de la stratégie, a précisé, dans une interview accordée à l'agence Reuters, qu'Airbus avait besoin d'accroître sa production pour arriver à faire face à l'afflux des commandes des compagnies américaines, qui ont acheté — ferme ou en option — 129 Airbus A-320.

Selon M. Brown, un assemblage final d'Airbus aux Etats-Unis aurait deux avantages : le recours à la main-d'œuvre américaine et une part accrue de pièces fabriquées aux Etats-Unis permettrait d'atténuer les inconvénients d'une chute du dollar. D'autre part, « ils seraient alors beaucoup plus difficile pour les faucons et protectionnistes à tout prix de prétendre qu'Airbus ne joue pas le jeu et met des ouvriers américains au chômage ».

Le « cheval de Troie » que recherche Airbus outre-Atlantique pourrait être McDonnell Douglas, qui a

perdu du terrain par rapport à son confrère Boeing et qui n'arrive pas à renouveler sa gamme d'avions. Malheureusement, il développe un tri-réacteur MD-11 directement concurrent du quadiréacteur d'Airbus A-340. Le « favori » serait plutôt Lockheed, qui ne fabrique plus d'avions civils et dont la chaîne d'assemblage de l'avion militaire cargo C-5 Galaxy, étudié en Géorgie, tire à l'arrêt.

En tout état de cause, un accord ne pourrait intervenir entre Airbus et l'un de ces deux avionneurs américains, que sur une version allongée de l'A-320, capable d'emporter une quarantaine de passagers de plus que les versions actuellement commercialisées (150 places en deux classes). La mise au point de ce nouvel avion coûterait de 200 à 700 millions de dollars. Le partenaire américain devra financer la recherche, le développement et l'outillage nécessaire à l'assemblage final et à la fabrication de certaines pièces. Les discussions en cours risquent donc de durer encore plusieurs mois.

ALAIN FAUJAS.

### Principale banque d'affaires italienne

#### La Mediobanca va être privatisée

ROME  
de notre correspondant

Après un terme de plus de trois ans de débats et de négociations, le conseil d'administration de l'IRI, le grand holding public italien, a approuvé, le 21 janvier, un plan définitif de restructuration de Mediobanca, la principale et longtemps unique banque d'affaires du pays. La conséquence de cette restructuration est que les grands groupes privés qui en sont membres vont devoir payer le prix de leur forte influence dans cet établissement.

Par le biais d'un syndicat de contrôle, ceux-ci, avec 6,5 % du capital, avaient en effet un pouvoir équivalent à celui du secteur public qui en possédait environ 57 % à travers trois banques nationales (Crédit commercial, Crédit italien, Banque de Rome).

Une formule célèbre résumait cette situation paradoxale : « A Mediobanca, les actions se passent, elles ne se comptent pas ».

Désormais, les actions se comptent. Il a été décidé en effet que la part du secteur public et celle des grands groupes privés seraient désormais équivalentes : 25 % pour chacune des parties. Les 50 % res-

tants seront proposés en Bourse au public.

Un nouveau syndicat de contrôle aura pour rôle désormais de prémunir les trois banques publiques et les douze grands partenaires privés contre toute tentative de prise en main extérieure à eux-mêmes. Les grands « privés » devront payer 1 500 milliards de francs (environ 250 milliards de francs) à leurs partenaires publics pour se lier à leur nouveau niveau de participation.

Longtemps dirigé par M. Enrico Cuccia, Mediobanca a joué un rôle déterminant dans l'économie de la péninsule : à une époque où le recours à la Bourse était presque inexistant, l'établissement canalisait à bon compte d'importants fonds publics vers le secteur privé — en garantie de quoi les grandes entreprises lui ont remis d'importants paquets de leurs actions.

Le nouvel administrateur délégué de Mediobanca, M. Antonio Moccia, et M. Romano Prodi, président de l'IRI, ont expliqué que, dans la phase actuelle plus concurrentielle et plus ouverte de l'économie péninsulaire, Mediobanca devait avoir pour objectif d'« aller l'Italie à la poursuite de la modernisation industrielle et à jouer un plus grand rôle dans l'Europe de demain ».

JEAN-PIERRE CLENG.

### ENERGIE

#### Britoil découvre

#### un important gisement pétrolier en mer du Nord britannique

La compagnie britannique Britoil a annoncé, mercredi 20 janvier, la découverte d'un nouveau champ pétrolier important en mer du Nord britannique. Baptisé « Fortia », ce champ est situé au nord-est d'Aberdeen, dans le bloc 9/23R. Il s'agit, de l'avis des milieux spécialisés, de l'une des plus importantes découvertes faites dans cette province depuis le début de la décennie.

Ce nouveau champ contiendrait, en effet, selon la compagnie, des réserves récupérables de 200 millions de barils de pétrole et de 16,2 milliards de mètres cubes de gaz ; soit, au total, un peu plus de 300 millions de barils d'équivalent-pétrole. Il se situerait donc dans la catégorie des champs importants découverts en mer du Nord au début des années 70, qui, comme le gisement de Murchison (330 millions de barils de pétrole, 1,5 milliard de mètres cubes de gaz), contiennent en moyenne de 200 à 400 millions de barils de pétrole. Au contraire, les gisements dits « marginaux » découverts depuis plusieurs années dans la zone ne contiennent en moyenne que 50 à 75 millions de barils, et, pour les plus gros, comme « Marenco » ou « Terra », au plus 175 millions de barils.

« Fortia », bien qu'intéressant, ne se situe pas toutefois dans la catégorie des « géants », comme Ekofisk, qui contenait au total (avec plusieurs champs, il est vrai) quelque 1 970 millions de barils de pétrole et 2 500 milliards de mètres cubes de gaz.

Largement attendue par les milieux spécialisés, qui suivaient avec intérêt les forages conduits par Britoil, cette découverte éclaire d'un jour nouveau la bataille boursière engagée entre les groupes britanniques BP et américain ARCO pour le contrôle de Britoil. La petite compagnie pétrolière, qui détient 70 % des parts de la concession (en association avec Hispanoil pour 25 % et Ranger pour 5 %), devrait, en effet, accroître ainsi nettement ses réserves, déjà considérables (un cinquième environ du total de la mer du Nord britannique), ce qui augmente la valeur de ses actifs. Hostile à la tentative de prise de contrôle de son grand rival britannique BP, la direction de Britoil a fait estimer récemment ses actifs par un cabinet d'experts indépendant, lequel a évalué ceux-ci à 3,5 milliards de livres (33 milliards de francs environ), soit 50 % de plus que le montant de l'offre de BP (2,2 milliards de livres).

V. M.

### La « politique de l'indice »

#### EDF ne pourra pas augmenter ses tarifs au 15 février

EDF, a perdu. Confronté à ses expériences et aux dispositions normalement prévues dans son contrat de plan, l'établissement ne sera pas autorisé à augmenter ses tarifs le 15 février. La hausse des prix de l'électricité de 2,5 %, jugée nécessaire par la direction pour équilibrer les comptes en 1988, n'a certes pas été définitivement refusée mais elle a été repoussée de plusieurs mois (elle devrait intervenir vers le milieu de l'année) par les pouvoirs publics, qui ont fait part ce vendredi 22 janvier au conseil d'administration.

Ce report, dont on ne voit guère d'autre explication que celle de ne pas peser sur l'indice des prix de février avant l'élection présidentielle, va une nouvelle fois décevoir l'établissement, dont le président nous avait déclaré en novembre : « Qu'on nous confisque la totalité des subventions (...) et des efforts de la maison pour en faire bénéficier la clientèle, sans qu'un franc puisse servir au développement, me paraît excessif. La preuve en est que nous terminerons l'année à zéro. Ce n'est pas une politique sage ».

Depuis la signature, le 24 octobre 1984, de son contrat de plan, EDF n'a en réalité pu appliquer qu'une fois : en 1985. Le contrat prévoyait en effet qu'une hausse des tarifs au 15 février de chaque année (égale à l'inflation prévue moins 1 %) devrait permettre d'atteindre l'équilibre des comptes

sans charges nouvelles imposées à l'établissement et affectant le compte d'exploitation. Or, après une hausse de 4,2 % en février 1985, EDF n'a depuis non seulement jamais été autorisée à augmenter ses prix mais a même été contrainte à trois reprises, en décembre 1985, en avril 1986 puis en février 1987, de baisser ses tarifs de 3 % environ.

Il est vrai que les conditions ont changé : le ralentissement du programme nucléaire a permis à l'établissement de faire une pause dans ses investissements tandis que la mise en route des centrales commandées au début de la décennie allège ses coûts de fonctionnement. De plus, la chute des cours du dollar et ceux du charbon ont considérablement réduit le coût des approvisionnements en combustibles, et la chute du billet vert, enfin, a allégé les charges financières, une part importante de la dette étant libellée en dollars.

Après avoir accusé des pertes énormes, EDF a donc enregistré en 1985 et en 1986 des bénéfices, et devrait cette année flôter l'équilibre. Reste que l'établissement est l'entreprise la plus endettée de France, avec une dette de 220 milliards de francs (presque un quart du budget de l'Etat), et souhaite profiter d'une conjoncture favorable pour réduire cet endettement.

VÉRONIQUE MAURIS.

Le Monde  
PUBLICITE FINANCIERE

Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

هكذا قال الامير



# Économie

## REPÈRES

### Charbon

**Le premier producteur ouest-allemand va supprimer 20 000 emplois**

Ruhrkohle, le premier producteur de charbon en RFA, a annoncé son intention de supprimer vingt mille emplois d'ici à 1995. L'entreprise, filiale de la compagnie pétrolière Veba (37,1 %) et du producteur d'électricité VEW (30 %), avait enregistré 220 millions de pertes d'exploitation en 1986. Ruhrkohle va réduire progressivement de 10 millions de tonnes sa production annuelle (46 à 47 millions de tonnes), ce qui entraînera la fermeture de trois mines. Les suppressions d'emplois devraient se faire sans licenciements, par départ en préretraite et reconversion.

Le charbon ouest-allemand, jusque-là relativement épargné (notamment grâce à l'obligation faite aux compagnies d'électricité de s'approvisionner exclusivement en houille allemande), ne peut plus faire face à la concurrence. Les aides gouvernementales ont doublé depuis 1984 pour atteindre 10,3 milliards de deutschemarks l'an passé, et Bonn a dû changer de politique. Un plan a été mis sur pied qui prévoit la suppression de trente mille emplois d'ici à 1995 (sur cent soixante-cinq mille) et une réduction de la production de 12 à 16 millions de tonnes, les aides étant accrues mais orientées vers les départs sociaux.

### Logement

**310 100 mises en chantier en 1987**

Selon le ministère de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (statistiques Sicone), le nombre de logements mis en chantier en 1987, en progression de 4,9 % sur 1986, a atteint 310 100, franchissant mieux que prévu la barre « psychologique » des 300 000 logements. La progression des immeubles collectifs est de 4,2 %, tandis qu'elle est plus faible pour l'habitat individuel.

### Dette

**Rééchelonnement de la dette équatorienne**

L'Équateur a obtenu de ses créanciers publics réunis au Club de Paris, le 20 janvier, un rééchelonnement portant sur 300 millions de dollars d'échéances, a indiqué le ministre des finances, M. Rodrigo Espinosa. Pour la partie des paiements venant à échéance en 1987 (124 millions), un délai de huit ans, dont cinq de grâce, a été accordé. Pour celle due entre le 1<sup>er</sup> janvier 1988 et février 1989, les délais sont étendus à dix ans, dont cinq de grâce. Les participants au Club de Paris ont tenu compte des difficultés rencontrées par l'Équateur, dont les recettes pétrolières ont chuté de 20,7 % en 1987 après un effondrement de 48 % en 1986.

### Défaillances d'entreprises

**hausse de 10,7 % en 1987**

Le nombre des défaillances d'entreprises a progressé de 10,7 % en 1987, dépassant le seuil des 30 000 pour atteindre 30 766 à la fin du mois de décembre dernier, contre 27 802 un an plus tôt.

Selon les dernières estimations de l'INSEE, en chiffres corrigés des variations saisonnières, le nombre de défaillances a augmenté de 34 % pour le seul mois de décembre 1987 (comparé à décembre 1986). Mais l'institut affirme que « la série des résultats a connu, depuis le milieu de l'année, de si fortes amplitudes d'un mois à l'autre, que l'interprétation en est rendue très difficile ».

Sur l'ensemble de l'année, la hausse des défaillances est particulièrement forte (+ 16 %) dans le bâtiment et le génie civil, mais ce phénomène est dû à l'extension à l'arsenal du domaine d'application de la nouvelle législation sur les faillites, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1986. Pour l'ensemble de l'industrie, la progression est de + 3,2 %, contre 9,3 % pour le commerce, + 10,9 % pour les hôtels, cafés, restaurants, + 16,9 % pour les transports et télécommunications, + 9,6 % pour les services aux particuliers et + 14,2 % pour les services aux entreprises.

## Légère détente sur les taux d'intérêt et raffermissement du dollar

Un léger vent de détente sur les taux d'intérêt et la poursuite de la petite guerre psychologique à laquelle se livrent les marchés monétaires et les responsables des principaux pays industriels ont permis au dollar de se raffermir. Il a suffi que la Réserve fédérale fasse connaître son intention d'intervenir pour que les cambistes, prudents, ne jouent plus momentanément la baisse du billet vert, le jeudi 21 janvier à Wall Street. Cette prudence était renforcée le lendemain à Tokyo par une nouvelle intervention de la Banque du Japon et permettait à la devise américaine de terminer la séance du vendredi 22 janvier à 127,70 yens, près d'un yen de plus que la veille.

Ce redressement se confirmait en Europe, où le dollar s'échangeait, dans la matinée du 21, à 127,75 yens, 1,67 DM et 5,63 FF, annulant les pertes de jeudi. La crainte de nouvelles opérations des Banques centrales avait été renforcée par les déclarations du ministre japonais des finances, M. Kiichi Miyazawa, qui a appelé les opérateurs boursiers et les cambistes à ne pas réagir à toutes les « petites phrases ».

Une recommandation ne manquant pas de sel, M. Miyazawa faisait allusion aux propos du responsable américain pour le commerce international, M. Clayton Yeutter, qui avait semé le trouble en indiquant que le commerce extérieur américain

ne se redresserait pas de façon significative avant le second semestre.

Mais plus que ces déclarations, l'annonce par la Banque du Japon de sa volonté d'assurer de larges liquidités pour soutenir l'activité économique a été bien reçue. Entre le 18 et le 21 janvier, la Banque centrale japonaise a injecté pour 1 400 milliards de yens (10,9 milliards de dollars) de liquidités dans le marché interbancaire. Elle s'est déclarée prête à laisser la masse monétaire progresser à un rythme annuel de l'ordre de 12 % au premier trimestre 1988 et à permettre une baisse des taux d'intérêt à court terme. Au moment où les Pays-Bas annoncent une nouvelle hausse de leur taux de l'escompte de 0,25 % pour le ramener à 3,25 % et où la Bundesbank assouplit ses objectifs monétaires, cette ouverture a été la bienvenue. Les banques japonaises ont immédiatement suivi en s'accordant, vendredi 22 janvier, sur une baisse de 0,2 % (à 5,5 %) de leur taux de base sur les crédits à long terme. Cette décision serait approuvée officiellement lundi 25 pour entrer en vigueur jeudi 28. Seul point noir actuellement au sein du système monétaire européen : la lire s'affaiblit après la décision de la Banque d'Italie d'abandonner les mesures provisoires de contrôle des changes prises l'été dernier pour freiner un mouvement spéculatif contre la monnaie.

## Au grand soulagement de ses partenaires

## La Bundesbank assouplit sa politique monétaire

Rituelle, la réunion du conseil de la Bundesbank sur les objectifs 1988 de sa politique a donné lieu, le jeudi 21 janvier, à un assouplissement d'apparence technique, mais dont la portée est saluée avec soulagement par les partenaires de la RFA. Jouant la carte du pragmatisme au détriment des traditions, l'institut d'émission a rompu avec quatorze années de pratique méticuleuse et décide d'évaluer sur une base beaucoup plus large la croissance monétaire.

Une décision délicate. Pour les Allemands, très attachés à l'image de gardiens incorruptibles de la rigueur bâtie depuis trente ans par la Bundesbank, l'indépendance et la crédibilité de l'institut d'émission avaient fini par être assimilées à cet exercice annuel : la définition de la croissance monétaire sur la base d'une estimation maximale et minimale d'un cadre sensé assurer une expansion économique raisonnée sans dérive inflationniste et dans lequel la politique du gouvernement, comme des partenaires sociaux, pouvait s'insérer.

Cette recommandation, politiquement contraignante, a joué son rôle jusqu'en 1986. Depuis lors, les objectifs de la Banque centrale ont été dépassés. La masse monétaire, dans sa définition de 1974, le « stock de monnaie » (1) de la Bundesbank, se révélait de moins en moins adaptée à un monde financier en pleine transformation et à un système monétaire international de plus en plus décomplexé. La fourchette de 3 % à 6 % fixée l'an dernier devenait rapidement un reproche constant pour les autorités monétaires ouest-allemandes, la hausse moyenne sur l'année atteignant 8 %, avec des pointes de 10 % durant l'été.

Fallait-il pour autant, comme des économistes réputés le préconisaient, abandonner purement et simplement une telle référence à la masse monétaire ? La prudence et la crainte de voir se lézarder la statue du Commandeur a poussé la Bundesbank à ce compromis. L'idée même d'objectifs à tenir est sauvegardée, et la fourchette de 3 à 6 %

de 1987 reconduite pour 1988. Sur une base différente, puisque la référence sera désormais l'agrégat dit « M3 » incluant les billets en circulation, les dépôts à vue, les comptes à terme de moins de quatre ans et les comptes d'épargne. Sur cette base, la croissance monétaire de l'an dernier aurait à peine dépassé le plafond de 6 %.

Les critiques verront dans ce changement de définition une simple manœuvre pour réconcilier les faits et les intentions. Ceux-là mêmes qui reprochent souvent à la RFA de s'adapter laborieusement et tardivement aux réalités économiques mondiales ne manquent pas d'arguments pour défendre la décision de jeudi. A leurs yeux, l'idée même des conséquences inflationnistes inévitables en période de forte croissance monétaire est à réviser à la lumière de nouveaux facteurs. En Allemagne fédérale notamment où l'inflation reste marginale (1 % en 1987, sans doute moins de 2 % cette année), la conjonction de taux d'intérêt bas et de hausse modeste des prix pousse les ménages comme les entreprises à préférer les liquidités, dont la circulation se ralentit et dont la masse augmente sans conséquences inflationnistes. L'incertitude sur les taux de change ne fait qu'accentuer ce phénomène pour les sociétés. Quant à la politique d'interventions de la Bundesbank pour mettre un terme à la dépréciation du dollar et à ses conséquences néfastes pour les exportations et la croissance allemande, elle n'accroît que provisoirement la masse monétaire.

### Un prudent pragmatisme

On assisterait ainsi à de nouveaux types de comportements — à vrai dire mal connus — allant à l'encontre des thèses économiques classiques. Une évolution qui expliquerait notamment que, en dépit du dérapage de la masse monétaire depuis deux ans, l'inflation n'ait, jusqu'à présent, donné aucun signe de résurgence outre-Rhin. Les orthodoxes, comme le président de la Bundesbank, M. Schlesinger, se méfient de telles analyses et estiment qu'à

long terme les vieilles théories se révéleront toujours aussi exactes. Le président de l'institut d'émission, M. Pöhl, préoccupé de la faible expansion de l'économie allemande, semble prêt, pour sa part, à relever le défi, provisoirement tout au moins, et à assurer : « une demande interne soutenue », comme il l'a indiqué le 21 janvier. Quitte à resserrer les verrous du crédit si la moindre menace inflationniste grave se profilait à l'horizon.

En optant pour un prudent assouplissement, il ne fait d'ailleurs qu'emboîter le pas aux autres pays industriels. Voilà des mois que les pays jugés les plus « monétaristes » ont abandonné la masse monétaire comme critère essentiel de leur politique de régulation du crédit. La Grande-Bretagne et les États-Unis en sont les exemples les plus frappants. Sans mésestimer l'importance du signal d'alarme que de tels agissements peuvent apporter, chacun recherche l'indicateur le moins sensible à la volatilité des monnaies et des comportements.

Une telle quête était particulièrement difficile pour la Bundesbank amenée à manœuvrer, sans perte de crédibilité interne, entre trois écueils : un laxisme réel ou supposé, aux retombées inflationnistes, le « haut mal » en RFA ; un excès de rigueur inacceptable pour les Allemands, inquiets de voir leur croissance s'amenuiser ; un isolement sur la scène monétaire internationale dont la Bundesbank connaît mieux désormais les conséquences pour sa monnaie comme pour l'économie. Des écueils d'autant plus redoutables que les dissensions au sein de la coalition gouvernementale prennent de l'ampleur et que le contre-poids à l'inflation qu'ont constitué la chute du dollar et la baisse des cours des matières premières — notamment énergétiques — ne devrait plus jouer cette année.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(1) Cette définition, adoptée au lendemain de l'instauration du flottement des monnaies, recouvre pour moitié les billets en circulation et pour moitié les réserves obligatoires des banques auprès de la Bundesbank — à pourcentage constant.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Erratum

## GRAND METROPOLITAN



Dans la lettre aux actionnaires de MARTELL parue dans les éditions du « Monde » du 21 janvier datées 22 janvier, il fallait lire en bas de l'encadré de la page : « LES NOTES D'INFORMATION RELATIVES AUX OFFRES PUBLIQUES EN COURS ONT ÉTÉ PUBLIÉES DANS LA PRESSE DU 19 JANVIER 1988. »

## UAP

SICAV DE L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE	ALTO.	ALTEFI	ACTIONS FRANCE	ACTIONS SELECTIONNÉES	AEDIFICANDI	L'U.A.P. INVESTISSEMENTS
Orientations	Obligations françaises	Obligations françaises et étrangères	80 % minimum actions françaises (CEA et Monory)	Valeurs françaises sélectionnées	Placements à caractère immobilier	Valeurs étrangères sélectionnées
<b>SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1987</b>						
- Nombre d'actions en circulation	7.499.560	3.239.094	1.064.558	1.437.901	5.428.970	3.076.740
- Actif net total (en millions de F) réparti comme suit :	1.357,60	666,83	383,42	663,22	3.066,26	1.034,15
a) France :						
- obligations classiques et indexées	97,4%	54,2%	29,8%	33,9%	37,6%	30,1%
- obligations convertibles	néant	0,3%	3,9%	0,9%	1,3%	0,2%
- actions	1,4%	2,9%	66,9%	41,6%	55,1%	28,4%
b) Étranger : actions et obligations	0,9%	34,9%	néant	20,2%	6,3%	43,2%
c) Disponibilités	0,3%	7,7%	0,4%	3,5%	0,3%	0,1%
- Valeur liquidative de l'action (en F)	181,02	265,87	360,16	461,24	564,69	336,12
<b>PERFORMANCES AU 31 DÉCEMBRE 1987</b>						
(dividende net réinvesti lors du détachement)						
- sur une période de 5 ans (depuis le 31.12.82)	+ 96,8%	+ 62,7%	+ 194,5%	+ 161,5%	+ 178,8%	+ 72,4%
- sur une période de 10 ans (depuis le 31.12.77)	+ 265,9%	+ 284,8%	-	+ 466,4%	+ 589,8%	+ 338,4%

Souscriptions et rachats reçus aux guichets de la BANQUE WORMS  
45, Boulevard Haussmann, 75009 PARIS (Tél. 42.66.90.10)  
et dans ses diverses agences ainsi qu'auprès des conseillers UAP dûment habilités à cet effet.

## EN BREF

● **Repries des vols entre Paris et l'aéroport de la City.** — Après enquête, l'administration britannique de l'aviation civile a décidé d'autoriser, à nouveau, les vols entre Paris et l'aéroport de la City de Londres. Inaugurée le 26 octobre, cette liaison permettait aux hommes d'affaires de se rendre dans des avions silencieux à atterrissage court, le Dash-7, jusqu'au cœur de Londres en une heure et quinze minutes. A la suite de plusieurs incidents ayant fait se traduire par des collisions, avec des passagers notamment, l'administration décidait, le 18 décembre, de suspendre la liaison. La couverture radar ayant été améliorée, les vols de compagnies Eurocity Express et Brymon Airways sont à nouveau possibles. Brymon, associé avec Air France, a donc repris, le 20 janvier, ses rotations au rythme de six aller-retour par jour, du lundi au vendredi, et d'un aller-retour le samedi et le dimanche. Le prix du billet aller-retour s'élève à 2.240 F.

● **Recul de la CGT dans le premier collège à Rensu-Billancourt.** — Lors des élections des délégués du personnel au centre industriel de Renault-Billancourt, le 19 janvier, la CGT a reculé dans le premier collège (ouvrier). Sur 5.834 inscrits (1.344 de moins qu'en 1987), il y a eu 4.580 votants (- 648) et 4.437 suffrages exprimés (- 612). La CGT a

obtenu 55,21 % des inscrites (- 0,45 point) et 72,59 % des suffrages exprimés (- 6,54 points). Elle perd 8 sièges. La CFDT totalise dans ce premier collège 13,58 % des inscrits (+ 5,49 points) et 17,85 % des suffrages exprimés (+ 6,34). FO arrive en troisième position avec 4,37 % des inscrits (+ 0,92) et 5,75 % des suffrages exprimés (+ 0,84) devant une alliance CFTC-Syndicat indépendant Renault (SIR), qui a recueilli 2,90 % des inscrits et 3,81 % des suffrages exprimés. En 1987, la CFTC et le SIR avaient obtenu légèrement plus de voix en se présentant séparément.

● **Aide à la mobilité dans les zones de reconversion.** — Pour inciter les salariés, licenciés économiques, à quitter les zones de reconversion, une nouvelle aide publique a été instituée, a indiqué le ministre des affaires sociales, le 21 janvier. D'un montant qui pourra s'élever jusqu'à 30 000 F, et à 3 000 F par enfant à charge, cette somme viendra en complément de la somme fournie par les entreprises et modulée en fonction de leur taille. Elle sera accordée à toute personne qui se reclassera à plus de 50 kilomètres de son lieu de résidence dans les douze mois après son licenciement. Les zones et les taux seront déterminés par les ministres des affaires sociales et du budget, qui fixeront les éventuelles exonérations pour les entreprises.



sur les taux d'intérêt  
du dollar

sa politique monétaire

# JOUR J+2

Pour gagner et préserver ses places aux  
tous premiers rangs, Matra met en œuvre une  
politique de recherche technologique avancée  
et une politique commerciale combative.

Matra est un grand groupe industriel  
à vocation internationale réaliste, rentable et  
indépendant.

Matra est une valeur de croissance. Depuis  
1984, son chiffre d'affaires et ses bénéfices  
sont en augmentation.

Matra est une valeur de rendement.  
Chaque année depuis 12 ans ses actionnaires  
reçoivent un dividende.

Matra est une valeur d'avenir. En gagnant  
des contrats qui assurent le moyen et long  
terme, dans les secteurs les plus diversifiés  
et les plus porteurs, Matra prépare et conforte  
son avenir et celui de ses actionnaires.

Les plus grandes entreprises européennes  
l'ont compris en choisissant de former  
le groupement d'actionnaires stables de Matra.

Prix de l'action:  
110 F.

**Du 20 au 27 janvier. Offre Publique de Vente des actions Matra.**

Téléphonez au 47.30.42.42. Note d'information visée par la COB disponible auprès des intermédiaires financiers.

**MATRA** 

هكذا من الاميل



11

## L'Ecureuil veut poursuivre sa diversification

Au total, le produit net bancaire du groupe aura progressé l'an dernier de 25 %, ce qui devrait permettre, d'après M. Thiolon, aux caisses de « dégager en 1987 un résultat net d'exploitation consolidé sensiblement supérieur à celui de 1986 » (3,1 milliards de francs). Pour 1988, le président du directoire a mis l'accent sur « l'enjeu que constitue pour l'Ecuireuil le marché de la retraite avec, notamment, la diffusion du PER (Plan épargne retraite) Ecuireuil et sur la nécessité de l'ouverture de la clientèle des PME ».

portefeuille de Marceau-Investissements, qui dispose encore de 800 millions de francs de disponibilités après sa récente augmentation de capital. Parmi les achats de l'année dernière, ceux qui ont cours le 30 juin 1988, figurent des participations dans les vaux durs de Suez (120 millions de francs), de la Société Générale (120 millions de francs), dans le CCF (45 millions de francs), dans la filiale américaine de Perrier (72 millions de francs), dans les alcools Martell-Lapostolle (54 millions de francs), plus diverses participations : champagne Laurent Perrier, Franciépex (stores en plastique), IDI.

Le conseil a, d'autre part, approuvé un accord de principe intervenu avec Cogema en vue de l'acquisition par cette dernière des intérêts de Penarroya dans le domaine de l'or en Limousin (participation de 69 % dans la SNC Le Bourneix et dans les recherches de Garjeillas-Lecuras, essentiellement) : l'opération, qui a lieu dans le cadre du programme de cession d'actifs de Penarroya, est soumise à ratification par les conseils d'administration des sociétés concernées.

d'une réunion prochaine du conseil d'administration, les conditions qui permettraient à celle-ci d'accroître sa participation dans le capital de CDME dans la limite de 34 %.

36.15 TAPEZ **LEMONDE**

VALEURS	Cours de 20 jan.	Cours de 21 jan.
Alcoa	42 3/4	42
Allegis Inc.-UALJ	21 1/2	22 1/2
A.T.T.	27 1/2	27 1/2
Bank of America	21 1/2	21 1/2
Chrysler	21 1/2	21 1/2
Chemical Bank	78 1/2	77 1/2
De Pont de Nemours	48	48
Eastman Kodak	78 1/2	78 1/2
Exxon	38 1/2	38 1/2
Ford	40 1/2	41 3/4
General Electric	43 1/2	43 1/2
General Motors	60 1/2	60 1/2
Goodyear	57 1/4	56 1/2
I.R.M.	110	110 1/2
Johnson & Johnson	57 1/2	57 1/2
McDonald Oil	38 1/2	40 1/4
Pfizer	51 1/4	50 7/8
Schlumberger	38 1/2	38 1/2
Union Carbide	38 1/2	38
U.S.C.	30 1/2	30 1/2
U.S. Steel	48 3/4	48 3/4
Xerox Corp.	55 7/8	55 7/8

Sur le MATIF, le contrat de mars continuait à s'apprécier + 0,55 à 99,50. Depuis le milieu de la semaine, le volume des transactions s'est subitement gonflé pour dépasser les 2 milliards de francs. Les ordres des ventes des particuliers constituent une large part du volume, beaucoup préférant se désengager avant un éventuel krach. Toutefois, à la fin de la semaine, beaucoup de professionnels croyaient du noir. 10 % de baisse en janvier, et près de 2 % pour le premier jour de février. De quoi faire réfléchir de nombreux « petits porteurs » durant leur week-end.

Le ministre japonais des finances, M. Kiichi Miyazawa, a lancé un appel au calme vendredi, en s'adressant aux opérateurs boursiers, qui réagissent trop vivement aux déclarations des différents responsables internationaux. Il faisait allusion à la réaction aux propos du représentant de la Maison Blanche pour le commerce, selon lesquels une réduction du déficit commercial ne serait pas attendue avant la seconde moitié de l'année, et qui avait entraîné une déprime des marchés financiers.

VALEURS	Cours du 21 janv.	Cours du 22 jan.
Alkal .....	485	470
Bridgestone .....	1 200	1 190
Canon .....	950	943
Fuji Bank .....	3 100	3 120
Honda Motors .....	1 320	1 330
Mitsubishi Electric .....	2 220	2 200
Mitsubishi Heavy .....	537	534
Sony Corp. ....	4 740	4 700
Toyota Motors .....	1 870	1 850

● **Framatome renforce ses prises de participation.** — Framatome a informé, le 21 janvier, la Chambre syndicale des agents de change qu'elle avait porté à 11,96 % sa participation dans la société Souriau (connecteurs) et à 20,03 % sa participation dans la SFIM (instrumentation). Deux investissements conformes à la stratégie de diversification de Framatome hors du secteur nucléaire, aujourd'hui saturé.

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.B.P. S.A.	720	870	Monstec	240	227 50 a
Alain Mermelstein	167 20	160 50	Mont	180	180
Alcanor & Associés	326	300	Hattingly, Mead	112 30	102 50
Arcinol	265	258	Métallurgie Industrielle	262	251 50 a
B.A.C.	420	405	Métromont	109	105
B. Dumortier & Associés	347 60	347 60	M.I.M. Ind.	420	410
B.I.C.M.	650	650	Mobit	184	188
B.I.P.	98	100	Mobex	498	478
B.I.T. Technologies	665	665	Moulin-Dormier	156 40	158 40 a
Boloni	601	601	Obenck-Legation	254	
Cabibac de Lyon	835		Opti Bateau	120	124 80
Calberson	578		Parafac	245 30	
Carel Fiat	372 50	37	Pier Import	150	145
Carfil	995	995	Profrimac	100	100 20
C.D.M.E.	842	875	Profrimac (C. in. & Pn.)	611	601
C. Esnès, Elect.	288		Renz	1000	1000
C.E.S.I.A.	430 80	382 50	St-Gobain Ecoballage	120	130
C.E.S.E.P.	800	800	St-Vincent Montpign	120	120
C.E.P.-Communication	800	805	S.C.C.P.M.	119 10	111 a
C.G.I. Informatic	456	450	Sagit	240	239 40
Chemax d'Odéus	351 40	350	San-Mena	266	300
C.N.I.M.	248	240	S&P	808	808
Coumo	200	200	S.E.P.R.	920	905
Couffonnes	408	381 60	Sig	800	780
Dalco	140	137	S.M.T. (Gestel)	176 80	180
Delephis G.T.A.	2801	2500	Solac	553	538
Dewinling	1180	1123	Sollux	355 50	361
Dewil	650	650	Sagit	217	216
Diquet-G. Associés	94	92	TF 1	195	188
Edison-Belford	312	300	Union Financ. de Fr.	341 20	
Elect. S. Descaux	17	17	Valérie du France	259 80	294 80
Elysees Investment	350	336			
Esprini	285 50	286 50			
Filipac	395 50	427 70			
Fisacat	525	504			
Galnail	681	654			
Gey Degreene	220	225			
I.C.C.	190	180			
I.G.F.	90	90			
ING	52 20	86 50			
Int. Mercat Service	160	160			
La Compagnie Electre.	213	208			
La Grille Ives du mode	162 10	162 10			
Les Investissements	240 10	240			
LEPTRE	150	150 20			

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT				OPTIONS DE VENTE			
		Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
		dernier	dernier	dernier	dernier	dernier	dernier	dernier	dernier
Lafarge Cop. ....	1100	71	126	-	-	110	150	-	-
Pariflux .....	290	18	33	38,80	-	18	30	-	-
Peugeot .....	1000	32	70	-	-	170	-	-	-
Thomson-CSF	136	9	13	-	-	18,50	20,50	-	-
Elf-Aquitaine	240	17	27,50	-	-	20	32	-	-
Méfil .....	1100	16	128	-	-	160	-	-	-

National 10 % - Cotation en pourcentage du 21 janv. 1988 Nombre de contrats : 62 978				
COURS	ÉCHÉANCES			
	Mars 88	Juin 88	Sept. 88	Déc. 88
Dernier .....	99,05	97,80	97,45	-
Précédent .....	98,75	97,55	97	-

**Dollar : 5,63 F ↑**

Le dollar était plus ferme, vendredi 22, sur les marchés des changes. Dans une ambiance très calme, il regagnait du terrain à Tokyo, et clôturait à 127,70 yens, contre 126,80 yens la veille. A Paris, il affichait 5,63 F, contre 5,6035 F au fixing de jeudi.

PARIS		
	20 janv.	21 janv.
Valeurs françaises ..	92,5	90,9
Valeurs étrangères ..	102,2	100,8
C* des agents de change (Base 100: 31 déc. 1981)		
Indice général ...	263,5	256,2

NEW-YORK	
(Indice Dow Jones)	
20 janv.	2 800,12
21 janv.	2 800,12

<b>TOKYO</b>	21 jan.	22 jan.	
Dollar (en yens) ..	126,80	127,70	
<b>MARCHÉ MONÉTAIRE</b>			
(effets privés)			
Paris (22 jan.) .....	73/675/6/6		
New-York (21 jan.) .....	61/24/10/6		

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SEX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep.	+ ou dép.	Rep.	+ ou dép.	Rep.	+ ou dép.
FE-U.....	5,630	5,630	+ 18	32	+ 65	+ 90	+ 260	+ 340
FE-D.....	4,475	4,475	- 58	- 33	- 75	- 40	- 128	- 25
FE (100).....	5,400	5,410	- 114	+ 139	+ 265	+ 305	+ 870	+ 970
DH.....	3,790	3,790	+ 108	+ 127	+ 240	+ 278	+ 765	+ 845
DM.....	3,000	3,000	+ 79	+ 83	+ 173	+ 195	+ 575	+ 625
FB (100).....	16,130	16,159	+ 110	+ 200	+ 479	+ 470	+ 1745	+ 1,635
FE.....	4,150	4,155	+ 207	+ 227	+ 425	+ 455	+ 1,235	+ 1,285
FE (1 000).....	4,5850	4,5990	- 135	- 90	- 285	- 185	- 635	- 515
FE.....	10,045	10,058	- 115	- 65	- 190	- 110	- 430	- 230

SE. U. ....	6 5/8	6 7/8	6 7/8	7	6 15/16	7 1/16	7 3/16	7 5/16
DM. ....	2 7/8	3 1/8	3 1/8	3 1/4	3 1/8	3 5/16	3 3/8	3 1/2
Florida ..	3 7/8	4 1/8	4 1/16	4 3/16	4 3/16	4 1/4	4 3/16	4 5/16
FL (100) ..	1 1/8	6 5/8	6 3/8	6 11/16	6 3/8	6 11/16	6 9/16	6 7/8
F.S. ....	6 1/4	8 3/4	1 3/8	1 1/2	1 3/8	1 5/8	2 9/16	2 11/16
FL (1000) ..	9 3/8	18	10 1/8	10 5/8	10 3/8	10 7/8	10 7/8	11 1/4
FL ..	8 1/4	8 1/2	8 1/2	8 5/8	8 5/8	8 3/4	9	9 1/8
FL. ....	7 1/4	7 1/2	7 15/16	8 1/16	8 3/16	8 5/16	8 11/16	8 13/16

Ces cours pratiques sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la Place.



## BOURSE DU 22 JANVIER

Comptant (selection)

SICAV (selection)

21/1

VALEURS	% de r.	% de r.	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Emission	Rechat	VALEURS	Emission	Rechat	VALEURS	Emission	Rechat	VALEURS	Emission	Rechat														
Obligations																																		
Emp. 6.80 % 77	127	1.801	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
9.00 % 78/79	100 00	2.221	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.00 % 79/80	100 00	4.161	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.25 % 80/81	100 00	8.471	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 81/82	100 00	3.062	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 82/83	100 00	0.448	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 83/84	100 00	1.907	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 84/85	100 00	12.448	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 85/86	100 00	1.269	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 86/87	100 00	1.907	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 87/88	100 00	30.221	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 88/89	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 89/90	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 90/91	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 91/92	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 92/93	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 93/94	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 94/95	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 95/96	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 96/97	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 97/98	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 98/99	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 99/00	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 00/01	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 01/02	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 02/03	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 03/04	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 04/05	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 05/06	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 06/07	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 07/08	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 08/09	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 09/10	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 10/11	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 11/12	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 12/13	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 13/14	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 14/15	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 15/16	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 16/17	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 17/18	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 18/19	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 19/20	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 20/21	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 21/22	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 22/23	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 23/24	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 24/25	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 25/26	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 26/27	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 27/28	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 28/29	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 29/30	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 30/31	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 31/32	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 32/33	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 33/34	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 34/35	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 35/36	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 36/37	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 37/38	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 38/39	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 39/40	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 40/41	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 41/42	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 42/43	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 43/44	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 44/45	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 45/46	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 46/47	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 47/48	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 48/49	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 49/50	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523	Tout-Argent	275	220																							
10.50 % 50/51	100 00	1.908	Comptant (94)	177		Local (94)	553	523																										

c : coupon détaché — o : offert — \* : droit détaché — d : demandé — ♦ : prix précédent — ★ : marché continu

هكذا من الاصل



سكزا من الاجل

28 • Samedi 23 janvier 1988 •

# Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2-3 Le 25 <sup>e</sup> anniversaire de la signature du traité de coopération franco-allemand. 4 La répression dans les territoires occupés par Israël. 5 Nicaragua : négociation avec le Contra.	6 M. Léotard à « Questions à domicile ». — M. Rocard en visite à Londres. 7 M. Barre à l'écart de l'« agitation ». <b>SPORTS</b> 11 Boxe : le championnat du monde des lourds.	8 Le procès des tueurs fous du Brabant. — Procès d'Action directe : jugement le 12 février. 9 La conférence des Prix Nobel à Paris. 10 « Journal d'un amateur », par Philippe Boucher.	17 Arts : « Certifié faux » ou les copies sur commande. — Ventes : trois cent soixante créations de Lalique. 18 Cinéma : Une femme honnête ; Ange gardien ; Robocop. — COMMUNICATION : le respect du pluralisme pendant la campagne présidentielle.	23 Aux États-Unis, l'emploi mobilise la communauté tout entière. — EDF ne pourra pas augmenter ses tarifs. 24 Légère détente sur les taux d'intérêt et raffermissement du dollar. 28-27 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Annonces classées ..... 22 Carnet ..... 22 Météorologie ..... 21 Radio-télévision ..... 20 Philatélie ..... 21 Jeux, Mots croisés ..... 16 Loto ..... 21 Campus ..... 21	• Une semaine à Paris, Tokyo, Wall Street. BOURSE • Luchaire, Chaumet, plombiers de l'Elysée : toutes les affaires. FLOU • Billard, bataille navale, yams, tour d'Hanoi. JEUX Actualité internationale. Sport. Culture. Abonnements. Bourse. 36-15 tapez LEMONDE

## La tension entre les deux Corées

### Pyongyang met en garde Séoul contre un nouveau risque de guerre

Pyongyang dardait le ton dans la polémique qui l'oppose à Séoul à propos des Jeux olympiques et de l'attentat de novembre dernier contre un avion sud-coréen. Dans un éditorial publié jeudi 21 janvier, l'organe du PC nord-coréen, le *Rodong Shinmun*, a mis en garde Séoul dans des termes menaçants : « Si le Nord et le Sud échouent à résoudre les problèmes en suspens, et en particulier l'arrêt des manœuvres militaires à grande échelle, écrit le journal, notre nation aura du mal à se réconcilier et à s'unifier, la réunification sera de plus en plus lointaine et la nation n'aura d'autre choix que la guerre. »

Accusée de terrorisme par la Corée du Sud, les États-Unis et le Japon, qui compte prendre des sanctions à son encontre, la Corée du

Nord lie donc la crise actuelle à la question des manœuvres conjointes américano-sud-coréennes « Team Spirit ». Chaque année, Pyongyang déchaîne sa propagande contre ces exercices, qui mettent en œuvre des dizaines de milliers de soldats et qu'elle qualifie aujourd'hui de « facteur dangereux exacerbant les antagonismes et conduisant la situation dans la péninsule au bord de la guerre ».

A Séoul, le président Chun a répondu à Pyongyang en lançant un appel à la réunification pacifique. Il a cependant accusé le Nord « de terrorisme, d'infiltration et de provocation » et affirmé que des « contre-mesures » devaient être prises pour assurer la protection des JO de Séoul. — (UPI, Reuters.)

### L'hebdomadaire « Médias » candidat à la reprise du « Matin »

L'hebdomadaire spécialisé *Médias* a déposé, vendredi 22 janvier, un dossier de reprise du quotidien *Le Matin* de Paris, en dépôt de bilan depuis le 18 janvier. *Médias*, fondé et dirigé par M. Eudes Delafon, beau-frère de M. Francis Bouygues, dont il est le conseiller, prévoit de créer un quotidien spécialisé dans le domaine des médias, qui s'appellerait *Le Matin des médias*. L'investissement financier est de 21 millions de francs sur trois ans, et M. Delafon compte sur une diffusion de 30 000 exemplaires assurant au bout de trois ans un bénéfice de 1 million de francs. Quatre-vingt-un des cent dix-huit salariés actuels du *Matin* seraient réembauchés.

Le dossier de reprise du *Matin* a été déposé auprès de M. Yannick Pavoc, l'administrateur désigné par

le tribunal de commerce de Paris, quelques heures avant la clôture des candidatures, le vendredi 22 janvier. Il reste maintenant au tribunal à examiner cette candidature.

Le sort du *Matin* sera définitivement scellé le mardi 26 janvier. Si le dossier de *Médias* n'était pas jugé assez solide sur le plan social et financier, le *Matin* pourrait alors être mis en liquidation. Les autres candidats à la reprise du quotidien — M. Jean-François Kahn, directeur de *l'Événement* du jeudi, et M. Michel Hommel, responsable d'un groupe de presse spécialisé (*Auto-Hebdo*, *Télé 77*, etc.) — ne se sont pas manifestés auprès du tribunal.

Y.-M. L.

## L'affaire des écoutes du CSM

### Trois inculpations pour « tentative d'atteinte à la vie privée »

Juge d'instruction au tribunal de Paris, M. Gilles Bouloque a inculpé, vendredi 22 janvier, MM. Robert Montoya, Fabien Caldironi et Alain Clabaut de « tentative d'atteinte à l'intimité de la vie privée ». Ils étaient assistés de M<sup>rs</sup> Francis Szpiner, Ludovic Bourdié et René Dolla-Vial. Le juge manifeste ainsi sa conviction que tous trois avaient bien l'intention de poser une écoute téléphonique quand ils furent arrêtés, le 23 décembre 1987, dans un immeuble du onzième arrondissement de Paris où résidait M. Yves Luthert, huissier au Conseil supérieur de la magistrature (CSM) et soupçonné par l'Elysée d'être à l'origine de fuites graves. MM. Montoya et Caldironi sont d'anciens gendarmes reconvertis dans les sociétés privées de sécurité et de gardiennage, le premier étant en relation professionnelle depuis 1985 avec M. Christian Prost. M. Clabaut est un technicien spécialisé dans l'installation d'écoutes téléphoniques à la demande aussi bien des services de police et de gendarmerie que d'entreprises privées.

Le 24 décembre 1987, après trente-six heures de garde à vue dans les locaux de la quatrième division de police judiciaire (DPJ), les trois hommes avaient été relâchés, les policiers ayant estimé que « les diverses investigations entreprises ne permettaient pas d'informer ou confirmer » leur version selon laquelle ils enquêtaient sur un « débiteur » et n'avaient aucunement l'intention de poser une écoute téléphonique. La plainte déposée le 8 janvier par M. Luthert devait relancer l'enquête, menée sans discontinuer, et non sans arrière-pensées politiques, estime-t-on à l'Elysée. — par M. Bouloque et par M. Marcel Lochere, chef de l'inspection générale de la police

nationale (IGPN), saisi sur commission rogatoire du juge.

Quels sont les éléments en possession du juge d'instruction ? Lors des interrogatoires, les gardiens de la paix assurent avoir vu « dans la gaine technique [de l'immeuble] des fils coupés ». En se rendant à son tour sur les lieux, un inspecteur de la police judiciaire constate, à l'inverse, qu'il n'y a « aucun fil coupé mais un boîtier démonté ». Il est fait appel à un technicien des PTT, qui se rend dans l'immeuble dans l'après-midi du 23 décembre : il ne constate « rien d'anormal sinon la présence d'un fil électrique blanc scotché aux autres fils de notre installation mais qui ne peut avoir aucune utilité ». A part ce fil d'une longueur de 2 mètres — que M. Clabaut prétend avoir scotché « pour faire semblant de travailler dans le local », il n'y a, selon l'homme des PTT, « pas de branchement anormal ».

Le problème, c'est que le matériel saisi sur les trois hommes accredit la thèse selon laquelle ils avaient bien l'intention de poser une écoute. M. Clabaut avait avec lui un petit magnétophone de marque AIWA, une plaque métallique jaune marquée « RCC-Centre national d'études des télécommunications » et une mallette. M. Montoya était, pour sa part, porteur de deux cassettes de marque Sony. Dans la mallette, des clés, des fiches « jack », une lampe à dessouder, un module électrique pour déclenchement de magnétophone, une lentille pour détecteur infrarouge, 3 mètres de fil souple, un contrôleur universel muni de deux fils de branchement, un combiné d'essai aux pincettes crocodiles...

M. Clabaut aura beau déclarer qu'il se « déplace toujours avec cette mallette », on ne voit guère son utilité pour une simple « mission confidentielle » de surveillance organisée par M. Montoya. Cette explication semble tenir d'autant moins que M. Clabaut ne cachera guère aux policiers que son travail habituel est la pose d'écoutes téléphoniques à la demande de policiers comme de gendarmes. Enfin, à aucun moment, il ne laissera entendre, durant sa garde à vue, avoir été recruté par M. Montoya pour une autre mission que celle visant l'immeuble de M. Luthert, d'ailleurs très proche de son propre domicile.

G. M. et E. P.

## Sur le vif

### J'ai le vertige

Je sais pas ce qui m'arrive, moi, en ce moment j'ai des vertiges, des délires, c'est pas ce que vous voyez à la télé : sobriété, quinze Prix Nobel alignés en ping-pong sous les lambris dorés de l'Elysée, invités ensuite à psalmodier des hymnes à la gloire de mon Mimi et à protester — c'est pas bien, ça, c'est très mal, — contre le pauvre et le faim au Sahel, au Bangladesh, en Éthiopie.

Et puis là, aujourd'hui, à la radio, ces gens, non, ils vivent pas à Addis-Abeba, ils sont de Rouen. Ils attendent un deuxième enfant. Ils ont pas les moyens de le garder, alors si ça peut intéresser quelqu'un ? Je me suis accroché au lavabo pour pas tomber, prise de tournoi.

L'autre matin, même malaise. Là, c'était l'histoire de ce cochard qu'on ramasse dans la rue, qu'on embarque dans sa bagnole et qu'on bouillie pour se faire du fric, toucher une assurance-vie. Remarque, je comprends pas pourquoi ça m'a tellement

secoué. Des clochards, pardon des SDF, sans domicile fixe, des trahis-misère, c'est pas ce qui manque en France, on en a encore des tas, deux millions et demi sinon trois.

J'ai aucune idée de ce que ça a pu coûter, cette petite sauterie des grands OI, cette jolie manœuvre électorale, d'un subtil, d'un habile ! Il est fort, hein, mon Mimi. Kasparov, c'est rien à côté. Entre nous, le PS aurait pu casquer. Ça fait partie de sa campagne. Mais, comme il veut pas que ça se sache, la fessée, la vraie fessée, elle est pour notre pomme. Tians, justement, je viens de recevoir mon premier tiers provisionnel. Pas vous ? On veut bien les financer, nous, les partis, c'est pas le problème, simplement, là, on aurait peut-être préféré les filer aux restos du cœur, les quinze millions qu'il leur faudrait pour pas cliquer le porte au nez de ceux qui cliquent du bec.

CLAUDE SARRAUTE.

## TENNIS : les Internationaux d'Australie

### Cash élimine Lendl

Le Suédois Mats Wilander a éliminé son compatriote Stefan Edberg, vendredi 22 janvier, lors des demi-finales disputées à Melbourne, en cinq sets (6-0, 6-7, [5-7], 6-3, 3-6, [6-1]). Wilander rencontrera, dimanche, en finale, l'Australien Pat Cash qui, comme en finale de Wimbledon en 1987, a triomphé du numéro un mondial, le Tchèque Ivan Lendl en cinq sets (6-4, 2-6, 6-2, 4-6, 6-2). C'est la première fois qu'une finale d'un tournoi du grand chelem mette face à face Wilander et Cash.

## Pétain à nouveau citoyen d'honneur de Verdun

Le nom de Philippe Pétain a fait sa réapparition au mur de la salle des délibérations du conseil municipal de Verdun (Meuse), d'où il avait disparu depuis 1945. Le nom du vainqueur de la bataille de Verdun avait été inscrit en 1921 à la première place du panneau où figure la liste des citoyens d'honneur de la ville. A la Libération, le maire de Verdun, Gaston Thibaut (radical-socialiste) qui avait été l'un des quatre-vingts députés à avoir refusé les pleins pouvoirs au maréchal, en juillet 1940, l'avait fait effacer. Mais il avait omis de consulter le conseil municipal. Il y a trois semaines, le maire, M. Barot-Dupont, a fait discrètement réinscrire le nom du maréchal, sans d'ailleurs qu'aucun conseiller municipal ne le remarque. En revanche, le maire, qui demande depuis fort longtemps le rapatriement à Verdun des cendres du maréchal, n'a toujours pas obtenu gain de cause. — (AFP.)

## Réunis par M. Chirac

### Huit membres du gouvernement discutent de l'avenir de l'éducation

Tous les ministres concernés par le « plan Monory pour l'avenir de l'éducation nationale » ont été réunis, jeudi 21 janvier par M. Jacques Chirac, pour la première fois depuis l'annonce de ce plan, qui prévoit notamment la revalorisation de la condition enseignante. Autour du premier ministre se trouvaient MM. Edouard Balladur (finances), Alain Juppé (budget), René Monory (éducation), Hervé de Charette (fonction publique), Jacques Valade (recherche et enseignement supérieur), ainsi que MM<sup>es</sup> Michèle Alliot-Marie (enseignement) et Nicole Catala (formation professionnelle). Selon l'Hôtel Matignon, qui ne fait pas référence au « plan Monory », cette réunion a permis d'arrêter « les lignes générales de la politique du gouvernement en matière d'éducation ».

## M. MICHEL ROCARD

### invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Michel Rocard, député socialiste des Yvelines, maire de Conflans-Sainte-Hippolyte, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », le dimanche 24 janvier, de 18 à 19 h 30. L'ancien ministre de l'Agriculture, qui a été le premier socialiste à se déclarer candidat à la présidence de la République, répondra aux questions d'André Passeron et de Jean-Louis Andréasson du Monde, et de Paul-Jacques Tredoux et de Jean-Yves Bollinger de RTL. Le débat était dirigé par Olivier Mazerolle.

## EN BREF

● Un nouveau PDG à la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE). — Après le limogeage du contrôleur général des armées Guy Bernard, soupçonné par les douanes de ne s'être pas opposé à la livraison indirecte de poudre à l'Iran, c'est le général de brigade de réserve Bernard Philippinot qui sera appelé au poste de PDG de la SNPE. Il vient, en effet, d'être désigné par le ministre de la défense comme membre du conseil d'administration. Le général Philippinot, soixante-deux ans, a notamment commandé les forces françaises en Allemagne, avant d'être nommé inspecteur général de l'armée de terre.

● CHINE : le chef de la commission de planification des naissances démissionne. — M. Wang Wei, ministre de la Commission d'état de planification des naissances, a été remplacé par M<sup>me</sup> Peng Peiyun, ancien vice-ministre de l'éducation, a annoncé, jeudi 21 janvier, l'agence Chine nouvelle. Ce remplacement intervient quelques jours après la publication par la presse officielle de chiffres indiquant une nouvelle augmentation

du taux de croissance de la population chinoise, estimée aujourd'hui à 1,07 milliard d'habitants. — (UPI.)

● PHILIPPINES : réorganisation du commandement militaire. — La présidente Aquino a profité de la nomination du général Fidel Ramos au ministère de la défense (le 20 janvier) pour réorganiser la hiérarchie militaire. Trente-trois généraux sont mis à la retraite, a annoncé, jeudi 21 janvier, la prési-

dence, et le général Ramos est remplacé à l'état-major général, par le général Renato De Villa, son ancien bras droit. — (AFP.)

● Rallye Paris-Alger-Dakar. — L'italien Eddy Orioli (Honda) a remporté, vendredi 22 janvier, la dixième édition du Rallye Paris-Alger-Dakar, dans la catégorie moto. Le Finlandais Juha Kankkunen (205 Peugeot) a devancé le Japonais Ken Shinzuka (Pajero) dans la catégorie auto.

Préservez votre dos fragile avec **Piralex** de **PIRELLI** sommier articulé à lattes de bois soutient bien la COLONNE VERTÉBRALE. **DEMANDEZ CONSEIL A VOTRE MÉDECIN** 37, Avenue de la République. **CAPÉLOU** 75001 PARIS TEL. 43-57-48-35 Métro: PARMENTIER

**AMÉRIQUE**  
LE GUIDE DU VOYAGE EN AMÉRIQUE est paru (et il est gratuit) IL COMPREND :  
● Tous les vols à prix réduits (exemples au 1-1-1988)  
NEW YORK ..... 1.990 F A/R.  
LOS ANGELES ..... 3.300 F A/R.  
MIAMI ..... 2.900 F A/R.  
MONTREAL ..... 2.200 F A/R.  
HONOLULU ..... 5.680 F A/R.  
MEXICO ..... 4.685 F A/R.  
● La location de voiture et camping-car.  
● Les transports intérieurs.  
● Les tarifs d'hôtels.  
● Des circuits à la carte et en groupe.  
● Des tours insolites.  
● Des renseignements pratiques.  
Recevez notre brochure contre 8 F en timbres  
**PACIFIC HOLIDAYS : 45.41.52.58**  
34, av. Général-Leclerc, 75014 Paris - M<sup>o</sup> Mouton-Duvernet

**BRADERIE EXCEPTIONNELLE**  
Du 9 au 30 janvier.  
Pianos, orgues meubles, orgues portables, synthétiseurs, guitares, batteries, instruments à vent, banquettes...  
**hamm**  
La Maison de la Musique  
135-139, rue de Rennes, 75006 Paris - Tél.: 45.44.38.66 - Parking à proximité.

**SOLDES**  
sur collection de meubles, lits, canapés, etc.  
**Rémy**  
OUVERT DIMANCHE 31 Janvier 88  
REMY : 80-82 Fg-St-Antoine Tél. : 43-43-65-58.

Un numéro de « Dossiers et documents » sur les relations franco-allemandes  
Les « Dossiers et documents » du Monde consacrent leur numéro de janvier aux relations franco-allemandes, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la signature du traité de l'Elysée entre la France et la RFA. Le bilan de cette période est résumé en quatre chapitres : de la méfiance à la confiance ; exorciser le passé ; le noyau dur de l'Europe ; ombres et perspectives.  
En vente chez les marchands de journaux. 7F.  
(Publié)  
**POUR AIDER L'ARMÉE DU SALUT**  
dans son travail de réinsertion sociale, donnez meubles, vêtements, appareils de chauffage, et tous objets encore utilisables ou réparables... son camion viendra à votre domicile.  
**APPELEZ : 45-83-54-40**  
Pour mieux connaître ses autres activités, lisez son hebdomadaire **EN AVANT !**  
ABONNEZ-VOUS : 76, rue de Rome, à Paris-8.